

Dossier documentaire

Politiques vieillesse en France

Du rapport Laroque à une future loi ... qui se fait désirer !

Rédaction : Marie-Laure Charron

Date de 1^e édition : **2020/03**

Dernière mise à jour : **2023/08**



Dossiers documentaires EHESP

Portail du Service documentation <http://documentation.ehesp.fr/>

Sommaire

Introduction	4
1 - Recherche en bibliothèque	5
1a - Ouvrages	5
1b - Revues spécialisées (FRE / ENG).....	6
1c - Recherches dans le catalogue : Mots-clés	8
2 - Repères chronologiques.....	9
3 - Sélection bibliographique	12
3a - Ouvrages	12
3b - Rapports.....	27
3c - Mémoire	48
3d - Articles	50
4 - Ressources en ligne.....	80
4a - Sites internet	80
4b - Documents audio	85
4c – Evènements	86

Du rapport Laroque à une future loi ... qui se fait désirer !



[Visitez la rubrique Vieillesse – Personnes âgées sur le portail documentaire de l’EHESP](#)
[Fil d’actus quotidien](#)

Introduction

Extrait du Projet stratégique d'Établissement 2019-2023 – EHESP

L'EHESP cible sa stratégie de développement 2019-2023 autour de 3 domaines prioritaires, dont la thématique « Santé, populations et politiques publiques »

« La mise en œuvre de politiques pertinentes, permettant des ajustements aux besoins particuliers de certaines populations, constitue un levier important d'amélioration de la santé publique. Il a été conceptualisé au plan international par le terme d'universalisme proportionné. L'EHESP, à partir des éclairages apportés par les sciences humaines et sociales, contribue à l'analyse de ces politiques en s'intéressant à leurs processus de conception, à leur mise en œuvre aux différents niveaux territoriaux, à leur processus de régulation et à leur évaluation.

Pour ce faire, différents axes principaux sont explorés. »

Le dossier qui suit est relié à l'axe « politiques favorisant l'autonomie et la société inclusive »

[Consulter le document](#) [Lien vérifié le 2023/08/08]

Contexte

Le Ministère des Solidarités et de la Santé a réalisé une **concertation sur le grand âge et l'autonomie en vue d'une réforme**. Le 28 mars 2019, Dominique Libault, nommé par le Premier ministre pour conduire la concertation et faire des propositions de réformes, a remis son [rapport](#) à Agnès Buzyn, ministre des Solidarités et de la Santé. Aurons-nous une loi relative à la perte d'autonomie ?

[Consulter le document](#) [Lien vérifié le 2023/08/08]

Décembre 2022 - Proposition de loi n° 643 portant mesures pour bâtir la société du bien vieillir en France

[Consulter le document](#) [Lien vérifié le 2023/08/09]

Janvier 2023 – Le courrier des maires - 2023, année zéro de l'autonomie des âgés ?

[Consulter le document](#) [Lien vérifié le 2023/08/09]

Juillet 2023 – La gazette des communes - La loi « Bien vieillir » encore reportée

[Consulter le document](#) [Lien vérifié le 2023/08/09] – [Sur le même sujet](#)

9 août 2023 – Europe 1 - Grand âge : « Notre maison vieillit et on regarde ailleurs », s'alarme Jérôme Guedj
Violences en maison de retraite, déserts médicaux, isolement... Ces dernières années, la préoccupation autour du bien-être de nos aînés fait la une de l'actualité. Alors que la population française vieillit rapidement, le monde politique a bien du mal à s'emparer du sujet, juge Jérôme Guedj

[Consulter le document](#) [Lien vérifié le 2023/08/09] - [Lire aussi](#)



La première partie de ce dossier rappelle quelques éléments utiles pour la recherche documentaire en ce domaine des politiques vieillesse ; des repères chronologiques sont esquissés graphiquement dans une deuxième partie ; la troisième partie suggère une sélection de documents disponibles à la bibliothèque de l'EHESP ou sur Internet ; quelques autres ressources en ligne vous sont proposées en fin de dossier.



1 - Recherche en bibliothèque

1a - Ouvrages

La **cote FD** de la bibliothèque de l'EHESP (Rennes) est dédiée aux ouvrages en lien avec les personnes âgées.

- FD10 Généralités
- FD30 Plan / Politique gérontologique
- FD40 Maintien à domicile
- FD50 Personnes âgées en établissement (Ehpad)
- FD90 Personnes âgées à l'étranger

Certains ouvrages de **cote PA42 (politique sanitaire et sociale)** comportent des chapitres sur les politiques publiques dont les politiques vieillesse.

1b - Revues spécialisées (FRE / ENG)

Revues sur le vieillissement



Revues de démographie



Journals on ageing



1c - Recherches dans le catalogue : Mots-clés

105 bibliographies

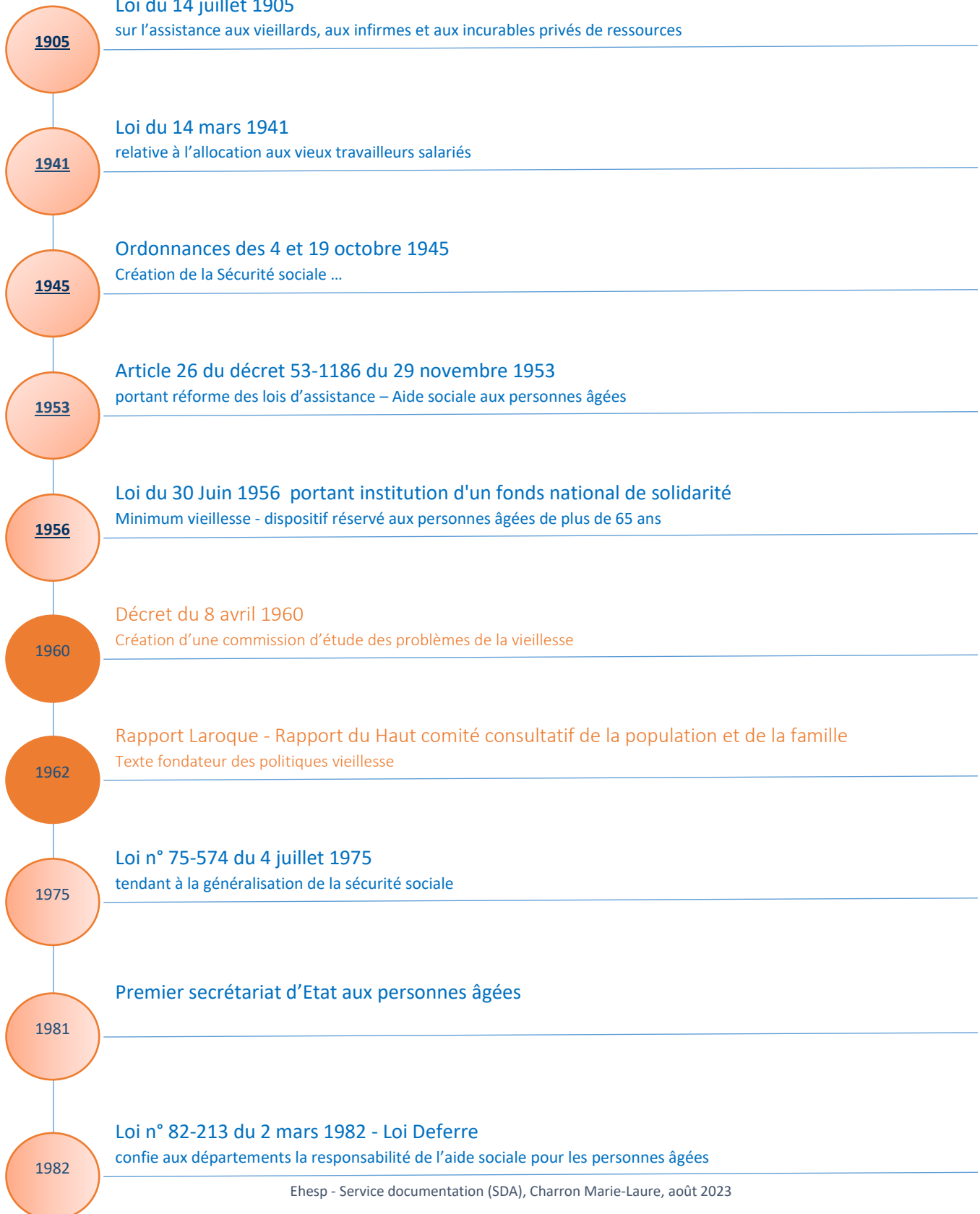
actualisées au fur et à mesure des entrées dans la base documentaire.

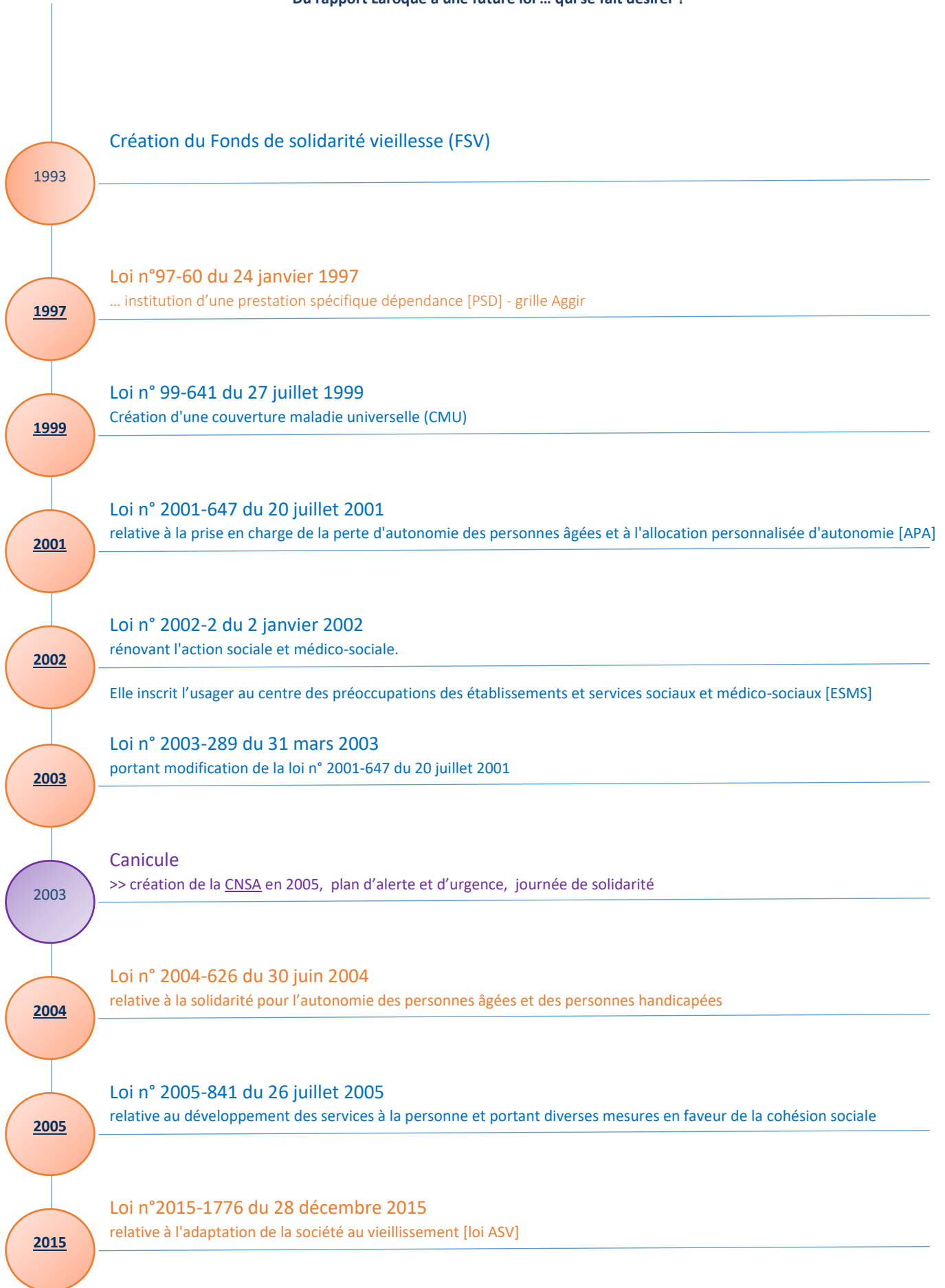
Cliquez ... Enregistrez les signets ... Revenez...

Accompagnement social - Activité physique - Agisme - Aïdace - Allocation spéciale vieillesse - Animation sociale - Art - Assurance vieillesse - Autonomie - Bien vieillir - Canicule - Centenaire - Chute - Comportement de santé / Recours aux soins - Conditions de vie - COVID-19 - Crise sanitaire - Décès - Démence Alzheimer - Démence sénile - Démographie - Dépendance - Dignité - Droits personne âgée - EHPAD - Escarre - Espérance vie - Espérance vie sans incapacité - Etablissement médico social - Etablissement social - Ethique - Euthanasie - Famille - Fin vie - Fonds national vieillesse - Génération - Gériatrie - Gérontologie - Gérontopsychiatrie - Grand âge - Habitat - Handicap - Hébergement temporaire - Hospitalisation - Hygiène corporelle - Innovation - Inclusion sociale - Isolement social - Logement foyer - Longévité - Maison accueil personne âgée - Maison accueil personne âgée dépendante - Maison retraite - Maladie dégénérative - Maltraitance - Métiers du grand âge - Médiation animale - Médicament - Mémoire - Milieu rural - Milieu urbain - Minimum vieillesse - Mobilité géographique - Nutrition - Ostéoporose - Participation - Pension retraite - Personne âgée - Personne retraitée - Plan gérontologique - Politique vieillesse - Prestation autonomie - Prestation vieillesse - Prise en charge - Projet de vie - Projet de vie individualisé - Qualité vie - Relation intergénération - Relation sociale - Repas - Représentation vieillesse - Retraite - Résidence service - Résilience - Robotique - Seniors - Sexualité - Silver économie - Soins palliatifs - Solidarité - Solitude - Sommeil - Soutien domicile - Spiritualité - Structure sociale personne âgée - Suicide - Technologie - Télémédecine - Territoires - Transition démographique - Vieillesse - Vieillesse population – Vieillir en prison – Vulnérabilité

Ageing

2 - Repères chronologiques





2018

Concertation nationale ouverte en octobre 2018
projet de loi « Grand âge et autonomie » - Ateliers

2019

Rapport Libault issu de la concertation nationale, 28 mars 2019
175 propositions pour une politique du grand âge en France

2019

Rapport El Khomri, 29 octobre 2019
sur l'attractivité des métiers du grand âge et de l'autonomie

2020

Stratégie « Vieillir en bonne santé »
... Vers un projet de loi « Grand âge et autonomie » 2020

Code de l'action sociale et des familles

Code

3 - Sélection bibliographique

3a – Ouvrages

La force de l'âge : Affronter ensemble les enjeux du vieillissement de la population, Thierry Apothéloz, - Paris [FRA]
: CNSA, 2023, 193p. [FD90/0071](#) +



Résumé : Le vieillissement programmé de la population n'épargnera pas Genève. Les enjeux de demain, il faut les saisir aujourd'hui, afin d'être en mesure d'affronter sereinement les défis qui accompagneront cette révolution démographique. L'allongement de la durée de vie n'aura pas que des répercussions sur les finances publiques et les coûts de la santé. Il impactera également les fondements de notre cohésion sociale, dans un contexte où le risque d'un clivage générationnel est réel. Ce livre se veut une première réponse à ces défis. On y trouvera des propositions concrètes et réalistes, qui se fondent sur une expérience politique de plus de vingt ans en matière d'action sociale à destination des seniors. Il s'agit non seulement d'accélérer la prise de conscience de chacun, mais également de déclencher la volonté politique de trouver ensemble des solutions aux enjeux du vieillissement de la population.

Vivre heureux longtemps, combien ça coûte ?, Pierre Pestieau, - Paris [FRA] : Presses Universitaires de France (PUF), 2022/10, 185p. [FD10/1092](#) +



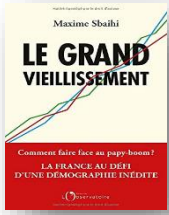
Résumé : Les sociétés contemporaines font face au défi du vieillissement de la population. Nous vivons de plus en plus longtemps, et en bonne santé. Mais tout le monde ne bénéficie pas de cette longévité accrue de la même façon. Combien coûte le vieillissement ? À quelles conditions peut-on vieillir heureux et en bonne santé ? Comment préparer l'avenir et éviter les risques de maltraitance ? C'est à cette analyse économique et sociale de la durée de vie que s'attache cet ouvrage. Vivre heureux et longtemps est une question publique, qui concerne les régimes de retraite, l'assurance santé, et qui implique des réformes inévitables de la protection sociale. C'est aussi une affaire d'ordre privé, financière d'abord, mais aussi existentielle, entraînant de tout aussi inévitables modifications de nos modes de vie.

Un regard sur le vieillissement et la société en changement / Potvin, Pierre – Québec (CAN) : Editions Crescendo, 2021, 162p. [FD90/0070](#)



Résumé : L'auteur aborde le vieillissement et la société en changement pour faire le point sur son propre vieillissement et sur les changements dans les valeurs de la société québécoise qu'il a pu observer. Il présente le sujet du point de vue d'une personne âgée qui vit le processus de vieillissement et qui a vécu les divers événements qui ont transformé la société québécoise. Ce point de vue ne se limite pas à sa vision et à son expérience. Son analyse est soutenue par ses recherches d'écrits sur le sujet et par les échanges avec des membres du Groupe de codéveloppement depuis quatre ans. Ce groupe est composé de personnes retraitées vivant le processus du vieillissement.

Le grand vieillissement / Sbaihi, Maxime - Paris (FRA) : Editions de l'Observatoire, 2022/05, 174p. [FD30/0057](#)



Résumé : Un retournement démographique est en marche dans notre pays, et il aura des répercussions gigantesques dans notre vie quotidienne. La France vieillit et n'a jamais compté autant de seniors. Défi collectif à la fois inédit et inéluctable, ce « grand vieillissement » ne fait que commencer. Ses conséquences se font ressentir partout : il gonfle les prix de l'immobilier et la dépense publique, creuse les inégalités de revenus et de patrimoine entre les âges, grippe notre modèle social. Il fait aussi dériver notre démocratie vers une irrémédiable gérontocratie, avec des électeurs âgés et mobilisés, en décalage avec une jeunesse minoritaire qui boude les urnes. Plus la France vieillit, plus les actifs triment, et plus les jeunes trinquent. Valideront-ils sans broncher ce nouveau contrat entre les générations ? Accepteront-ils de cotiser et travailler toujours plus pour financer la retraite des boomers ? Et qui va prendre en charge la dépendance ?

La fin des EHPAD ? : Réalités ignorées et vérités rejetées / Brami, Gérard - Paris (FRA) : Vérone éditions, 2022, 279p. [FD30/0056](#)



Résumé : Depuis des décennies, le domicile est considéré comme le lieu de vie privilégié des personnes âgées. Soutien et maintien à domicile ont été érigés en normes, alors que les politiques gouvernementales ont favorisé la création constante d'EHPAD. Ces derniers, qui auraient dû représenter un véritable « prolongement » du domicile, sont perçus par l'ensemble de la population comme une réponse « institutionnelle et collective », régulièrement critiquée et rejetée. Des réflexions récentes demandent avec fermeté la fin de la création de ces établissements et de nombreuses actions actuelles favorisent la diversité de la vie des personnes âgées dans des domiciles adaptés, tels que les habitats inclusifs, les résidences-seniors, les résidences-autonomie, et plus généralement les habitats intergénérationnels. Les canicules et les pandémies qu'a connues la société française, et notamment la pandémie actuelle, ont révélé la terrible faiblesse du fonctionnement des EHPAD et la mauvaise adaptation de la politique du maintien à domicile, aboutissant, au niveau national, à un véritable constat d'un « désastre gérontologique ». Parlementaires, experts et surtout personnes âgées affirment désormais une absolue nécessité de développer toutes les formules de soutien et de maintien à domicile et de modifier profondément la nature et la gouvernance des EHPAD. La fin de ces établissements sur leur modèle actuel est-elle réellement enclenchée ? C'est ce que cet ouvrage a pour mission de démontrer.

Sociologie des âges de la vie / Clerc, Marion (dir.) - Neuilly (FRA) : Atlande, 2022, 383p. [TC00/0911](#)



Résumé : De l'enfance à la vieillesse, comment se structurent aujourd'hui les différents temps de la vie ? Que signifie être « jeune » ou être « vieux » dans nos sociétés contemporaines ? Cet ouvrage mobilise les apports et les outils de ce champ sociologique pour mieux penser la façon dont se déroulent les âges et se métamorphosent nos vies. Il confronte les principales approches des existences - prisme des « âges », prisme des « parcours », prisme des « générations » - et montre comment elles sont mises à l'épreuve par des frontières de plus en plus floues et complexes entre l'éducation, l'activité et la retraite. De la naissance à la mort, il décrypte la façon dont nos sociétés organisent aujourd'hui l'expérience des âges et régulent les rapports entre générations face à la crise.

Sociologie de la vieillesse et du vieillissement / Caradec, Vincent - Paris (FRA) : Armand Colin, 2022, 128p. [FD10/1082](#)



Résumé : La population âgée change de visage. Les « vieillards » d'autrefois sont devenus des « retraités ». L'image des jeunes « seniors » pleins de vitalité, mais exclus précocement de l'emploi cohabite avec celle des « personnes âgées dépendantes », cibles des politiques sociales. Face aux réalités mouvantes et complexes de la vieillesse, le regard sociologique se révèle très précieux. L'auteur explore ici la manière dont cet âge de la vie s'est trouvé mis en forme dans les sociétés occidentales, en mettant l'accent sur le rôle joué par les politiques publiques. Synthétisant ensuite les données de nombreuses enquêtes, il dresse le portrait de la population âgée, insistant sur son hétérogénéité. Il éclaire, enfin, le processus et l'expérience du vieillissement individuel après la retraite. Cette 4e édition revisite chacune de ces perspectives en intégrant les résultats des recherches les plus récentes.

Le maintien à domicile : Une histoire transversale (France, XIXe-XXIe siècle) / Capuano, Christophe - Paris (FRA) : Editions Rue d'Ulm, 2021, 110p. [BL10/0052](#)



Résumé : L'objet de ce livre est d'interroger les logiques communes qui ont présidé, en France, au traitement de la dépendance et du handicap en établissement ou à domicile et d'aborder la question de manière transversale. Il offre une lecture des politiques qui ont ciblé ces populations dans toute leur diversité et compare les dispositifs institutionnels à une époque donnée et entre différentes époques, tout en portant une attention aux enjeux financiers et à la façon dont les politiques publiques ont été influencées par le souci du financement et de la réduction des coûts. L'ouvrage se compose de quatre chapitres chrono-thématiques : 1/L'encombrement des asiles et des hospices (1870-1960) 2/L'échec du « hors les murs » (1840-1980) 3/Vers une politique de maintien à domicile (1960-2015) 4/De l'aide-ménagère à l'aide à domicile : construction d'un métier du care

Le vieillissement : à la croisée des projets / Dufeu, Audrey ; Berrut, Gilles - Paris (FRA) : Les éditions du Cerf, 2021, 228p. [FD10/1066](#)



Résumé : Comment, dans une société vieillissante, est-il encore envisageable d'exclure les aînés ? Pourquoi sont-ils traités comme des citoyens de seconde zone ? Et pourquoi, dans la sphère politique, l'âge n'est traité qu'au prisme de la dépendance ? Un autre modèle de société est possible, affirment la députée Audrey Dufeu et le professeur Gilles Berrut, une écologie humaine qui considère les personnes âgées comme une force vive de la nation et des véritables moteurs de l'inclusion sociale et citoyenne. Plus qu'un manifeste politique, c'est un traité de l'inclusion qui ne se limite pas aux aspects sanitaires et médico-sociaux. La famille, la vie associative et économique, les mobilités, la ville, la culture sont autant de champs qui doivent être repensés dans une nouvelle dynamique, plus humaine, pour relier davantage les générations entre elles. Parce que l'âge fait l'humanité, bien plus que la vitesse ou que la performance, et qu'il concerne chacun tôt ou tard. Parce qu'il est urgent de renouer avec la dignité. Un manuel de combat inventif et résolument moderne contre l'âgisme qui sévit en France, pour accompagner concrètement l'édification du " monde d'après "

Cessons de maltraiter nos vieux ! / Richard, Elise – Monaco (MCO) : Editions du Rocher, 2021, 242p. [FD10/1065](#)



Résumé : Aujourd'hui, 80 % des Français souhaitent vieillir chez eux. Comment faire face à la perte d'autonomie ? A quelles difficultés faut-il se préparer, notamment pour les aidants ? Et lorsque le maintien à domicile n'est plus possible, l'entrée en maison de retraite est-elle inévitable ? Elise Richard est partie à la rencontre des personnes âgées, des professionnels, des familles mais aussi des politiques qui s'intéressent à l'accompagnement du grand âge. Au cours de cette vaste enquête, elle a découvert les failles de tout un système, que la crise de la Covid-19 a révélées au grand jour : pénurie de personnel, cadences infernales, embauche de soignants sans diplôme et maltraitance institutionnelle. Face à ce constat, l'auteure nous présente des solutions et des alternatives qui mériteraient d'être développées, telles l'accueil familial ou l'habitat inclusif, offrant aux personnes âgées la possibilité d'être accompagnées dans une structure à taille humaine.

L'entrée dans la vieillesse. 30 questions / Fragnière, Jean-Pierre - Lausanne (CHE) : Socialinfo, 2020, 108p. [FD10/1046](#)



Résumé : Grandes portes. Grandes ouvertes après une longue attente. Nous les franchissons presque tous. Plusieurs décennies nous attendent. Un temps à conquérir, à inventer et à garnir de projets. Des années imprévisibles, désirées, parfois craintes. Découvrons-les simplement en compagnie de Laure, de Xavier, d'Adeline et des autres. Ces septuagénaires partagent leurs expériences et leurs doutes. Ils dessinent toute la saveur des années dans lesquelles ils sont engagés. Au sommaire : Elle ne fait pas son âge – Des vieux partout – Vivement la retraite – Vivre chez soi – Le marché des vieux – Quand nos grands-mères allaient à la gym – Spiritualité et longue vie – Suzanne et les vieillards – Le grand rêve de l'autonomie – Quand les politiques s'en mêlent – L'appétit de formation – Transmettre la culture – Le métier de grands-parents – Arrondir ses fins de mois – Attention à la chute – Soigner et aider – Berthe n'a plus toute sa tête ! – Quand Étienne devient « proche aidant » – Le home, un lieu de vie – Et il faudra bien mourir – Un jour de congé à chaque enterrement – La question des successions – Quelles solidarités entre les générations ? – Une affaire de femmes – Ces vieux qui gouvernent le monde – Le droit à l'utopie

Construire le bien-être des aînés dans les territoires / Rousseau, François - Voiron (FRA) : Territorial, 2019, 94p. [FD30/0052](#)



Résumé : Que l'on soit élu, professionnel de l'âge, aîné ou citoyen, cet ouvrage invite à mieux comprendre la nouvelle donne qui résulte du vieillissement de la société. Dans la première partie, il expose les différents défis qui en découlent, économiques, environnementaux ou sociétaux. Il appréhende le contexte législatif des politiques en direction des aînés et s'interroge sur la capacité collective à anticiper les effets du vieillissement de la société. Dans la deuxième partie, l'ouvrage, s'appuyant sur l'expérience de l'auteur dans l'accompagnement de collectivités territoriales et d'associations dans la mise en œuvre du « bien-vieillir », propose des repères méthodologiques pour la construction de politiques territoriales de bien-être des aînés et la concrétisation d'une société inclusive.

Quel renouveau pour la filière gérontologique ? / Lacombe, Marie-Claire, Lavie, Ludovic - Paris (FRA) : ESF éditeur, 2019, 167p. [FD30/0053](#)



Résumé : Le vieillissement de la population française soulève un défi démographique. De fait, un nouveau risque social se profile : celui du grand âge et de la dépendance. En témoigne le rapport Libault issu de la concertation nationale « Grand âge et autonomie », paru au printemps 2019, qui vise à une réforme historique de la prise en charge de nos aînés. Politiques, dirigeants, professionnels de la santé et de l'action sociale, formateurs, tous sont comptables d'une exigence particulière qui prévaut chez les personnes âgées aujourd'hui : vivre jusqu'au bout au milieu des autres, sans être un fardeau pour personne. Ces fondamentaux que sont l'empowerment et l'inclusion demandent à être déclinés dans les territoires, au plus près des bassins de vie ; dans la réflexion qui sous-tend l'accompagnement ; dans l'agencement des logements comme dans l'organisation des institutions ; dans la mobilisation des financements. Cet ouvrage a pour ambition de rassembler en un seul document ce qui, aujourd'hui, remue voire bouleverse la filière gérontologique. Il veut favoriser le goût d'innover, d'imaginer de nouvelles prises en charge. En s'appuyant sur l'existant et sur ce que des pionniers de tous ordres : professionnels de terrain, scientifiques ou architectes, imaginent déjà. En effet, de nombreuses initiatives du secteur témoignent de sa capacité à inventer : domotique, EHPAD « hors les murs », nouvelles formes d'habitat... Il met au jour une logique désormais à l'œuvre et qui deviendra la norme demain : celle du parcours individualisé de chaque personne âgée, en tenant compte de ses désirs et de tous les moyens, matériels ou humains, que l'on peut mobiliser.

Que faire de nos vieux ? : Une histoire de la protection sociale de 1880 à nos jours / Capuano, Christophe - Paris (FRA) : Presses de Sciences Po, 2018, 345p. [FD30/0051](#)



Résumé : Il est probable que nous vivions vieux, incertain que nous vivions en bonne santé. Pour mieux cerner la question de la dépendance des personnes âgées, de plus en plus aiguë avec le vieillissement de la population, Christophe Capuano apporte son regard d'historien et revient sur la genèse de l'Etat social depuis les années 1880. Les dispositifs mis en place, fondés sur l'assistance ou l'aide sociale, ont toujours été déficients. Longtemps assimilées aux grands infirmes ou aux handicapés, les personnes âgées ont perdu les bénéfices de la politique du handicap à la fin du XXe siècle. Quant au cinquième risque de la Sécurité sociale - celui de la dépendance -, sa création s'est vue constamment repoussée jusqu'à nos jours. Au travers du sujet de la dépendance, l'auteur souligne la priorité donnée aux économies budgétaires et aux logiques des finances publiques dans les politiques sociales menées envers les 3e et 4e âges. Il insiste également sur le rôle essentiel des familles, qui se maintient au fil du temps n'en déplaise aux pouvoirs publics qui ne cessent de pointer leur désengagement.

Allongement de la vie : Quels défis ? Quelles politiques ? / Guillemard, Anne-Marie, coord., Mascova, Elena, coord., Robine, Jean-Marie - Paris (FRA) : La Découverte, 2017, 413p. [FD30/0050](#)



Résumé : Phénomène sans précédent dans l'histoire de l'humanité, l'allongement de la vie humaine est en train de révolutionner durablement le XXIe siècle, sur tous les continents. Pourtant, l'ampleur de ces mutations et leurs nombreuses implications restent largement méconnues. L'ambition de ce livre est d'en dresser un panorama complet en montrant comment cela bouleverse la condition humaine et sociale, le régime temporel de nos existences, ainsi que les manières de vivre ensemble. Dans une société où coexistent désormais quatre générations aux expériences et aspirations sensiblement différentes, les formes de solidarité sont à repenser. De même, comment faut-il protéger et soigner dans des sociétés de vie longue ? Quels sont le sens et le prix du prolongement de la vie ? Comment concilier longévité et qualité de vie ? A partir du croisement d'approches pluridisciplinaires et dans une perspective de comparaisons internationales, cet ouvrage a pour ambition de dresser un état des savoirs et des réflexions sur la question de la longévité. Non seulement il circonscrit les multiples défis posés par l'allongement de la vie, mais il offre une lecture essentielle pour comprendre comment nos sociétés pourraient se saisir de cette révolution afin d'en faire une opportunité pour tous et toutes.

Viellissement et société : Catégorisation, travail, politiques sociales / Hamzaoui, Mejed, dir., Léonard, Dimitri, dir., Artois, Pierre, dir. - Louvain-la-Neuve (BEL) : Academia, 2017, 207p. [FD10/0967](#)



Résumé : S'appuyant sur une approche pluridisciplinaire et combinant analyse théorique et démarche empirique, cet ouvrage apporte des pistes de réflexion utiles à la compréhension des enjeux sociaux importants liés au vieillissement de la population : sur quels fondements et selon quels processus de catégorisations les politiques liées à la vieillesse se sont-elles développées ? Comment mettre en place une organisation du travail épanouissante et proposer une fin de carrière professionnelle digne ? Qu'en est-il des pratiques des professionnels dans le champ de l'intervention sociale et de l'accompagnement des "personnes âgées" ? Comment "penser" les rapports entre les générations et la répartition des temps sociaux, dans un contexte de transformation des parcours des âges ?

Une nouvelle politique sociale du vieillissement : Histoire et prospective d'un défi / Viriot-Barrial, Dominique, dir., Caron-Déglièse, Anne, Thomas, Hélène - Aix-en-Provence (FRA) : Presses Universitaires d'Aix Marseille, 2016, 307p. [FD30/0045](#)



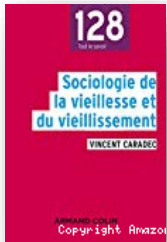
Résumé : Les politiques sociales liées au vieillissement ne sauraient se réduire à la prise en charge, passive, du coût de la perte d'autonomie. Une approche ambitieuse exige d'anticiper la transition démographique afin de créer les conditions du « bien vieillir » dans un cadre adapté. Les analyses développées dans cet ouvrage s'inscrivent dans le sillage de la loi de décembre 2015 mais la dépassent et l'accompagnent dans un esprit d'ouverture multidisciplinaire avec un regard juridique, politique, sociétal, ou bien encore, économique. Au fil des contributions, sont ainsi interrogés : les conséquences économiques du mouvement démographique, les évolutions du droit des personnes âgées et l'émergence d'un réel citoyen autonome, la construction de nouvelles politiques françaises de l'adaptation au vieillissement. Un aperçu des politiques étrangères en direction des personnes âgées est également apporté avec un zoom sur la Suisse et les Etats-Unis.

Le vieillissement au cœur des politiques publiques : Méthodologie pour une approche transversale / Guérain, Claire, Amyot, Jean-Jacques, Dury, Isabelle - Voiron (FRA) : Territorial, 2016, 82p. [FD30/0040](#)



Résumé : Les collectivités locales sont confrontées au vieillissement de la population sur leurs territoires. Pour y répondre, elles doivent s'engager dans une évolution de leurs pratiques, en intégrant des acteurs qui ont un impact sur la vie quotidienne des aînés, au-delà des acteurs traditionnels du secteur gérontologique. Elles doivent penser la ville de demain, afin de répondre aux aspirations des personnes vieillissantes, dans un certain nombre de domaines tels que le cadre de vie, le logement, la santé, les transports, les activités physiques ou encore la culture. Comment adapter l'ensemble des politiques publiques au vieillissement de la population ? Quelles réponses aux populations âgées isolées, précaires, en situation de handicap ou encore immigrées ? Comment favoriser le "vivre ensemble" dans la cité ? ...

Sociologie de la vieillesse et du vieillissement. / Caradec, Vincent, De Singly, François - Paris (FRA) : Armand Colin, 2015. [FD10/0725](#)



Résumé : La population âgée change de visage. Les « vieillards » d'autrefois sont devenus des « retraités ». L'image des jeunes « seniors » pleins de vitalité, mais exclus précocement de l'emploi cohabite avec celle des « personnes âgées dépendantes », cibles des politiques sociales. Face aux réalités mouvantes et complexes de la vieillesse, le regard sociologique se révèle très précieux. L'auteur explore ici la manière dont cet âge de la vie s'est trouvé mis en forme dans les sociétés occidentales, en mettant l'accent sur le rôle joué par les politiques publiques. Synthétisant ensuite les données de nombreuses enquêtes, il dresse le portrait de la population âgée, insistant sur son hétérogénéité. Il éclaire, enfin, le processus et l'expérience du vieillissement individuel après la retraite. Cette 3^e édition refondue revisite chacune de ces perspectives en intégrant les résultats des recherches les plus récentes.

Accompagner (autrement) le grand âge / Joël, Marie-Eve - Ivry-sur-Seine (FRA) : Editions de l'Atelier, 2014, 141p. [FS00/0008](#)



Résumé : Près de quatre millions d'aidants familiaux interviennent en France auprès de personnes âgées en perte d'autonomie. Mais aider n'est pas simple, en raison de la diversité des tâches à assumer et du souci légitime des aidants de préserver leur équilibre personnel et social... En s'appuyant sur cette réalité nouvelle, l'ouvrage de Marie-Ève Joël donne des informations précieuses sur les aidants familiaux, la nature de leurs responsabilités, les relations qu'ils peuvent établir avec les professionnels du soin pour la tranquillité de tous, la charge économique qu'ils assument, avant d'ouvrir quelques perspectives d'avenir en termes de politiques publiques liées à la politique du grand âge.

La dépendance des personnes âgées, un défi pour l'Etat social / Martin, Philippe, dir., Laborde, Jean-Pierre - Bordeaux (FRA) : Presses Universitaires de Bordeaux, 2014, 185p. [FD30/0034](#)



Résumé : La dépendance liée à l'âge et au vieillissement est une question sociale résolument inscrite à l'agenda politique des pays développés. Souvent rabattue sur le problème du financement, elle constitue toutefois un défi majeur pour l'avenir de la protection sociale. Elle invite en effet à un véritable renouvellement de l'État social, des formes et normes de l'action publique. S'ouvre dès lors un vaste champ de questionnement, d'analyses et de réflexions pour les sciences humaines et sociales. Conceptualiser la dépendance, terme sujet à caution hérité, en France, de l'approche gérontologique, constitue un travail en soi. L'action publique, la législation et les pratiques sociales se structurent à partir de catégories de pensée qu'il convient d'appréhender de manière critique. Les auteurs de cet ouvrage collectif qui fait dialoguer la philosophie, le droit, la sociologie, la science politique et l'économie s'y sont employés, interrogeant notamment les notions de vulnérabilité, de fragilité, de « capacités » aujourd'hui en vogue dans les sciences sociales. Sont aussi passés au crible, comparés, évalués divers dispositifs dédiés à la prise en charge des personnes âgées dépendantes. Les enjeux sont de taille, car il s'agit, ni plus ni moins, de placer la personne au centre de l'action sociale, lui reconnaître son autonomie juridique, sa dignité, mais aussi de prendre en considération le rôle de l'entourage — les fameux « aidants » — et, finalement, de réorganiser les solidarités.

Coordination et parcours : La dynamique du monde sanitaire, social et médico-social / Bloch, Marie-Aline ; Hénaut, Léonie; Havis, Daniel, préf. - Paris [FRA] : Dunod, 2014/01/08. - 315p. [FD10/0697](#)



Résumé : Cet ouvrage retrace l'histoire de la structuration de la coordination en France dans plusieurs domaines d'intervention (gérontologie, santé mentale, handicap, cancer, maladies rares, accident cérébral), ainsi que l'apparition récente de la notion de parcours dans l'espace public. Il propose une analyse critique des politiques conduites en matière de coordination, et tente d'expliquer la persistance des dysfonctionnements observés. À partir d'enquêtes réalisées sur plusieurs territoires, les facteurs de succès pour la mise en place de dispositifs de coordination pérennes sont ensuite mis en évidence. L'innovation se révèle être le produit des interactions entre initiatives locales et directives nationales. Enfin, l'ouvrage propose une typologie des nouveaux professionnels de la coordination (gestionnaires de cas, pilotes, référents, médecins coordonnateurs, chargés de mission...) et souligne notamment le rôle clé joué par les cadres intermédiaires des organisations sanitaires, sociales et médico-sociales.

Dix mesures pour adapter la société française au vieillissement / Broussy, Luc - Paris (FRA) : Dunod, 2014, 228p. [FD10/0706](#)



Résumé : D'ici à 2050, la proportion de personnes âgées de plus de 60 ans devrait passer dans les pays développés de 20 % à 33 % de la population. Si l'allongement de l'espérance de vie est un extraordinaire progrès de civilisation, il pose aussi de redoutables défis. L'enjeu est de permettre ce vieillissement dans les meilleures conditions possibles, pour les personnes concernées et leur entourage. Certains pays, comme le Japon ou l'Allemagne, sont engagés dans cette voie de longue date. En France, tout reste à faire. Ce qui se décide aujourd'hui est capital pour éviter une crise du vieillissement dans vingt ans. Cet ouvrage, issu d'un rapport remis en 2013 au gouvernement, s'appuie sur une analyse élargie de la question du vieillissement pour proposer 10 mesures concrètes et efficaces à prendre pour relever ce défi.

Rapport Laroque / Haut comité consultatif de la population et de la famille (Paris, FRA), Ennuyer, Bernard, préf., Réguer, Daniel, préf. - Paris (FRA) : L'Harmattan, 2014, 433p. [FD10/0719](#)



Résumé : Réédition du rapport rédigé en 1962 par Pierre Laroque, qui représente un tournant majeur dans les orientations de la politique publique pour les personnes âgées. Traçant les voies d'une politique globale d'adaptation de la société française au vieillissement, il s'attache à traiter l'ensemble de ses conséquences économiques, sociales et humaines.

Repenser le maintien à domicile. Enjeux, acteurs, organisation. / Ennuyer, Bernard - Paris (FRA) : Dunod, 2014, 310p. [FD40/0087](#)



Résumé : Depuis 1962 et le rapport Laroque, le maintien à domicile est l'objectif prioritaire de la "politique de la vieillesse". Pourtant, comme le confirme un récent rapport de la Cour des comptes, il n'y a jamais eu de véritable mise en place d'une politique cohérente en France. Ce livre a l'ambition de repenser le maintien à domicile dans la société d'aujourd'hui en l'articulant à sa finalité éthique : quelle place pour les « personnes âgées », et notamment pour les plus fragiles, celles qui ont des difficultés de vie quotidienne et cumulent, bien souvent, santé dégradée, isolement social et faibles ressources ? Toute une série de notions a été interrogée : le vieillissement et la vieillesse, l'incapacité et le handicap, le domicile et le chez soi, l'aide professionnelle et le soutien familial, la coordination, l'évaluation, la formation, les politiques publiques, leur choix et leur financement. En dernier lieu, le questionnement sur les limites du maintien à domicile et sur ses coûts fait apparaître le déficit actuel des politiques publiques.

Vieillir chez soi : Les nouvelles formes du maintien à domicile / Nowik, Laurent, dir., Thalineau, Alain, dir. - Rennes (FRA) : Presses Universitaires de Rennes (PUR), 2014, 236p. [FD40/0090](#)



Résumé : Si « vieillir chez soi » est aujourd'hui souhaité par la plupart des personnes concernées par l'avancée en âge, cela ne signifie pas nécessairement rester dans le même logement. Avant d'être confrontés à des pertes d'autonomie, des hommes et des femmes effectuent une mobilité résidentielle vers un « habitat intermédiaire », c'est-à-dire un ensemble immobilier composé de logements privés proposant généralement des espaces partagés et divers services. Quelles sont les caractéristiques sociales et économiques des personnes qui effectuent ce genre de mobilité résidentielle ? Quelle place occupent les services d'aide à domicile et les proches dans l'aspiration à la mobilité ou à la sédentarité ? Quels rôles jouent les acteurs publics, les promoteurs et les personnes âgées dans le développement croissant d'initiatives privées et publiques en matière d'habitats intermédiaires ? Pour répondre à ces questions, les contributions de chercheurs français, belges et suisses présentées dans cet ouvrage sont regroupées en deux parties...

La fragilité des personnes âgées. Définitions, controverses et perspectives d'action. / Beland, François, dir., Michel, Hervé, dir. - Rennes (FRA) : Presses de l'EHESP, 2013, 280p. [FD10/0688](#)



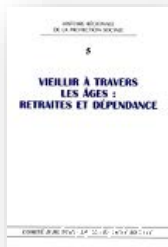
Résumé : La notion de fragilité ouvre la voie à des actions de prévention qui permettraient aux personnes âgées de maintenir un vieillissement actif et de récupérer leurs capacités physiques. L'enjeu est donc d'intervenir en amont du processus de fragilisation, avant même la manifestation des premiers signes de fragilité, pour permettre aux personnes âgées de conserver leur autonomie le plus longtemps possible et aux pouvoirs publics de réduire les dépenses liées au vieillissement. La fragilité est-elle un syndrome gériatrique ou une simple accumulation de risques ? Façonnée par les travaux de recherche essentiellement gériatrique, la fragilité émerge aussi comme une catégorie d'action publique qui interroge l'évolution du système de protection sociale du moins les politiques du vieillissement. Par son approche pluridisciplinaire et internationale, cet ouvrage apporte un éclairage précis et inédit sur la fragilité, mais aussi sur la vulnérabilité des personnes âgées.

De l'hospice au domicile collectif : La vieillesse et ses prises en charge de la fin du XVIIIe siècle à nos jours / Marec, Yannick, dir. ; Réguer, Daniel, dir. - Mont-Saint-Aignan (FRA) : Presses universitaires de Rouen et du Havre (PURH), 2013, 566p. [FD10/0709](#)



Résumé : Près de trois siècles de vieillesse observée, analysée, située. Trois siècles qui ont vu émerger les grands parents, au XVIIIe avec Greuze qui les peint, et au XIXe, avec Hugo qui les magnifie, pour, de nos jours, les faire osciller entre ceux qui aident et ceux qui sont aidés. Trois siècles qui ont regardé la pauvreté des vieux devenus incapables de travailler et tombés à charge de leurs proches et, à défaut, de la charité publique puis de l'assistance et enfin de la solidarité. Trois siècles qui ont vu la naissance des seniors, retraités actifs et, dit l'année 2012, solidaires des autres générations : l'entraide équitable et symétrique va-t-elle supplanter la relation nécessaire mais asymétrique de l'aide ? Le très grand intérêt et l'originalité [de ce volume] consistent à savoir osciller harmonieusement entre le local et le global, entre l'enracinement régional et la vision nationale, voire internationale. Ces travaux viennent de disciplines, de spécialités diverses, comme est diverse la société elle-même. L'accent est mis sur l'apport de la société à l'accompagnement de la vieillesse, grâce à des politiques sociales qui traversent les républiques et les gouvernements. De la généralisation des pensions de retraite qui fait reculer la pauvreté des vieillards, au développement de la gériatrie qui apprend à les soigner, à la modernisation de la gérontologie qui permet de mieux accueillir et accompagner, l'ouvrage met en valeur ce que la société fait pour ses anciens, même si, encore et toujours il y a plus et mieux à faire.

Vieillir à travers les âges : retraites et dépendances : Journée d'études de Bordeaux, novembre 2012 / Guerlain, Laetitia, dir. ; Hedhili, Hinda, dir. - Paris (FRA) : Comité d'histoire de la sécurité sociale, 2013, 137p. [FD10/0714](#)



Résumé : Le présent ouvrage est le fruit d'une journée d'études organisée par le Comité Aquitain d'histoire de la Sécurité sociale, le Centre Aquitain d'histoire du droit, le Centre de Droit comparé du Travail et de la Sécurité sociale. Cette journée s'est tenue le 16 novembre 2012 à Lormont, au Château les Lauriers qui abrite le Musée national de l'Assurance maladie. Les actes de cette journée examinent le processus de vieillissement des personnes âgées. La question du traitement du vieillissement de la population se pose de manière récurrente. Elle n'a, cependant, pas toujours reçu la même réponse selon les époques et semble être passée de la prise en charge par le cercle familial à la mise en place progressive de politiques publiques. Le présent opuscule a fait le choix de retenir deux axes : l'évolution des retraites en France et la prise en charge de la dépendance liée à l'âge. Mêlant le point de vue des universitaires et l'expérience des professionnels, cet ouvrage est ainsi l'occasion de confronter les expériences passées et les perspectives contemporaines.

Prendre soin de nos aînés, c'est déjà prendre soin de nous. / Champvert, Pascal - France : Carnets Nord, 2012, 143p. [FD10/0678](#)



Résumé : La question du quatrième âge est au cœur des débats politiques français. Mais au-delà de son financement, quel est l'enjeu de l'aide à l'autonomie ? Pascal Champvert qui préside l'AD-PA (Association des directeurs au service des personnes âgées) entreprend de combattre les idées reçues et décortique le système existant et les alternatives à disposition des particuliers. Economie du quatrième âge, bienfaits et méfaits du maintien à domicile, choix d'une maison de retraite... L'auteur rappelle surtout qu'il s'agit de respecter la personne âgée, avec ses besoins et ses envies. Un véritable plaidoyer pour qu'évoluent les valeurs de notre société et que les « vieux » soient enfin considérés comme des personnes à part entière.

Le projet gérontologique territorial : un défi pour les élus locaux. Guide pour le penser et le formaliser / Jahan, Franck, Leclair ; Matthieu - Toulouse (FRA) : Erès, 2010, 121p.



Résumé : Aujourd'hui, les responsables politiques territoriaux ont pour mission de penser l'accompagnement des personnes âgées et, en accord avec les directives nationales, de concevoir localement la formalisation de leur propre politique gérontologique. Cela constitue un véritable défi à relever en termes de logement, de santé, de prise en charge de la dépendance, de solidarités à activer, pour faire face au vieillissement de la population. Les auteurs ont souhaité mettre leur expérience et leur réflexion au service de ces élus pour améliorer l'accompagnement du grand vieillissement et contribuer à enclencher de vrais projets politiques gérontologiques ambitieux et adaptés. Sous la forme d'un guide, ils abordent les questions pratiques et méthodologiques essentielles pour les penser, les formaliser, les mettre en œuvre et les évaluer.

<https://www-cairn-info.ehesp.idm.oclc.org/le-projet-gerontologique-territorial--9782749211787.htm> [Lien vérifié le 2023/08/10]

La dépendance : Un nouveau défi pour l'action publique / Frinault, Thomas - Rennes (FRA) : Presses Universitaires de Rennes (PUR), 2009, 240p. [FD10/0633](#)



Résumé : Dans un contexte de vieillissement démographique et de diversification continue des domaines d'intervention de l'État social, la dépendance a circonscrit un champ doté d'une autonomie suffisante pour être l'objet d'une politique spécifique. L'un des principaux enjeux fut la création d'un nouveau droit spécifique de prise en charge des besoins sociaux des personnes dépendantes. Plutôt que de mener le débat essentiel sur le choix entre une prestation d'aide sociale et la création d'un nouveau risque assurantiel, les pouvoirs publics français n'ont cessé de tâtonner, d'agir par étape, par essai-erreur. Cette activité de bricolage politique a fini par générer un droit social inédit, confirmant le leadership départemental tout en l'émancipant des caractéristiques de l'Aide sociale. La justification d'un tel choix fait opportunément appel à l'idée d'un lien entre territorialisation et modalités techniques. Parce qu'il ne s'agit pas seulement de compenser financièrement un risque, le recours au local est en effet présenté comme le dépassement possible d'une logique de guichet.

Où va la protection sociale ? / Guillemard, Anne-Marie, dir., Barbier, Jean-Claude, Carrel, Marion - Paris (FRA) : Presses Universitaires de France (PUF), 2008, 404p. [KC10/0216](#)



Résumé : Quels sont les principaux défis auxquels est confronté aujourd'hui le système français de protection sociale ? Allons-nous vers un affaiblissement des protections et plus d'insécurité sociale pour les français ? Ce livre a pour ambition d'éclairer les enjeux du devenir de la protection sociale et rassemble les contributions de plusieurs spécialistes français. Il dresse un état des connaissances sur les évolutions complexes qu'ont connues les politiques sociales françaises au cours des deux dernières décennies dans différents domaines (santé, retraites, emploi, famille, vieillesse...) et s'efforce d'en dégager les grandes tendances et de les interpréter. Ces analyses s'appuient sur une comparaison internationale et notamment européenne afin de mieux mettre en perspective le cas français.

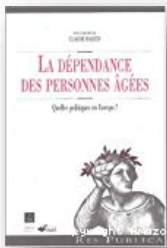
<https://www-cairn-info.ehesp.idm.oclc.org/ou-va-la-protection-sociale--9782130570929.htm> [Lien vérifié le 2023/08/10]

Longévité et politiques publiques : Approches comparées France-Japon. / Ansart, Pierre, dir., Guillemard, Anne-Marie, dir., Legrand, Monique, dir. - Nancy (FRA) : Presses Universitaires de Nancy, 2007, 198p. [BL30/0388](#)



Résumé : Comprendre les politiques publiques concernant le grand âge, dans tous leurs aspects contemporains, est l'ambition de cet ouvrage. Partant d'une approche comparée internationale, cet ouvrage tente de répondre aux nombreuses questions complexes que posent la longévité et son traitement social, public. Comment définir la notion d'intérêt public ? D'où procède ce dernier ? Qui en assure la gestion ? Quelles sont les différentes formes de l'espace public ? Selon quels processus s'élaborent les politiques publiques ? Comment des sociétés différentes problématisent-elles la question du vieillissement et construisent-elles de nouveaux parcours de vie ? Quelle est la nature des politiques publiques face à la longévité ? Que nous disent-elles des représentations actuelles sur le vieillissement ? Quels dispositifs sont inventés pour compenser les divers problèmes individuels et collectifs générés par l'allongement de la vie ? Les personnes vieillissantes sont-elles associées ? Quelle est la source de financement : l'Etat, les assurances sociales, les organismes privés ou encore les collectivités territoriales ?

La dépendance des personnes âgées : quelles politiques en Europe ? / Martin, Claude, dir. - Rennes (FRA) : Presses Universitaires de Rennes (PUR), 2003, 368p. [FD10/0593](#)



Résumé : La politique française en matière, de dépendance des personnes âgées n'en finit pas d'évoluer. En 1994, après dix années de débats, un dispositif nouveau était expérimenté dans quelques départements pilotes. Fin 1996 était adoptée la loi instituant la prestation spécifique dépendance (PSD), qui n'a couvert qu'une faible proportion de besoins. La récente réforme instituant l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) voit son financement compromis par l'ampleur des demandes, moins d'un an après sa mise en œuvre. Ces incertitudes renforcent l'intérêt d'une comparaison entre la situation française et celle d'autres pays européens. Contribuer à éclaircir les termes des choix français, présenter d'autres politiques mises en œuvre aujourd'hui en Europe et dessiner ainsi l'horizon des possibles, telle est l'ambition de cet ouvrage. Les textes rassemblés sont issus d'un séminaire international qui a réuni à l'Ecole nationale de la santé publique (ENSP) quelques-uns des meilleurs spécialistes - économistes, juristes, statisticiens, sociologues, politistes - de ces questions en France et en Europe. Outre le cas français, sont examinées quelques autres configurations nationales correspondant aux principaux modèles d'Etat providence : le cas britannique, allemand, finlandais et italien. Ces approches nationales sont complétées par des textes comparatistes, abordant es politiques en Europe sous l'angle de plusieurs disciplines : économie, science politique, sociologie et droit.

Vieillesse, grand âge et santé publique. / Henrard, Jean-Claude, Ankri, Joël - Rennes (FRA) : Ecole Nationale de la Santé Publique (ENSP), 2003, 277p. [FD10/0505](#)



Résumé : La société française a une population vieillissante. L'accroissement des générations âgées par rapport aux générations plus jeunes suscite trop souvent un certain catastrophisme. Un des premiers objectifs de cet ouvrage est d'en montrer le caractère excessif, en situant les processus de vieillissement et les différentes vieillesse dans une double perspective de parcours de vie et de rapports entre générations. Les auteurs examinent les différents thèmes de santé publique dans le domaine du vieillissement : la santé (bonne ou mauvaise) de la population âgée et ses déterminants, le système d'aides et de soins, les politiques mises en œuvre. Ils soulignent l'enjeu principal d'aujourd'hui : offrir une prise en charge mieux adaptée et moins inégalitaire face à la complexité des interactions entre le vieillissement biologique, les maladies chroniques et les ressources de l'environnement individuel et collectif. Ils présentent également les enjeux de demain, avec une inconnue : l'état de santé des personnes de très grand âge. Le financement équitable des soins de longue durée reste un enjeu important que l'allocation personnalisée d'autonomie est loin d'avoir résolu. L'allongement de la longévité moyenne, les modifications du travail salarié rendent nécessaire la réorganisation des temps sociaux et des échanges entre générations. A condition de prendre la mesure de ces changements, les problèmes de la vieillesse peuvent recevoir des réponses qui feront des personnes âgées des citoyens à part entière et non des sujets assistés. Destiné aux décideurs, gestionnaires, praticiens et étudiants impliqués dans l'organisation, le financement, la gestion et la fourniture des aides et soins aux personnes âgées, cet ouvrage s'efforce de contribuer à sortir la vieillesse du ghetto de l'assistance dans laquelle la société industrielle l'a enfermée.

Les malentendus de la dépendance. De l'incapacité au lien social. [Ouvrage] / Ennuyer, Bernard . - Paris [FRA] : Dunod, 2002, 298p. [FD10/0498](#)



Résumé : Le mot "dépendant" est devenu depuis quelques années, l'attribut spécifique des personnes âgées ayant des difficultés de vie quotidienne. Mais il serait plus juste de parler de personnes ayant des incapacités à effectuer certains actes de la vie quotidienne. En effet, "dépendant" signifie d'abord "appartenir à", "être solidaire de". La dépendance, c'est-à-dire le fait d'avoir besoin des autres pour se réaliser, concerne en ce sens tous les êtres humains sans exception. L'auteur met en lumière les attitudes individuelles et collectives qui sous-tendent ce malentendu fondamental. Il donne à voir comment s'est construite la notion de dépendance, comment cette notion a structuré peu à peu le champ de la vieillesse, et comment elle a conduit lentement mais sûrement à une nouvelle catégorisation : "les personnes âgées dépendantes", stigmatisées comme l'un des "mauvais objets" de la société actuelle. Or la dépendance, loin d'être le stigmate d'une décrépitude, est le fondement de notre autonomie individuelle, et la base de la cohésion sociale.

Des lieux et des modes de vie pour les personnes âgées. Expériences et analyses pluridisciplinaires internationales. / Vercauteren, Richard, dir., Fernando, Maria, Loriaux, Michel - Toulouse (FRA) : Erès, 2000, 442p. [FD10/0472 - FJ76/0038](#)



Résumé : Et si les problèmes de l'habitat n'existaient qu'à travers la multitude des éléments qui construisent le quotidien de la personne âgée ? L'espace de vie de toute personne âgée semble en effet correspondre à l'accumulation de menus détails qui doivent concourir à une qualité de vie. En Europe, mais aussi dans l'ensemble des pays occidentaux, les politiques relatives à l'habitat se sont relativement bien développées, avec le souci de superposer la réalité des coûts à une organisation décente de la vie. Ces orientations n'ont toutefois pas exclu des dimensions innovantes, visant à reproduire ou à conserver la notion de "domicile personnel". En référence à des données sociologiques, psychologiques, économiques, médicales, architecturales et éthiques, l'ouvrage recense et analyse les expériences les plus marquantes, sur le plan international, dans les grands domaines de l'habitat. Il ouvre sur des projets à méditer pour l'aménagement futur de l'espace de vie des personnes âgées.

Des réformes pour une société vieillissante. / Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) (Paris, FRA) - Paris (FRA) : Editions OCDE, 2000, 228p. [ARCH/4524](#)



Résumé : Quelles sont les tendances récentes en matière de vieillissement de la population dans les 29 pays de l'OCDE ? Quelles sont les réformes mises en place et quels enseignements peut-on en tirer ? Cet ouvrage dresse un panorama de la situation actuelle. Les réformes intervenues récemment ont été inspirées surtout par des considérations budgétaires. Il s'agissait d'aménager les régimes de retraite et de prise en charge d'une génération du baby-boom désormais proche de la retraite. Cet objectif reste dans la plupart des pays un souci majeur. Toutefois, un nouveau plan d'action s'impose qui concilie les impératifs budgétaires avec des objectifs économiques et sociaux plus larges. Un mot d'ordre : le vieillissement actif. Il s'agit de permettre à chacun de rester actif plus longtemps sur le marché du travail et dans la société. Il va donc falloir ralentir, voire inverser les tendances à l'allongement du temps de la retraite. Il va probablement aussi falloir diversifier les revenus à l'âge de la retraite dans la plupart des pays de l'OCDE - en donnant une place plus importante aux retraites privées et aux revenus d'activité. Peut-être faudra-t-il reprendre sur de nouvelles bases de vieux débats - tels que l'équilibre entre retraites publiques et privées - pour tenir compte de la place croissante que vont sans doute prendre les revenus d'activité à l'âge de la retraite. (...).

Vieillesse et société : le rendez-vous manqué. La dépendance des personnes âgées en question. / Marcillat, Hervé - Toulouse (FRA) : Erès, 2000, 158p. [FD10/0474](#)



Résumé : Il existe un écart important entre les récits des vieilles personnes sur leur situation quotidienne et les politiques publiques menées dans leur direction. L'auteur s'attache à éclairer les professionnels de l'action gérontologique, les étudiants de ce secteur d'activité et les familles directement concernées, sur la construction d'un dispositif légal d'action sociale qui semble parfois perdre de vue son sujet principal : la personne âgée. La loi de janvier 1997 sur la "dépendance des personnes âgées" vient confirmer l'hésitation majeure entre une possible amélioration des conditions de vie du grand âge et la plus rationnelle des aides déjà proposées antérieurement à cette population. Les associations, établissements, aidants professionnels ou bénévoles, quatre ans après sa mise en œuvre, n'ont encore pas compris comment le grand vieillissement, rendez-vous inédit de ce nouveau millénaire, pouvait avoir été si magistralement manqué.

Grand âge et santé publique. / Henrard, Jean-Claude, Ankri, Joël - Rennes (FRA) : Ecole Nationale de la Santé Publique (ENSP), 1999, 230p. [ARCH/3369](#)



Résumé : Les auteurs examinent les différents thèmes de santé publique dans le domaine du vieillissement : la santé de la population âgée et ses déterminants, le système d'aides et de soins, les politiques mises en œuvre. Ils soulignent l'enjeu principal d'aujourd'hui : offrir une prise en charge mieux adaptée et moins inégalitaire face à la complexité des interactions entre le vieillissement biologique, les maladies chroniques et les ressources de l'environnement individuel et collectif. Ils présentent également les enjeux de demain, avec une inconnue : l'état de santé des personnes du très grand âge. L'allongement de la longévité moyenne, les modifications du travail salarié rendent nécessaire la réorganisation des temps sociaux et des échanges entre générations. A condition de prendre la mesure de ces changements, les problèmes de la vieillesse peuvent recevoir des réponses qui feront des personnes âgées des citoyens à part entière et non des sujets assistés.

Aider les personnes âgées dépendantes : arbitrages économiques et familiaux. / Joël, Marie-Eve, Martin, Claude - 1998, 132p. [ARCH/2924](#)



Résumé : La dépendance est inscrite sur l'agenda politique depuis près de 10 ans. Malgré l'adoption de la prestation spécifique dépendance en janvier 1997, la définition d'une politique cohérente en ce domaine pose problème. La prise en charge actuelle de la dépendance des personnes âgées passe par un système complexe (services, structures d'accueil, famille et/ou proches). En cas de dépendance lourde, les coûts de prise en charge sont très élevés, voilà pourquoi le débat se concentre autour de cette prise en charge. Une telle problématique ignore pourtant la dimension relationnelle de la dépendance. Pour connaître le besoin d'aide d'une personne âgée, il ne suffit pas d'évaluer son niveau d'incapacité ou de handicap : il faut aborder la configuration d'aide qui l'entoure. Appuyé sur une large revue de la littérature spécialisée, cet ouvrage explore les arbitrages économiques et affectifs intervenant dans la "boîte noire" familiale. Il identifie trois configurations types et les met à l'épreuve des faits à partir d'un travail empirique sur une série de cas réels



3b – Rapports

Garantir la prise en charge des personnes âgées en établissement, encadrer leur prise en charge : un impératif, réguler, une nécessité, simplifier, une urgence, choisir, une obligation, agir : Rapport à la Première ministre, Pirès-Beaune, Christine . - Paris [France] : Gouvernement, 2023/07. - 147p. +



Résumé : Notre société, si souvent tournée vers les actifs, est à la veille d'un vieillissement démographique sans précédent, avec un accroissement de personnes « très âgées » au sein même de la population âgée. A l'approche de ce « boom » de la vieillesse, il devient impératif de prévenir la perte d'autonomie, cette situation de dépendance dans la vie quotidienne qui va concerner un nombre croissant de Françaises et de Français

[Consulter le document](#) [Lien vérifié le 2023/08/09]

Pour une stratégie ambitieuse de prévention et de lutte contre les maltraitances envers les personnes et personnes âgées vulnérables, Haut conseil de la famille de l'enfance et de l'âge. (HCFEA). Conseil de l'âge. Paris. FRA, 2023/06, 28p. +



Résumé : Points clés de l'avis : la non-exposition à des maltraitances est un droit fondamental des personnes âgées. Le Conseil appelle à une stratégie ambitieuse et à un changement de paradigme pour que les maltraitances ne soient jamais considérées comme une fatalité associée au vieillissement. La politique publique de lutte contre les maltraitances doit agir sur l'ensemble des acteurs et des leviers. L'information des personnes âgées et de leurs proches sur les droits et les recours doit être simplifiée et généralisée. Le repérage et la possibilité de formuler un signalement et/ou une plainte sont une priorité et doivent être rendus effectifs. La participation des personnes et de leurs représentants est un levier essentiel de la libération de la parole. Le traitement des situations doit prendre en compte leur complexité et déclencher des réponses proportionnées, dans la bonne temporalité. Les maltraitances financières doivent faire l'objet d'une mobilisation spécifique. Le développement de la réflexion éthique et de la formation est indispensable. Les dimensions transverses ou communes à tous les publics appellent à construire des socles communs d'actions

[Consulter le document](#) [Lien vérifié le 2023/08/08]

La prévention de la perte d'autonomie liée au vieillissement, Chassang, Michel - Paris [FRA] : Conseil économique social et environnemental (CESE), 2023/04, 98p. +



Résumé : Notre société, si souvent tournée vers les actifs, est à la veille d'un vieillissement démographique sans précédent, avec un accroissement de personnes « très âgées » au sein même de la population âgée. A l'approche de ce « boom » de la vieillesse, il devient impératif de prévenir la perte d'autonomie, cette situation de dépendance dans la vie quotidienne qui va concerner un nombre croissant de Françaises et de Français

[Consulter le document](#) [Lien vérifié le 2023/08/09]

Bien vieillir chez soi ? Bilan et perspectives pour les politiques locales de l'habitat, Odile Dubois-Joye , dir. - Paris [France] : ANIL, , 2023/03, 128p; , **HY80/0032** +



Résumé : Afin de contribuer aux réflexions nationales sur le bien vieillir, l'ANIL propose une étude qui aborde le parcours résidentiel de nos seniors dans leur diversité et la manière dont les politiques locales de l'habitat s'en saisissent. Cette publication fait suite à une première étude réalisée par l'ANIL parue en 2010 sur la convergence des politiques publiques du vieillissement et des politiques locales de l'habitat. Celle-ci avait été menée dans le cadre du programme de la recherche « Vieillissement de la population et Habitat » du PUCA. Dix années après, les constats réalisés alors conservent-ils leur actualité et les vecteurs d'amélioration identifiés ont-ils été mis en œuvre ? De nombreuses études récentes sont disponibles. Le sujet est repéré, connu et reconnu et le vieillissement de la population appartient aux évidences démographiques des 30 prochaines années. Pour autant, à ce stade des évolutions démographiques des populations européennes, il convient de dresser un bilan territorialisé et comparatif de la situation résidentielle des seniors et de leur prise en compte dans les politiques de l'habitat. Ce bilan consolidé n'a de sens que s'il ouvre des perspectives concrètes pour outiller la connaissance des besoins et la manière d'y répondre en matière de logement et d'habitat. Dans le prolongement des rapports récents sur la question du logement des seniors, l'étude vise à donner quelques clés permettant de mieux prendre en compte l'enjeu du vieillissement dans les politiques locales de l'habitat (objectifs, programmation, dispositifs) selon un angle qui ne se réduit pas à la seule dépendance. Elle se fonde sur une grille de questionnements multiples sur les besoins et les souhaits résidentiels, les formes d'habitat adaptées, l'intégration dans les politiques de l'habitat, les perspectives.... Pour réaliser cette étude, l'ANIL s'est appuyée sur les données disponibles les plus récentes. Elle a également exploité les résultats d'une enquête menée auprès de 3.700 seniors par le réseau des ADIL, également relayée par l'UNAF et la MSA. Par ailleurs, afin de réaliser un bilan prospectif des politiques publiques relatives au vieillissement de la population, un panel de collectivités représentatives des différents échelons territoriaux et profils de territoire a été interrogé, dont des élus. Des entretiens complémentaires ont été réalisés auprès d'acteurs nationaux et institutionnels : des structures représentant les collectivités locales ou desquelles elles sont membres, des structures publiques ou reconnues d'utilité publique, des bailleurs sociaux, des acteurs universitaires ou experts d'une des deux politiques. Au total, une trentaine d'entretiens a été réalisée. L'analyse des données quantitatives et qualitatives a été complétée d'un état de l'art, comprenant de nombreuses références documentaires : travaux de recherche, rapports officiels, études socio-économiques, littérature institutionnelle.

[Consulter le document](#) [Lien vérifié le 2023/08/08]

Vieillessement de la société française : réalité et conséquences, Haut Commissariat au plan, 2023/02, 60p. +



Résumé : Le Haut-commissariat Plan propose un plan d'action global visant à améliorer le regard que la société porte sur ses anciens en les plaçant au cœur des politiques publiques qui leur sont destinées. Les personnes de plus de 65 ans vont représenter 30 % de notre population en 2050, quand les moins de 20 ans en constitueront 20 %. C'est donc un nouvel équilibre social qu'il faut trouver. Il faut tout à la fois reconnaître l'immense contribution des personnes âgées à la vie économique et sociale et leur permettre, grâce à des politiques publiques plus performantes, de vieillir comme elles le souhaitent. Développement de l'emploi des travailleurs expérimentés, soutien à l'activité associative des retraités, amélioration de la prévention de la dépendance et renforcement de la natalité relèvent, pour l'essentiel, de mesures nationales. Mais pour répondre aux aspirations profondes des personnes âgées, c'est en grande partie au niveau local que doivent s'articuler nos réponses. La concertation des acteurs publics et la lisibilité de leur action doit encore progresser afin de simplifier le quotidien des personnes âgées.

[Consulter le document](#) [Lien vérifié le 2023/08/08]

Le Care Management, découvrez un nouveau métier aux nombreux atouts pour bien vieillir à domicile, Fédération des Services à la Personne et de Proximité (FEDESAP) (Paris, France), 2022/10, 64p. +



Résumé : Qu'est-ce que le Care Management ? Né dans les années 80 aux Etats-Unis, le Care Management se définit comme une méthode médico-sociale visant à articuler les différentes disciplines du secteur, la connaissance fine de l'éco-système (financement et offres de service) et les besoins des différents publics. Le Care Management propose aux personnes fragiles et à leurs aidants, une approche individualisée à 360° facilitant la mise en place de solutions adaptées à la prévention et à l'accompagnement de la perte d'autonomie. Depuis quelques années en France, ce nouvel instrument vient renforcer les dispositifs d'accompagnement existants et permet la mise en place des solutions innovantes, qualitatives et coordonnées permettant de poursuivre son parcours de vie à Domicile. Démocratiser le Care Management en France et faire (re)connaître sa valeur ajoutée Pionnière en la matière, la Fédésap fédère les principaux acteurs du Care Management. Dans un contexte d'augmentation exponentielle des demandes d'aides et d'accompagnement à domicile, cette 1ère étude en France souhaite mettre en lumière ce métier à fort potentiel et pourtant encore mal connu du grand public. Quel est le rôle du Care Manager ? Le Care Manager intervient en facilitateur en coordonnant sur mesure l'ensemble des propositions offertes et permet d'éviter des ruptures dans le projet de vie de la personne accompagnée. Le Care Manager délivre de l'information claire et précise, réalise un diagnostic complet de la situation de la personne et de son environnement, identifie les droits et les aides possibles, propose les solutions adéquates et s'assure de la mise en place des dispositifs centrés autour des besoins de la personne aidée. Un véritable « couteau suisse » du parcours de vie autonome de la personne fragile, il est aussi pour les aidants familiaux un soutien du quotidien. Faire du Care Management, un outil d'une politique de l'Autonomie ambitieuse. Aujourd'hui, les personnes en situation de handicap ou en perte d'autonomie souhaitent être accompagnées à leur domicile. Une volonté rappelée chaque année par les Français qui plébiscitent les professionnels du Domicile. Afin d'accompagner ce « virage domiciliaire », le Care Management doit pouvoir être mieux reconnu notamment des pouvoirs publics comme un professionnel du secteur médico-social et de l'accompagnement de la fragilité à domicile et au sein des entreprises. Ce nouveau métier en plus d'être une nouvelle piste d'évolution professionnelle, s'inscrit dans la philosophie de la Conférence nationale du bien-vieillir en répondant aux 3 thématiques de La « Fabrique du bien-vieillir »

[Consulter le document](#) [Lien vérifié le 2023/08/08]

Pour une (vraie) transformation de l'offre dans le champ du handicap et du grand âge sans "rupture de parcours",
Marie-Aline Bloch, 2022/08, 152p. [HY80/0032](#) +



Résumé : Ce rapport est le fruit du travail de recherche des équipes de l'EHESP, conduit de 2016 à 2022 dans le cadre d'une convention avec la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie. Il a pour objectif de donner des éclairages sur quelques points névralgiques dans la transformation de l'offre à destination des personnes en situation de handicap et des personnes âgées en perte d'autonomie, pour qu'elles se sentent vraiment chez elles dans leur habitat, qu'elles bénéficient d'un réel pouvoir d'agir et d'un parcours plus inclusif. Pour ce faire, l'équipe de recherche a cheminé à travers les grands univers qui composent le système de santé et d'accompagnement : celui des pouvoirs publics, celui des personnes concernées et de leur entourage, et celui des professionnels et de leurs responsables. Grâce à une douzaine d'études, elle a pu recueillir et confronter les points de vue de ces divers acteurs et observer les personnes bénéficiant de nouvelles offres de service à domicile ou d'habitats alternatifs.

[Consulter le document](#) [Lien vérifié le 2023/08/08]

Société et vieillissement / Fondation de l'Académie de Médecine (FAM) - 2022, 36p.



Résumé : Livre Blanc. Le XXI^e siècle se déroulera dans un monde qui n'a jamais été aussi vieux. Au niveau mondial, le nombre de plus de 65 ans doublera entre 2020 et 2050, passant de 0,73 milliard à 1,55 milliard, dépassant de beaucoup le nombre d'enfants de moins de 5 ans. En effet, toujours au niveau mondial, l'espérance de vie à la naissance pour les 2 sexes est passée de 52,6 ans en 1960 à 72 ans, aujourd'hui. De plus, il est estimé que cet allongement, considérable et rapide, des années de la vie va continuer à se poursuivre. Quoiqu'il en soit, d'immenses et d'insupportables inégalités existent encore actuellement, puisqu'au Niger, en Sierra Léone, en Côte d'Ivoire, entre autres, l'espérance de vie à la naissance est toujours inférieure à 60 ans alors que celle-ci est supérieure de 20 à 25 ans dans la grande majorité des pays Européens (Allemagne, Espagne, France, Italie par exemple). Ces données attestent avec force de la relation entre espérance de vie et produit intérieur brut des pays.

[Consulter le document](#) [Lien vérifié le 2023/08/08]

Le contrôle des EHPAD : Rapport d'information fait au nom de la commission des affaires sociales / Bernard Bonne, rapp. ; Michelle Meunier, rapp. - 2022/07, 340p.



Résumé : Ces travaux font apparaître des lacunes dans le contrôle des établissements. Les limites de ces contrôles viennent de la réglementation mais aussi des moyens insuffisants qui y sont consacrés, alors que la présence de groupes privés lucratifs gestionnaires de plusieurs établissements n'a pas été prise en compte. La commission propose de renforcer l'environnement réglementaire dans lesquels ces groupes développent leur activité. Cette démarche doit être complétée par une meilleure articulation de l'activité des autorités chargées des contrôles et le développement d'un dialogue de gestion entre ces groupes et la CNSA. En complément de ses travaux récents invitant au virage domiciliaire, elle souhaite réinsérer les établissements dans une politique globale en adéquation avec les besoins que va nourrir l'évolution démographique des années à venir. Une loi consacrée au grand âge et à l'autonomie est donc indispensable afin de répondre aux besoins de la population.

[Consulter le document](#) [Lien vérifié le 2023/08/08] / [Synthèse](#)

Les disparités territoriales en matière de vieillissement et d'accès aux soins / Nathalie Chataigner ; Clémence Darrigade - 2022/05, 16p.



Résumé : Le numéro 37 de Questions Politiques Sociales – Les études est consacré aux disparités territoriales en matière de vieillissement et d'accès aux soins. La prise en charge du bien vieillir représente un enjeu essentiel pour les politiques publiques, en partie du fait de grandes disparités entre territoires tant en ce qui concerne les besoins des populations vieillissantes que l'offre de services, notamment de santé, mobilisable localement. Dans un premier temps de cette publication, sont mis en évidence les contrastes géographiques selon les situations démographiques mais aussi de fragilités économiques, sociales et de dépendance. Dans un second temps, les différences locales d'accessibilité des soins sont analysées à travers trois professions de santé : l'accessibilité aux médecins généralistes, aux infirmiers libéraux et aux masseurs-kinésithérapeutes. A cette fin, un ensemble de données démo-économiques ont été mobilisées au niveau communal.

[Consulter le document](#) [Lien vérifié le 2023/08/08]

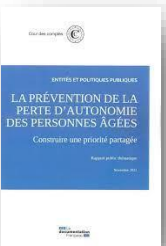
Grand âge : Le Gouvernement engagé en faveur du bien vieillir à domicile et en établissement / Gouvernement - 2022/03, 24p.



Résumé : Dossier de presse. Bien vieillir chez soi : une action du Gouvernement depuis 2017. Parce que tous les Français aspirent aujourd'hui à bien vieillir chez eux, comme la crise sanitaire l'a encore montré, le Gouvernement a pris un ensemble de mesures pour l'accompagnement des personnes à domicile. La création, à l'été 2020, d'une cinquième branche de la sécurité sociale couvrant le risque « autonomie », financée sur le long terme et pilotée par la Caisse nationale des solidarités pour l'autonomie (CNSA), va permettre le déploiement effectif et universel de cette politique du bien vieillir, dans tous les territoires. Pour accompagner le vieillissement de nos concitoyens chez eux, le Gouvernement porte une feuille de route, avec un investissement d'un milliard d'euros par an, d'ici 2025, en faveur du soutien à domicile.

[Consulter le document](#) [Lien vérifié le 2023/08/08]

La prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées : Construire une priorité partagée / Cour des Comptes - 2021/11, 186p.



Résumé : Malgré une production abondante de travaux parlementaires, de recherche et de rapports administratifs publiés au cours de cette dernière décennie, la prévention de la perte d'autonomie occupe toujours une place marginale dans les politiques publiques. Alors que les constats et les actions pour mener une prévention efficace font largement consensus, la Cour a cherché à identifier les points de blocage, et à suggérer des leviers de progrès opérationnels qui permettraient d'améliorer la vie d'un quart de la population française – près d'un tiers demain. L'enquête publiée ce jour se situe en amont de la perte d'autonomie, sur le terrain de la prévention, et formule six recommandations.

[Consulter le document](#) [Lien vérifié le 2023/08/08]

Le financement des politiques de soutien à l'autonomie (Art. 33 LFSS 2021) "Une utopie atteignable" : Avis et recommandations : les orientations du Conseil / Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie, 2021, 149p.



Résumé : Le Conseil de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) a adopté son « avis et ses recommandations » pour le financement des politiques de soutien à l'autonomie à l'horizon 2030. Le Conseil rappelle que le financement des politiques de soutien à l'autonomie doit garantir la pleine citoyenneté de chacun quel que soit son âge, sa situation de handicap ou de santé. Il propose à cette fin un système de financement qui réponde à trois enjeux : mobiliser toutes les politiques publiques pour l'autonomie ; mobiliser les branches de protection sociale ; assurer le financement de la branche Autonomie à horizon 2030.

[Consulter le document](#) [Lien vérifié le 2023/08/08]

Les politiques de soutien à l'autonomie dans les DOM / Haut conseil de la famille de l'enfance et de l'âge. (HCFEA). Conseil de l'âge - 2021/06, 26p.



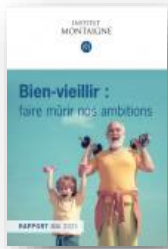
Résumé : La note porte pour l'essentiel sur la situation des personnes âgées vulnérables dans trois des départements d'outre-mer, Guadeloupe, Martinique et la Réunion.

[Consulter le document](#) [Lien vérifié le 2023/08/08]

Nous vieillirons ensemble... 80 propositions pour un nouveau Pacte entre générations : Rapport interministériel sur l'adaptation des logements, des villes, des mobilités et des territoires à la transition démographique / Luc Broussy - 2021/05, 176p.



Bien-vieillir : faire mûrir nos ambitions / Institut Montaigne - 2021/05, 175p.



Résumé : Le vieillissement de la population résulte en grande partie d'une tendance de fond à l'allongement de la durée de vie après 65 ans, révélatrice d'une amélioration continue de la santé des Français au cours du siècle dernier. Actuellement, les seniors âgés de 65 ans ou plus représentent 20 % de la population française. En 2030, ce pourcentage passera à 23 % et les plus de 65 ans seront plus nombreux que les moins de 20 ans. Mais l'allongement de l'espérance de vie ne se traduit pas forcément par une amélioration de la durée de vie en bonne santé puisqu'au cours des dix dernières années, l'espérance de vie sans incapacité à la naissance a plafonné. Dès lors, cette évolution démographique doit inciter les décideurs publics à bâtir une société plus inclusive, adaptée à ces mutations. Plusieurs leviers d'action sont possibles : valoriser la contribution des seniors à notre société, permettre de mieux vivre chez soi et plus longtemps, être en meilleure santé grâce à la prévention de la perte d'autonomie et développer de nouveaux produits et services pour le bien-vieillir.

[Consulter le document](#) [Lien vérifié le 2023/08/08]

Politiques de l'autonomie, mobilités résidentielles et aménagements du territoire / Haut conseil de la famille de l'enfance et de l'âge. (HCFEA). Conseil de l'âge – 2021 / 6+55+76p.



Résumé : On constate qu'aujourd'hui les projections démographiques, qui éclairent les tensions liées au vieillissement et à la perte d'autonomie que les territoires connaîtront, apparaissent comme des éléments descriptifs plus qu'elles n'aident à dimensionner des investissements et une stratégie de localisation. Il est vrai que s'il est relativement aisé de concevoir une programmation de places d'Ehpad, le pilotage d'une offre habitat globale adaptée au vieillissement est plus complexe. D'abord, il n'est pas évident de comprendre ce qui peut se piloter à moyen terme dans cette perspective, et comment anticiper sans tomber dans l'illusion d'une maîtrise aveugle aux contingences et aux mutations des modes de vie, ni alimenter une suradministration. Dans ce cadre prudent et encore largement interrogatif, plusieurs points méritent d'être expertisés.

[Consulter le document](#) [Lien vérifié le 2023/08/08]

Livre vert sur le vieillissement. Promouvoir la solidarité et la responsabilité entre générations / Commission Européenne - 2021, 28p.



Résumé : L'objectif de ce livre vert est de lancer un vaste débat politique sur le vieillissement afin d'examiner les options envisageables pour anticiper et relever les défis et les possibilités que présente ce phénomène, en tenant compte en particulier du programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations unies et de la Décennie des Nations unies pour le vieillissement en bonne santé. Bon nombre des compétences en matière de gestion des effets du vieillissement sont entre les mains des États membres et l'Union est bien placée pour recenser les principaux problèmes et tendances et soutenir les actions dans le domaine du vieillissement aux niveaux national, régional et local. Elle peut aider les États membres et les régions à élaborer leurs propres réponses politiques sur mesure à la question du vieillissement...

[Consulter le document](#) [Lien vérifié le 2023/08/08]

Rapport d'information n° 453 sur la prévention de la perte d'autonomie / Bernard Bonne, rapp. ; Michelle Meunier, rapp. - 2021, 145p.



Résumé : En 2030, 21 millions de seniors de 60 ans ou plus vivront en France, soit trois millions de plus qu'aujourd'hui et, en 2070, les plus de 75 ans pourraient représenter près de 18 % d'une population de 76 millions d'habitants. Permettre à cette population de vieillir en bonne santé est à l'évidence un des défis majeurs du siècle. La prise en charge de la dépendance ou, comme l'on dit désormais, de la perte d'autonomie, a fait d'importants progrès ces vingt dernières années, sur le plan scientifique aussi bien que sur les plans organisationnel et financier. Seule ou presque, la dimension prophylactique de la question restait largement subordonnée, soit à la politique de santé publique au sens large, soit aux stratégies ponctuelles de traitement de pathologies spécifiques. Pourtant, la littérature abordant ce volet du problème est désormais fournie : le rapport issu en 2019 de la concertation Grand âge et autonomie a surélevé une pile déjà haute et, à l'heure où écrivent les auteurs de nouvelles missions confiées fin 2020 par le Gouvernement à Dominique Libault et à Luc Broussy, respectivement sur la création d'un guichet unique et l'adaptation de l'habitat au vieillissement, sont aussi sur le point d'accoucher de leurs conclusions

[Consulter le document](#) [Lien vérifié le 2023/08/08]

Bien-vieillir dans le logement social / Gérontopôle Nouvelle-Aquitaine - 2021, 79p.



Résumé : Vieillir dans le logement social, c'est faire face à de multiples situations de fragilité. Le logement social accueille des résidents globalement plus fragiles économiquement (en termes de revenus, de CSP, de précarité etc.) et socialement (capital social et culturel, lien social et isolement etc.). Ces fragilités ont tendance à s'accroître avec l'âge : baisse des revenus consécutive au passage à la retraite, réduction globale des relations sociales et augmentation des situations d'isolement liées à l'âge... Finalement, l'avancée en âge est également porteuse de fragilités spécifiques venant se surajouter à ces situations socio-économiques déjà difficiles : diminution des capacités motrices, perte progressive de l'autonomie et dans certains cas, apparition de pathologies physiques et/ou mentales. La prise en compte de ces fragilités multiples doit s'insérer au sein d'incarnations territoriales différenciées. Vieillir en zone urbaine, semi-rurale, ou rurale appelle des réponses spécifiques qui prennent en compte ces configurations géographiques. La complexité de ces situations de fragilité ne saurait, dès lors, être solutionnées par des interventions limitées au logement des personnes âgées. Vieillir chez soi, c'est vieillir dans un bâtiment, un quartier, un environnement perçu et vécu, choisi mais aussi subi. Dès lors, tout l'enjeu est de repousser les limites de l'environnement contraint des âgés pour étendre les territoires du choix.

[Consulter le document](#) [Lien vérifié le 2023/08/08]

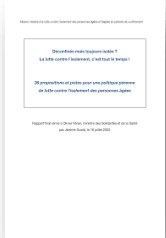
La branche autonomie : périmètre, gouvernance et financement / Laurent Vachey - 2020/09, 360p.



Résumé : La loi n° 2020-992 du 7 août 2020 relative à la dette sociale et à l'autonomie a acté la création d'une cinquième branche de la sécurité sociale consacrée à la politique de l'autonomie. À la demande du Gouvernement, M. Laurent Vachey, inspecteur général des finances, a conduit durant l'été une concertation auprès des parties prenantes afin de définir ce que devraient être le périmètre de cette branche, sa gouvernance et les modalités de son financement. La création de cette nouvelle branche doit constituer un tournant historique pour les politiques de l'autonomie, en permettant de renforcer l'équité dans l'accès aux services et aux prestations et en offrant une organisation simplifiée et plus efficiente. Le rapport propose un périmètre élargi à des dépenses en faveur de l'autonomie aujourd'hui dispersées, pour un montant total de 42 milliards d'euros, l'ensemble des financements publics à retracer en annexe de la loi de financement de la sécurité sociale s'élevant à 78 milliards d'euros..

[Consulter le document](#) [Lien vérifié le 2023/08/08]

Déconfinés mais toujours isolés ? La lutte contre l'isolement, c'est tout le temps ! 36 propositions et pistes pour une politique pérenne de lutte contre l'isolement des personnes âgées / Jérôme Guedj - 2020/07, 51p.



Résumé : La lutte contre l'isolement est un enjeu de société majeur et constitue une dimension importante des politiques pour l'autonomie et la citoyenneté des personnes. Durant la crise sanitaire, et en particulier pendant la période de confinement, l'isolement des personnes âgées et des personnes fragiles s'est accentué, rendant d'autant plus nécessaire la mobilisation de tous. Bénévoles et associations, notamment celles qui sont parties prenantes de Monalisa, s'engagent au quotidien pour repérer et réduire les situations d'isolement aux côtés des acteurs institutionnels, mais aussi des professionnels.

[Consulter le document](#) [Lien vérifié le 2023/08/08]

Rapport d'information n° 2662 sur le grand âge dans les outre-mer/ Stéphanie Atger ; Ericka Bareigts - 2020/02, 73p.



Résumé : S'ils comptent encore aujourd'hui parmi les territoires les plus jeunes de France, les outre-mer français, en particulier la Guadeloupe, la Martinique et La Réunion, sont depuis les dernières décennies concernés par un vieillissement très rapide de leur population. La part des 65 ans et plus a été multipliée par 1,5 dans chacun de ces départements entre 1999 et 2014, et selon les dernières projections de l'INSEE, cette part sera encore multipliée par 1,5 à La Réunion et presque par 2 en Guadeloupe et en Martinique d'ici à 2030. Les 65 ans et plus représenteront alors environ 30 % de la population antillaise et presque autant à La Réunion. Les deux départements antillais, jadis les plus jeunes de notre pays, seront les départements les plus vieux de France. Au-delà de la rapidité du phénomène, le vieillissement de la population antillaise et réunionnaise a lieu dans un contexte très différent de celui de la France hexagonale. Ce rapport vient compléter le rapport de Dominique Libault du 28 mars 2019 en présentant des préconisations spécifiques pour l'outre-mer.

[Consulter le document](#) [Lien vérifié le 2023/08/08]

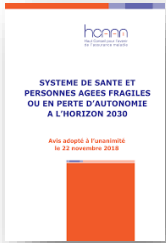
Politiques de soutien à l'autonomie des personnes âgées : Quelques comparaisons internationales / Haut conseil de la famille de l'enfance et de l'âge (HCFEA) (Paris, FRA) - 2019/03, 159p.



Résumé : La présente analyse porte sur 9 pays : l'Allemagne, le Danemark, l'Espagne, l'Italie, la Suède, le Québec, la Belgique, les Pays-Bas et le Japon. Tous les pays étudiés sont confrontés aux enjeux du vieillissement et de la perte d'autonomie. La première partie présente les enjeux et les éléments de contexte des politiques de soutien à l'autonomie dans ces différents pays : vieillissement de la population, définitions et périmètres de la perte d'autonomie, modèles de soutien à l'autonomie... La seconde partie procède à une analyse thématique des prises en charge et revient sur : les dispositifs d'évaluation et de coordination, les prestations, les offres en matière de lieu de vie, la question des ressources humaines avec le manque de professionnels et le recours aux aidants, la prévention, le financement de la dépendance.

[Consulter le document](#) [Lien vérifié le 2023/08/08]

Système de santé et personnes âgées fragiles ou en perte d'autonomie à l'horizon 2030 : Avis adopté à l'unanimité le 22 novembre 2018 / Haut Conseil pour l'Avenir de l'Assurance Maladie (HCAAM) (Paris, FRA) - Paris (FRA) : HCAAM, 2019/01, 20p.



Résumé : Cet avis constitue un approfondissement du schéma proposé en mai 2018 dans la Contribution à la Stratégie de transformation de notre système de santé, qui préconisait de partir des services à rendre à la population et de constituer un réseau d'acteurs articulés en proximité. L'accompagnement des personnes âgées fragiles ou en perte d'autonomie nécessite de s'écarter de l'organisation historique de l'offre sanitaire conçue autour d'interventions ponctuelles destinées à résoudre un problème aigu... Pour répondre à leurs besoins, à la frontière de ces champs, le Haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie (HCAAM) appelle à un décloisonnement et à une simplification, pour mettre fin à l'éparpillement actuel des interlocuteurs et des moyens. Pour permettre de rester à domicile, la priorité doit être donnée à une réponse de proximité renforcée et structurée, accessible partout sur le territoire et quelles que soient les ressources des personnes concernées.

[Consulter le document](#) [Lien vérifié le 2023/08/08]

Concertation. Grand âge et autonomie : grand âge, le temps d'agir / Libault, Dominique - Paris (FRA) : Ministère des solidarités et de la santé, 2019/03, 228p.



Résumé : 10 propositions clés pour "passer de la gestion de la dépendance au soutien à l'autonomie." 1. La création d'un guichet unique pour les personnes âgées et les aidants dans chaque département. 2. Un plan national pour les métiers du grand âge. 3. Un soutien financier de 550 millions d'euros pour les services d'aide et d'accompagnement à domicile, afin d'améliorer le service rendu à la personne âgée et de revaloriser les salaires des professionnels. 4. Une hausse de 25 % du taux d'encadrement en Ehpad. 5. Un plan de rénovation pour les Ehpad et les résidences autonomie. 6. Améliorer la qualité de l'accompagnement et amorcer une restructuration de l'offre, vers une plus forte intégration entre domicile et établissement, pour des Ehpad plus ouverts sur leur territoire. 7. Une baisse du reste à charge mensuel de 300 € en établissement pour les personnes. 8. Une mobilisation nationale pour la prévention de la perte d'autonomie, avec la sensibilisation de l'ensemble des professionnels et la mise en place de rendez-vous de prévention pour les publics fragiles. 9. L'indemnisation du congé de proche aidant et la négociation obligatoire dans les branches professionnelles pour mieux concilier sa vie professionnelle avec le rôle de proche aidant. 10. La mobilisation renforcée du service civique et, demain, du service national universel, pour rompre l'isolement des personnes âgées et favoriser les liens intergénérationnels.

[Consulter le document](#) [Lien vérifié le 2023/08/08]

Avis n° 128 : enjeux éthiques du vieillissement. Quel sens à la concentration des personnes âgées entre elles, dans des établissements dits d'hébergement ? Quels leviers pour une société inclusive pour les personnes âgées ? / Aubry, Régis, rapp., Fleury, Cynthia, rapp., Comité Consultatif National d'Ethique pour les Sciences de la Vie et de la Santé (CCNE) (Paris, FRA), 2018/05, 68p.



Résumé : Le vieillissement de notre société est aujourd'hui une réalité démographique indéniable et qui invite à repenser notre façon de vivre ensemble pour permettre une meilleure inclusion des personnes âgées. Des mesures législatives ont ainsi été entreprises ces dernières années pour faire face à cette réalité, que ce soit par la loi de 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ou bien par celle de 2016 relative à la modernisation de notre système de santé. C'est dans ce contexte social et politique que le CCNE a choisi de s'autosaisir pour traiter des enjeux éthiques du vieillissement, trop peu présents à ses yeux dans la construction des politiques publiques relatives à l'accompagnement des personnes âgées : comment rendre la société davantage inclusive vis-à-vis de ses citoyen(ne)s les plus âgé(e)s ?

[Consulter le document](#) [Lien vérifié le 2023/08/08]

Rapport d'information n° 769 sur la situation dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) / Sénat (Paris, FRA), Bonne, Bernard, rapp. - Paris (FRA) : Sénat, 2018/03/07, 118p. [HY11/0007](#)



Résumé : La mobilisation du 30 janvier 2018 des personnels travaillant en établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) traduit l'urgence des problèmes rencontrés par les professionnels de la prise en charge du grand âge. Le présent rapport procède en premier lieu à une évaluation des effets de la réforme de la tarification des Ehpad et dont les modalités font l'objet d'importantes contestations. Bien que le principe d'une redéfinition des dotations aux soins et à la dépendance des établissements sur des critères objectifs ne soit pas contestable, son efficacité a été fortement obérée par une insuffisante diffusion des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens dont les opportunités en matière de gestion budgétaire ne bénéficient par conséquent qu'à un faible nombre d'établissements. En réponse à la crise profonde que traverse le modèle de ressources humaines en Ehpad, le rapport préconise une refonte des missions des différents personnels travaillant en Ehpad, notamment celles du médecin coordonnateur, ainsi qu'une redéfinition de l'organisation du travail. Enfin, quelques pistes de réflexion pour l'Ehpad de demain sont lancées. Les premiers jalons d'une réforme plus large du financement de la dépendance sont proposés. (R.A.)

[Consulter le document](#) [Lien vérifié le 2023/08/08]

Le maintien à domicile des personnes âgées en perte d'autonomie : Une organisation à améliorer, des aides à mieux cibler / Cour des Comptes (Paris, FRA) - Paris (FRA) : Cour des comptes, 2016/07, 198p.



Résumé : La proportion des personnes âgées de 80 ans et plus dans la population française devrait doubler entre 2010 et 2060, et leur nombre atteindre alors 8,4 millions. Simultanément, le nombre de personnes âgées dépendantes devrait passer à 2,3 millions. Pour les personnes concernées et leur famille, la perte d'autonomie est psychologiquement difficile à vivre. Elle l'est aussi financièrement. La question des modalités de la prise en charge de la perte d'autonomie se posera de manière accrue, dans un contexte de ressources publiques limitées. La loi du 20 juillet 2001, en créant l'allocation personnalisée d'autonomie (APA), a favorisé le développement de services de soins et d'accompagnement à domicile, ainsi que de nouvelles formules intermédiaires (accueil de jour, hébergement temporaire). L'offre de prestations a ainsi connu une amélioration significative, tant en quantité qu'en qualité, mais la connaissance des besoins, l'information des bénéficiaires et le pilotage de cette politique demeurent insuffisants. La Cour estime donc nécessaire d'améliorer l'organisation de la politique de maintien à domicile des personnes âgées dépendantes et de cibler de manière plus efficace les aides correspondantes.

[Consulter le document](#) [Lien vérifié le 2023/08/08]

Plan national d'action de la prévention de la perte d'autonomie, Jean-Pierre Aquino, Comité Avancée en âge, septembre 2015



[Consulter le document](#) [Lien vérifié le 2023/08/08]

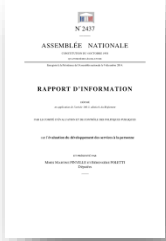
Avis du 21 octobre 2015 sur le projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement / Conférence Nationale de Santé (CNS) (Paris, FRA) - Paris (FRA) : Ministère des Affaires sociales de la Santé et des Droits des femmes, 2015/10, 13p.



Résumé : La Conférence nationale de santé, regroupant des représentants de l'ensemble des acteurs du champ de la santé (sanitaire, médico-social et social), a souhaité se prononcer sur ce projet de loi d'adaptation de la société au Vieillessement, dit A.S.V., actuellement en cours de discussion au Parlement. Elle formule donc, dans cet avis, plusieurs propositions ayant pour but l'amélioration du texte législatif avant son adoption finale. Plusieurs avancées marquantes sont saluées : la création d'une « conférence départementale des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées » (article 3), le remplacement des logements-foyers par les « résidences autonomie » (article 11), la création d'une personne de confiance dans le domaine médico-social (article 22), la reconnaissance des besoins de répit des aidants (article 36). Au-delà de ces points positifs, la CNS demande que certaines mesures (volontariat civique senior, le baluchonnage) qui ont disparu au cours des dernières lectures du projet de loi soient réintroduites et regrette que le projet de loi ne contribue pas davantage à une meilleure convergence entre les politiques en faveur des personnes âgées et celles en faveur des personnes en situation de handicap. Par ailleurs, elle demande à ce qu'il soit confirmé que cette loi ne sera qu'une première étape, dans l'optique de prévenir de manière globale le « 5ème risque ».

[Consulter le document](#) [Lien vérifié le 2023/08/08]

Rapport d'information n° 2437 sur l'évaluation du développement des services à la personne / Pinville, Martine, Poletti, Bérengère - Paris (FRA) : Assemblée Nationale, 2014/12, 404p.



Résumé : La première partie du rapport est consacrée à l'évaluation de la politique de développement des services à la personne dans leur ensemble. Si les résultats tardent aujourd'hui à se manifester, près de dix ans après la mise en place du "plan Borloo" de 2005, cette politique n'en est pas moins essentielle au regard des défis combinés de l'emploi, du vieillissement de la population et de la recherche de meilleurs équilibres entre vie familiale et vie professionnelle. [...] Adapter la société au vieillissement et encourager le maintien à domicile des personnes âgées suppose d'appréhender dès aujourd'hui l'évolution démographique attendue et la nature de l'aide qui devra être apportée. C'est pourquoi, sont évoquées les projections relatives au vieillissement de la population, à son espérance de vie sans incapacité, ainsi que les travaux relatifs au nombre de personnes âgées en perte d'autonomie qui devront être aidées à moyen et long terme

[Consulter le document](#) [Lien vérifié le 2023/08/08]

Personnes âgées en risque de perte d'autonomie. Actes séminaire PACSS. PAERPA / Conseil National Professionnel de Gériatrie, Montpellier, juillet 2014, Paris (FRA) : ANAP, 2014



[Consulter le document](#) [Lien vérifié le 2023/08/08]

Adaptation des logements pour l'autonomie des personnes âgées / Agence nationale de l'habitat (A.N.A.H.). Paris. FRA, Retraite et action sociale (C.N.A.V.). Paris. FRA - Paris, France : ANAH/CNAV, 2013/12, 88p. **BBRO/0004**



Résumé : Ce rapport vise à proposer des préconisations pour favoriser l'adaptation des logements au vieillissement. Ces préconisations concernent : la simplification des procédures de demande d'aide, l'amélioration du contenu des prestations d'accompagnement des personnes et l'articulation des différents dispositifs et acteurs sur ce champ, en cohérence avec les actions lancées en matière de rénovation énergétique de l'habitat.

[Consulter le document](#) [Lien vérifié le 2023/08/08]

Anticiper pour une autonomie préservée : un enjeu de société. / Aquino, Jean-Pierre, prés., Gohet, Patrick, Mounier, Céline - Paris (FRA) : La Documentation Française, 2013, 132p., pdf



Résumé : Dans le cadre de la préparation de la loi d'adaptation de la société au vieillissement, annoncée par le Président de la République, 3 groupes de travail ont été mis en place afin d'apporter des réponses aux enjeux du vieillissement de la société. Ils ont remis leurs rapports respectifs le 11 mars 2013 au Premier ministre. Le présent rapport a été réalisé par le Dr Jean-Pierre Aquino, président du Comité «Avancée en âge». Il détaille 35 fiches actions à mener pour développer la prévention des incapacités et maintenir une qualité de vie. Le chapitre V est plus particulièrement consacré aux actions à mener à domicile ou dans les établissements sanitaires et médico-sociaux et notamment dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) où 6 axes d'actions sont avancés. Ce rapport est complété par deux autres rapports : le rapport de Luc Proussy "L'adaptation de la société au vieillissement de la population" et celui de Martine Pinville "Relever le défi politique de l'avancée en âge".

[Consulter le document](#) [Lien vérifié le 2023/08/08]

Evaluation de la prise en charge des aides techniques pour les personnes âgées dépendantes et les personnes handicapées / Blanchard, Philippe, Strohl-Maffesoli, Hélène, Vincent, Bruno - Paris (FRA) : Inspection Générale des Affaires Sociales (IGAS), 2013/04, 115p. [FJ72/0136 - BBRO/0060](#)



Résumé : Dans le cadre de son programme d'activité 2012, l'IGAS a conduit une mission d'évaluation de la politique des aides techniques en direction des personnes handicapées et des personnes âgées dépendantes. L'objectif de cette mission est d'éclairer les modalités de prise en charge et d'acquisition des aides techniques pour ces publics dès lors qu'ils vivent à leur domicile. Eu égard à l'hétérogénéité et à la quantité d'aides techniques, les investigations de la mission ont été circonscrites aux aides techniques telles qu'elles sont définies au 2° de l'article L. 245-3 du code de l'action sociale et des familles, à savoir "tout instrument, équipement ou système technique adapté ou spécialement conçu pour compenser une limitation d'activité rencontrée par une personne du fait de son handicap, acquis ou loué par la personne handicapée pour son usage personnel"...

[Consulter le document](#) [Lien vérifié le 2023/08/08]

L'adaptation de la société au vieillissement de sa population. France : année zéro ! / Broussy, Luc - Paris (FRA) : La Documentation Française, 2013, 202p. pdf



Résumé : Dans le cadre de la préparation de la loi d'adaptation de la société au vieillissement, annoncée par le Président de la République, trois groupes de travail ont été mis en place afin d'apporter des réponses aux enjeux du vieillissement de la société. Ces groupes de travail ont remis leurs rapports respectifs le 11 mars 2013 au Premier ministre. Le présent rapport a été réalisé par le groupe de travail présidé par Luc Broussy. Il avance un certain nombre de recommandations afin d'adapter les logements, les villes et les territoires au vieillissement de la population et de développer les technologies au service des plus âgés. Ce rapport est complété par deux autres rapports : le rapport de Jean-Pierre Aquino 'Anticiper pour une autonomie préservée' et celui de Martine Pinville 'Relever le défi politique de l'avancée en âge'.

[Consulter le document](#) [Lien vérifié le 2023/08/08]

L'avancée en âge des personnes handicapées. Contribution à la réflexion / Gohet, Patrick, Inspection Générale des Affaires Sociales (IGAS) (Paris, FRA) - Paris (FRA) : La Documentation Française, 2013, 80p. [BBRO/0053](#)



Résumé : Le présent document résulte des travaux du groupe installé par les ministres chargés des personnes handicapées et des personnes âgées le 6 février 2013. Les travaux ont porté sur la question de l'avancée en âge des personnes handicapées, leur situation, leurs aspirations et leurs besoins, ainsi que sur l'état actuel de l'offre, notamment médico-sociale, sans oublier le milieu ordinaire, en particulier le domicile. Le document se compose de trois tomes : le tome I comporte une synthèse des analyses et des préconisations du groupe, une énumération des auditions réalisées, une liste des contributions reçues et un récapitulatif des déplacements effectués. Les contributions (tome II) et les comptes-rendus des visites de terrain (tome III) illustrent les observations et les propositions du groupe de travail.

[Consulter le document](#) [[Lien vérifié le 2023/08/08](#)]

Le vieillissement des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transsexuelles (LGBT) et des personnes vivant avec le VIH (PVIH) / Groupe SOS. Paris. FRA, Association SOS homophobie. Paris. FRA - Paris (FRA) : La Documentation Française, 2013/11, 77p. pdf



Résumé : Suite à une lettre de mission du 27 juin 2013, les associations « SOS homophobie » « Aides » et « Groupe SOS » ont remis le 28 novembre 2013 à la Ministre déléguée aux personnes âgées et de l'autonomie, Michèle Delaunay, le rapport qu'elle leur avait commandé sur les problématiques du vieillissement des personnes lesbiennes, gay, bi et trans (LGBT) et des personnes LGBT vivant avec le VIH. Soulignant que de nombreux facteurs (état de santé dégradé et isolement social du fait de l'épidémie de VIH, discrimination...) impactent négativement les conditions de l'avancée en âge des communautés LGBT, le groupe de travail présente vingt-trois propositions portant sur : l'isolement dans la cité et/ou en institution, les retraites, l'épidémiologie, la sexualité, l'image. Il propose notamment d'intégrer les questions des LGBT et du VIH dans la formation et l'accueil des personnes âgées en établissement et de mettre en œuvre une charte sur le respect de l'orientation sexuelle dans les établissements de santé.

[Consulter le document](#) [[Lien vérifié le 2023/08/08](#)]

Relever le défi politique de l'avancée en âge. Perspectives internationales. / Pinville, Martine - Paris (FRA) : La Documentation Française, 2013, 81p. pdf



Résumé : Dans le cadre de la préparation de la loi d'adaptation de la société au vieillissement, annoncée par le Président de la République, trois groupes de travail ont été mis en place afin d'apporter des réponses aux enjeux du vieillissement de la société. Ces groupes de travail ont remis leurs rapports respectifs le 11 mars 2013 au Premier ministre. Le présent rapport a été réalisé par le groupe de travail présidé par Martine Pinville. Il s'appuie sur une comparaison internationale pour mettre en avant des bonnes pratiques et décrit les axes d'intervention publique sur lesquels la future loi devrait concentrer son action. Ce rapport est complété par deux autres rapports : le rapport de Luc Roussy "L'adaptation de la société au vieillissement de la population" et celui de Jean-Pierre Aquino "Anticiper pour une autonomie préservée : un enjeu de société".

[Consulter le document](#) [[Lien vérifié le 2023/08/08](#)]

La prise en charge de la dépendance en Europe. / Rosso-Debord, Valérie, rapp., Assemblée Nationale (Paris, FRA), 13/07/2011, 126p. pdf



Résumé : Dans une perspective comparative et, pour l'essentiel, européenne, le présent rapport expose la manière dont les différents pays mènent une politique en faveur des personnes âgées dépendantes, dont l'augmentation du nombre est l'une des conséquences des évolutions démographiques récentes. Il rappelle d'abord qu'en dépit de leur caractère récent, les politiques menées sont assez diverses, mais qu'elles tendent à se rapprocher en raison de la nécessité partagée de faire face, grâce à des mesures voisines, au même défi de l'augmentation du nombre. Il développe ensuite plus particulièrement les mesures mises en œuvre chez trois de nos principaux partenaires en Europe, l'Allemagne, les Pays-Bas et le Royaume-Uni, avant d'exposer les principales solutions mises en œuvre pour répondre aux questions majeures : le financement ; la prévention et la définition de la dépendance ; la garantie de la dignité ; le choix entre l'hébergement et le placement en institution ; la coordination entre les différents acteurs.

[Consulter le document](#) [Lien vérifié le 2023/08/08]

Bien-être et santé mentale : des atouts indispensables pour bien vieillir. / De Ladoucette, Olivier - Paris (FRA) : La Documentation Française, 03/2011, 38p. pdf.



Résumé : Afin de nourrir la réflexion liée à la préparation d'un deuxième Plan national « Bien vieillir », la secrétaire d'Etat à la santé a chargé le docteur Olivier de Ladoucette d'étudier les aspects liés à la santé mentale et au bien-être des personnes âgées. Ce rapport recense tout d'abord les facteurs clés ayant une action positive sur le bien-être et la santé mentale qui peuvent aider la personne âgée à conserver et à optimiser son autonomie : conserver une bonne estime de soi ; garder une identité positive ; lutter contre l'isolement et la solitude ; avoir le contrôle sur sa vie ; savoir s'adapter. Puis, il avance quatre recommandations principales, mises en avant pour leur valeur ajoutée et leur capacité mobilisatrice : 1-changer l'image de la vieillesse et donner une juste place aux jeunes seniors 2-favoriser la création de stages de développement personnel pour préparer et bien vivre sa troisième vie 3-encourager le développement de la spiritualité chez les seniors 4-Créer un ministère de l'Intergénération et de l'Avance en âge.

[Consulter le document](#) [Lien vérifié le 2023/08/08]

Rapport de la mission "Vivre chez soi". / Franco, Alain, prés. - Paris (FRA) : La Documentation Française, 06/2010, 95p. pdf



Résumé : Plus de 90% des personnes âgées de plus de 60 ans vivent à domicile et l'immense majorité d'entre elles souhaite y vivre le plus longtemps possible. Aussi, le 26 mars 2010, la Secrétaire d'Etat chargée des Aînés confiait à un groupe de travail présidé par le Professeur Alain Franco, Président du Centre National de Référence Santé à Domicile et Autonomie, la tâche de clarifier les enjeux du "vivre chez soi" et d'identifier des perspectives d'action pour répondre aux besoins et attentes des aînés en la matière. Ce rapport présente les travaux de la mission qui s'est penchée sur six volets-clés, chacun de ces volets ayant fait l'objet d'un état des lieux et de propositions d'action : 1-Diagnostic autonomie habitat 2-Technologies et services pour l'autonomie 3-Mobilité et urbanisme 4-Métiers, compétences et formations 5-Inclusion et prévention des discriminations 6-Optimisation de gestion des services. Parmi toutes les perspectives d'action identifiées, la Mission a souhaité privilégier 18 mesures qui s'articulent autour de trois axes : améliorer le cadre de vie des aînés, faciliter l'accès aux technologies et services du "Vivre chez soi" et enfin accompagner la modernisation des services à la personne.

[Consulter le document](#) [Lien vérifié le 2023/08/08]

La prise en charge des personnes âgées dépendantes. / Rosso-Debord, Valérie, rapp., Assemblée Nationale (Paris, FRA) - Paris (FRA) : Assemblée Nationale, 06/2010, 128p. pdf




RAPPORT

Résumé : Afin de rassembler des éléments d'information préalables à la discussion du futur projet de loi sur le cinquième risque, la Commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale a décidé la création, le 15 juillet 2009, d'une mission d'information présidée par Mme Valérie Rosso-Debord. Ce rapport présente les conclusions et recommandations de cette mission qui, au cours de 8 mois effectifs de travaux, a organisé 54 auditions et 2 tables rondes et effectué 3 déplacements afin d'aller à la rencontre des représentants sur le terrain des administrations, des professionnels et des associations assumant au quotidien les besoins et les soins à apporter aux personnes âgées. Après être revenue sur le contexte socioéconomique spécifique au sein duquel la prise en charge de la dépendance s'effectue actuellement, la mission répertorie les constats partagés par les interlocuteurs et représentatifs de divers freins au fonctionnement satisfaisant de cette prise en charge.

[Consulter le document](#) [Lien vérifié le 2023/08/08]

L'adaptation de l'habitat à l'évolution démographique : un chantier d'avenir / Boulmier, Muriel - Paris (FRA) : La Documentation Française, 10/2009, 82p. pdf.



RAPPORT

Résumé : Alors que les pays d'Europe du Nord abandonnent progressivement le modèle institutionnel de prise en charge hospitalière des personnes âgées pour un modèle résidentiel centré sur l'autonomie de la personne et que la Commission Européenne a pour objectif d'encourager le "bien vieillir", la question de la vieillesse en France est encore essentiellement traitée politiquement du point de vue sanitaire et sociale, avec la question de la perte d'autonomie et de la dépendance. Pourtant, l'adaptation de l'habitat et du cadre de vie est un enjeu crucial pour les personnes âgées qui souhaitent rester le plus longtemps possible chez elles et pour les territoires, notamment les villes qui accueillent un grand nombre de ces personnes. Ce rapport s'inscrit donc dans le cadre d'une politique d'accompagnement du vieillissement dans lequel l'habitat joue un rôle pivot...

[Consulter le document](#) [Lien vérifié le 2023/08/08]

Rapport d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque. Tome 1 : Rapport. / Vasselle, Alain, rapp., Sénat (Paris, FRA) - Paris (FRA) : Sénat, 08/07/2008, 255p. pdf.



RAPPORT D'INFORMATION

Résumé : Afin de prendre toute sa place dans le débat sur le cinquième risque et la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées, le Sénat a créé une mission commune d'information, composée de membres des commissions des affaires sociales et des finances. Au terme de six mois d'auditions et de déplacements sur le terrain, qui lui ont permis de rencontrer les principaux acteurs de la dépendance, de mesurer les aspirations des gestionnaires locaux et d'étudier les systèmes mis en place chez nos principaux partenaires européens, elle a établi un rapport d'étape qui ambitionne de faire le point sur les principales questions en suspens : -l'allocation personnalisée (Apa) doit-elle être mieux ciblée, en fonction du niveau de dépendance, mais aussi au regard du revenu et du patrimoine ? -Comment diminuer les restes à charge supportés par les familles à domicile et en établissement ? -Quel est le contenu du partenariat public privé qui devra être conclu avec les assureurs ? -Comment améliorer l'efficacité de la dépense dans le médico-social et quelle gouvernance promouvoir pour ce secteur ? Le tome 1 de ce rapport d'étape présente les principaux enjeux du dossier de la dépendance ainsi que les possibles voies de réforme.

[Consulter le document](#) [Lien vérifié le 2023/08/08]

Perspectives financières de la dépendance des personnes âgées à l'horizon 2025 : prévisions et marges de choix / Gisserot, Hélène, Grass, Etienne, rapp., Ministère délégué à la Sécurité Sociale, aux Personnes âgées, aux Personnes handicapées et à la Famille. Paris. FRA - Paris (FRA) : La Documentation Française, 03/2007, 188p. pdf.



Résumé : Pour la mission, le coût de la prise en charge de la dépendance des personnes âgées est moins fonction de l'évolution démographique, au moins à court et moyen terme, que de choix politiques sur le niveau et les modalités de cette prise en charge. Examinant les choix possibles concernant l'évolution des prélèvements obligatoires affectés à la dépendance, la mission présente trois scénarios possibles et retient plus particulièrement le deuxième scénario qui correspond à celui retenu dans le Plan Solidarité Grand Age...

[Consulter le document](#) [Lien vérifié le 2023/08/08]

Plan Solidarité grand âge, Bas, Philippe, Ministère délégué à la Sécurité sociale aux Personnes âgées aux Personnes handicapées et à la Famille, 27 juin 2006



[Consulter le document](#) [Lien vérifié le 2023/08/08]

Rapport d'information sur les changements démographiques et la nouvelle solidarité entre générations / Franco, Arlette, rapp., Assemblée Nationale (Paris, FRA) - Paris (FRA) : Assemblée Nationale, 22/02/2006, 101p., pdf



Résumé : L'Europe doit actuellement faire face à deux défis démographiques. Il s'agit, d'une part, d'une fécondité insuffisante, même si certains pays tels que l'Irlande, la Suède ou la France sont dans une situation bien plus satisfaisante que d'autres, tels que l'Allemagne. Il s'agit, d'autre part, de tenir compte des conséquences du vieillissement qui réduit notamment, à politiques inchangées, la population active et le dynamisme économique, et menace ainsi la pérennité de notre modèle social. Le présent rapport vise à établir une présentation globale du problème et à envisager la capacité d'intervention de l'Union en la matière. Le rapport propose que l'Union favorise une convergence vers le haut de la fécondité de l'ensemble des Etats membres, grâce à des politiques adaptées s'inspirant des exemples suédois et français et reposant sur trois principes fondamentaux : la levée des obstacles à la conciliation entre la vie familiale et la vie professionnelle, la parité, le libre choix démographique des parents grâce à des aides adaptées. Il envisage aussi les conditions d'un passage optimal à la société des quatre générations, orienté sur un recentrage de la solidarité vers les personnes les plus âgées.

[Consulter le document](#) [Lien vérifié le 2023/08/08]

Les personnes âgées dépendantes : rapport au Président de la République suivi des réponses des administrations et des organismes intéressés / Cour des Comptes (Paris, FRA) - Paris (FRA) : La Documentation Française, 11/2005, 429p. pdf.



Résumé : Ce rapport de la cour des comptes traite des problèmes liés au séjour durable des personnes âgées dépendantes à domicile ou en institution (établissement médico-social, unités de soins de longue durée). Après un chapitre préliminaire qui fournit un éclairage sur les diverses dimensions du défi de la dépendance auquel la société française doit répondre, le rapport présente, dans une première partie, un bilan des réponses déjà données, en matière d'offre de services à domicile et de capacités d'hébergement en institution, ainsi qu'une évaluation des décisions prises depuis les années 1990 pour humaniser, moderniser, médicaliser les dispositifs de prise en charge et renforcer leur efficacité. Puis, sur le fondement de ce bilan et de cette évaluation, il indique les efforts à accomplir pour accroître et améliorer l'offre de services aux personnes âgées dépendantes. La deuxième partie du rapport met en évidence la complexité des financements actuels. Il fournit tout d'abord une vue d'ensemble des sources et des circuits de financement consacrés à la dépendance puis traite des difficultés du système actuel mettant l'accent sur les problèmes de répartition des charges entre les différentes sources et sur l'absence de réflexion relative à la progression des recettes et des charges. Enfin, la troisième partie du rapport traite des problèmes d'organisation, de coordination et de pilotage

[Consulter le document](#) [Lien vérifié le 2023/08/08]

Plan national Bien vieillir 2007-2009 / Ministère délégué à la Sécurité Sociale, aux Personnes âgées, aux Personnes handicapées et à la Famille, juillet 2005



[Consulter le document](#) [Lien vérifié le 2023/08/08]

Population et développement 10 ans après la Conférence du Caire : contribution détaillée de la France, situation nationale / Audirac, Pierre-Alain, Bassano, Laurence, Blanchet, Didier - Paris (FRA) : La Documentation Française, 2004, (213p.).



Résumé : Les différents points du programme d'action adopté lors de la conférence du Caire en 1994 ont été passés en revue par la Commission de la population et du développement de l'ONU lors sa 37ème session en mars 2004. On trouvera ci-joint la contribution française à cet événement, élaboré par la direction de la population et des migrations du Ministère de l'emploi, en liaison avec le Ministère des affaires étrangères. Le présent document comprend quatre parties : 1-une introduction soulignant l'intérêt de la session pour les autorités françaises ; 2-une synthèse sur les principales questions sociales en France ; 3-un ensemble d'études rédigées par des experts qui ont servi de base à la synthèse citée ci-dessus et qui portent sur l'évolution démographique métropolitaine depuis 10 ans, l'égalité entre hommes et femmes, l'allongement de la vie, la protection sociale dans un contexte de vieillissement, la réforme du droit d'asile, la politique d'intégration, la politique familiale, l'accès des jeunes à l'emploi, les évolutions du système éducatif, et enfin, la politique de la ville ; 4-une présentation de l'action du ministère français des affaires étrangères dans le domaine du suivi des dynamiques de population.

[Consulter le document](#) [Lien vérifié le 2023/08/08]

L'aide personnalisée à l'autonomie. Un nouveau droit fondé sur le principe d'égalité. Rapport à la Ministre de l'Emploi et de la Solidarité / Sueur, Jean-Pierre, rapp. - Paris (FRA) : La Documentation Française, 2000, 189p. [FD10/0476](#) - [FD10/0478](#)



Résumé : La dépendance, ou la perte d'autonomie, des personnes âgées est l'une des grandes questions auxquelles nos sociétés doivent faire face. Ce rapport remis à Martine Aubry, Ministre de l'Emploi et de la Solidarité, analyse les raisons pour lesquelles la "prestation spécifique dépendance", mise en place par la loi du 24 janvier 1997, n'apporte pas une solution satisfaisante à cette question. Il propose un changement complet de perspective avec l'instauration d'une prestation légale, l' "aide personnalisée à l'autonomie", qui serait versée dans les mêmes conditions sur l'ensemble du territoire, et dont les modalités de mise en oeuvre et de financement sont détaillées. La philosophie du rapport est claire : passer de la logique de l'aide sociale à celle d'un droit garanti à tout être humain

[Consulter le document](#) [[Lien vérifié le 2023/08/08](#)]

Vieillir en France : enjeux et besoins d'une nouvelle orientation de la politique en direction des personnes âgées en perte d'autonomie. / Guinchard-Kunstler, Paulette, Premier ministre (Paris, FRA) - Paris (France) : Service de Presse du Premier Ministre, 06/1999, 172p. [FD10/0464](#) - [FD10/0465](#)



Résumé : Par lettre du 18 janvier 1999, monsieur le Premier Ministre m'a chargée d'une mission visant à effectuer une analyse et faire des propositions quant aux réponses apportées aux personnes âgées qui perdent leur autonomie du fait de déficiences physiques ou psychiques. Ces travaux identifient les besoins des personnes en perte d'autonomie, recensent les réponses apportées, notamment en termes d'initiatives méritant d'être valorisées et développées. Les ajustements nécessaires des modes de prise en charge sont ensuite proposés ainsi que les moyens à mettre en oeuvre pour développer et conforter la professionnalisation des intervenants, de manière à apporter le soutien nécessaire aux familles. L'auteur examine enfin en quoi les financements permettent ou ne permettent pas de répondre à ces besoins. (R.A.).

[Consulter le document](#) [[Lien vérifié le 2023/08/08](#)]

Une société pour tous les âges : Rapport du comité de pilotage de l'année internationale des personnes âgées / Thierry, Michel, Palach, Jean-Marie, Inspection Générale des Affaires Sociales (IGAS) (Paris, FRA) - Paris (France) : Bulletin officiel ministère de l'emploi et de la solidarité, 1999/10, 85p. [ARCH/1687](#) - [BBR 488 \(9\)](#)



Résumé : L'amélioration récente des conditions de vie des personnes âgées en France ne doit pas dissimuler les insuffisances actuelles et les facteurs d'inquiétude pour l'avenir. Une société pour tous les âges doit favoriser les expressions individuelles et collectives des personnes âgées, le respect de leur dignité et arrêter les choix collectifs indispensables à leur pleine intégration et à l'exercice de leur autonomie. Les choix collectifs doivent porter sur l'approche du vieillissement, les connaissances que nous en avons, la santé, la dépendance, l'habitat, le soutien à domicile, les relations familiales et la coordination entre les institutions.

[Consulter le document](#) [[Lien vérifié le 2023/08/08](#)]

La prise en charge des personnes vieillissantes handicapées mentales ou souffrant de troubles mentaux / Cayet, Janine, rapp., Conseil Economique et Social (CES) (Paris, FRA) - Paris (FRA) : Journaux Officiels, 1998/12, 108p. ARCH/1693 - BBR CES



Résumé : En ce qui concerne les personnes handicapées mentales vieillissantes, le rapport préconise d'organiser une prise en charge digne et adaptée : soutenir le maintien à domicile, mieux organiser l'accueil familial, créer dans tous les départements des services d'accueil, d'orientation et d'information ; - adapter les structures d'hébergement à la problématique du vieillissement des handicapés mentaux ; - éviter les ruptures de prises en charge après 60 ans. Pour les personnes âgées souffrant de troubles mentaux, il propose d'élaborer une politique cohérente de prise en charge de la maladie d'Alzheimer et des démences séniles ; améliorer le maintien à domicile, adapter les structures d'hébergement ; - d'assurer la prise en charge financière des personnes.

[Consulter le document](#) [Lien vérifié le 2023/08/08]

Rapport de la Commission d'étude des problèmes de la vieillesse. / Laroque, Pierre, Haut comité consultatif de la population et de la famille (Paris, FRA), Mauco, Georges, introd. - Paris (France) : La Documentation Française, 1962. - 438p. ARCH/1557

[Consulter le document](#) [Lien vérifié le 2023/08/08]



The politics of healthy ageing: myths and realities / WHO Regional Office for Europe, 2022/06, 32p.



Abstract: Societal ageing is often portrayed as fiscally unsustainable, creating a narrative of an intergenerational conflict over public spending priorities. Ageing societies are a triumph of economic growth, health care, public health and social policy. They also create new policy conversations about how and how much policies need to change in order to adapt to societies with a higher proportion of older people. Yet, many in politics and public debate see ageing as a fiscal problem, creating unsustainable burdens on health systems and governments which require drastic actions that older voters will oppose. This is despite the lack of evidence that ageing societies necessarily create an unsustainable fiscal burden, particularly within health and long-term care (LTC) systems. Why does so much policy and political debate assume intergenerational conflict that can only be won by one side? Can this narrative be changed and how? What ageing societies mean for politics changes from country to country. The politics of ageing and health differ greatly between countries. Within Europe, there is enormous variation in everything from life expectancy to the health of older people to their ability to make ends meet to partisan trends in voting. Few narratives about the politics of ageing and health work in every country. Despite this nuanced picture, several popular myths promote a single narrative of intergenerational conflict that only one side can win. These myths are false:

- The myth of unsustainability: There is little empirical evidence to support the claim that ageing societies' health care systems are unsustainable. The health care costs associated with ageing societies are relatively small and can be made smaller with appropriately recalibrated policy. In addition, older people contribute to society in many ways, including by providing an enormous amount of unpaid labour in caring roles and civil society.
- The myth of the selfish generation: The belief that older people support getting more benefits for themselves at the expense of younger people is also false. Like any other group of voters, older voters are divided in multiple ways by identity, ideology, income, and other factors –they do not vote as a monolithic block. People do not automatically change their political orientations as they age. In some countries, age predicts very little about voting behaviours. In particular, there is little evidence that older voters are particularly selfish.
- The myth of pandering politicians: Politicians do not pander to older voters by offering additional government benefits. Voters are downstream of a complex policy development process. The policies that voters see reflect interest groups, partisan and coalitional politics, as well as policy-makers' understanding of needs and constraints. Policies and political systems can shape the scale of intergenerational conflict and obscure other kinds of conflict. It is possible to enact policies that treat different generations differently, and policies in health and other sectors can create intergenerational tradeoffs. But they can also reduce them, and in many countries recent decades have indeed seen increased expenditure on working-age and younger people. What looks like intergenerational conflict about wealth or pensions, upon investigation, is often a more complex conflict within generations. Public expenditure prioritizing older people can coexist with considerable poverty among older people. Discussing health and social policy in terms of the age of beneficiaries obscures all manner of inequalities, including gender, income, wealth, nationality, ethnicity and racial ones. A focus on intergenerational conflict can thus disguise more important kinds of conflict and distributional decisions. Policies built on the life-course approach can benefit all generations and be electorally attractive. Still, it is also possible to develop life-course policies which focus on investments that promote health and, therefore, people's contribution to society at every age. Rather than looking for pandering politicians catering to the demands of an older people's block vote, this brief argues that it is better to develop a supply-side approach to health politics. It is possible to forge coalitions of interest groups, parties, activists and others that invest in people across generations while offering benefits that voters find electorally attractive. The broad policy framework for developing such policies is 'life-course analysis', which understands policies and interventions in terms of their contribution to people during their entire lives, capturing the value of intervention at each state, whether in early childhood or in support for the healthy ageing and caring of older adults. Policies such as support for at-home care or investment in the health and social care workforce can be electorally beneficial to governments while making investments with clear benefits across generations

[Consulter le document](#) [[Lien vérifié le 2023/08/08](#)]

3c – Mémoire

L'institutionnalisation de la dépendance. [Mémoire] / Ennuyer, Bernard, Université Paris V René Descartes. - 09/2001. - 445p. [FD10/0533](#)



Résumé: Depuis vingt-cinq ans environ, la dépendance, notion vague, aux significations multiples, entre lien social, incapacité, besoin d'aide, assujettissement, etc. s'est imposée en France dans le champ de "la vieillesse qui va mal" comme une notion structurant ce champ. Elle a même suscité en 1997 une loi qui porte son nom : la Prestation Spécifique Dépendance. Or pour nous, cette notion, loin d'apporter quelque éclairage au débat sur la vieillesse, vieillesse que nous considérons comme un fait et une construction sociale, est venue refermer la et les questions que l'on se posait sur la vieillesse au cours des années soixante, en en faisant définitivement un "déclin biologique individuel". En choisissant de travailler sur l'archéologie et la généalogie de cette notion de dépendance, en déconstruisant ce que nous croyions savoir aujourd'hui, nous voulons faire apparaître la construction sociale de cette notion, et notamment montrer comment à partir d'une vision plutôt médicale, individuelle et incapacitaire, elle a conduit lentement mais sûrement à une nouvelle catégorisation "les personnes âgées dépendantes" stigmatisées comme l'un des "mauvais objets" de la société actuelle. Nous assistons à un nouvel enfermement des personnes vieillissantes, à une nouvelle relégation, non pas derrière les murs de l'hospice, mais derrière les énoncés et les représentations associées au vocable dépendance : spécificité inéluctable du grand âge, nécessité du recours à l'hébergement, incapacité à faire et à être, menace et défi pour l'avenir de la société, source de dépenses importantes pour la collectivité, etc.



3d - Articles

Vieillir demain Comment s'organiser pour faire bon ménage avec les futures populations âgées / Alain Parant – 2023/3, n°454, pp. 43-58 [Futuribles +](#)



Résumé : Le projet de réforme des retraites présenté par le gouvernement français suscite, depuis fin 2022, de vifs débats sur le report de l'âge de la retraite. Mais le vieillissement démographique appréhendé à l'aune de la proportion croissante du nombre de personnes âgées — phénomène commun à tous les pays mais singulièrement plus marqué dans les pays industrialisés — entraîne bien d'autres questions que celle de l'équilibre financier du système de retraite par répartition. Elles ont d'ailleurs donné lieu depuis longtemps à plusieurs rapports en France, notamment : *Politique de la vieillesse*, en 1962, rapport de la Commission d'étude des problèmes de la vieillesse, présidée par Pierre Laroque ; puis *Vieillir demain*, en 1980, fruit des travaux du groupe Prospective personnes âgées, présidé par Robert Lion, dans le cadre de la préparation du VIII^e Plan (1981-1985).

Notre rubrique « Futurs d'antan » a vocation à reprendre des extraits de textes anciens qui, après un certain temps, s'avèrent particulièrement prémonitoires. En l'occurrence, Alain Parant rend compte du rapport *Vieillir demain* pour montrer, 40 ans plus tard, la pertinence de nombre de ses recommandations concernant « l'adaptation de notre société au vieillissement » et dresser un bilan sans concessions des actions qui l'ont suivi. Ce bilan est assez révélateur du piètre usage que les pouvoirs publics font des travaux de prospective, en tout cas en France, et de leur propension à l'inaction s'agissant des adaptations qu'exigent des problèmes de fond. H.J.

[Consulter le document](#) [[Lien vérifié le 2023/08/08](#)]

Pour une société de la longévité : Les propositions de la FHF/ Marc-Antoine Thevenot – 2023/03-04, n°611, pp. 39-43 [Revue hospitalière de France +](#)



Résumé : Dans le cadre de l'adaptation de notre société aux enjeux du vieillissement, la Fédération hospitalière de France a présenté en janvier 2023 son "Projet de loi pour une société de la longévité" assorti de pistes nouvelles de financement.

[Consulter le document](#) [[Lien vérifié le 2023/08/08](#)]

Politique territoriale de la vieillesse : y a-t-il encore une place pour les élus communaux face à la bureaucratisation ? / Hélène Croguennec-Le Saout ; Gaël Coron – 2022/04-06, n°2, pp. 41-65 [Revue française des affaires sociales](#) +



Résumé : L'article s'appuie sur une enquête qualitative, conduite dans les quatre départements bretons, consacrée au rôle des élus communaux dans les politiques à destination de la vieillesse. Il met en avant une évolution de la manière dont ces acteurs conçoivent leur rôle. L'une des manifestations les plus courantes de la politique de la vieillesse à l'échelle communale tient à la présence sur le territoire d'un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) dont les maires assument le plus souvent la présidence du conseil d'administration. Cependant, les élus communaux ont vu leurs marges de manœuvre dans la gestion de ces établissements réduites sous l'effet des instruments de régulation introduits par la loi du 2 janvier 2002, puis par la loi d'adaptation de la société au vieillissement de 2015 qui illustrent la bureaucratisation de la politique de la vieillesse. Au-delà des stratégies usuelles de contournement des instruments d'action publique, l'enquête met en évidence une tentative de reformulation des enjeux de la politique de la vieillesse par les élus. En substituant le senior ou l'aîné à la personne âgée dépendante, ils portent une approche transversale du vieillissement. Dès lors, il ne s'agit plus seulement de maintenir sur le territoire des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes soumis aux règles nationales mais de développer une politique intégrée du vieillissement à l'échelle communale. Loin de marquer une rupture avec le niveau national, ces tentatives de reformulation peuvent s'appuyer sur la notion de virage domiciliaire qui a droit de cité au niveau central.

<https://www-cairn-info.ehesp.idm.oclc.org/revue-francaise-des-affaires-sociales-2022-2-page-41.htm> [Lien vérifié le 2023/08/08]

Alzheimer - Retarder l'entrée en institution. Faire face à la perte d'autonomie (2022) Alexandra Marquet, coord. – 2022/08, hs n°20, pp. 1-41 [ASH](#) +



Résumé : Au sommaire de ce numéro : Avant-propos : Rester chez soi, jusqu'à quand ? I - ÉTAT DES LIEUX ; I-1 - Autonomie et bien vieillir ; I-2 - Un accompagnement ciblé ; I-3 - Pour une transition en douceur ; I-4 - Le consentement de la personne vulnérable ; II - SUR LE TERRAIN ; II-1 - Se restaurer, au-delà des plats ; II-2 - Une aide équilibrée ; II-3 - Ensemble jusqu'au bout ; II-4 - Une démarche préventive trop méconnue ; II-5 - Les atouts de la gym douce ; II-6 - Partager l'expertise pour mieux aider au domicile ; II-7 - Le projet d'animation au service du plan d'aide ; II-8 - Pouvoir décider, mais sous conditions... ; II-9 - L'accueil temporaire, une passerelle à emprunter ; II-10 - Une heureuse ouverture sur l'extérieur, dans l'Aube ; II-11- L'Ehpad au service du domicile ; III - MISE EN PERSPECTIVE ; III-1 - Peut-on juguler les facteurs de dépendance ? ; III-2 - L'activité physique, une alternative non médicamenteuse ; III-3 - Maintenir un lien pour repousser la rupture ; III-4 - Retarder l'apparition de la maladie d'Alzheimer : quelles conséquences ? ; III-5 - Des interventions à domicile qui devraient être développées ; III-6 - Se donner les moyens d'un autre modèle.

Tribune. Les aînés, oubliés des politiques / Alain Villez – 2022/05, n°3260, pp. 32-33 [ASH](#) +



Résumé : En vingt ans, aucune réforme d'ampleur n'a abouti pour répondre aux besoins des personnes âgées, pourtant toujours plus nombreuses et plus isolées. Le nouveau quinquennat changera-t-il la donne ?

***Le contrôle des EHPAD : Garantir la dignité au quotidien** / Rémond, Bruno – 2021/12, n°3235, p. 39 [ASH](#)



Résumé : Après la parution des Fossoyeurs (Fayard, 2022) de Victor Castanet [[FD50/0310](#)] dénonçant la maltraitance dans certains EHPAD, la question du grand âge est au cœur du débat politique. Cette enquête interroge la conception du modèle social et économique de certains établissements qui structurellement, a pour conséquence de favoriser la maltraitance des personnes hébergées et soulève à nouveau la question du contrôle des institutions.

Entretien avec Dominique Libault : « Autonomie : une forte mutation reste à engager » / Libault, Dominique ; Taillandier, Laura, interv. – 2022/05, n°208, pp. 22-23 [Directions](#)



Résumé : Créer un service public territorial de l'autonomie pour améliorer l'accompagnement des personnes âgées et handicapées : c'est la proposition soutenue par Dominique Libault dans son rapport de mars 2022. Une nouvelle gouvernance qui doit, selon le président du Haut Conseil du financement de la protection sociale, être couplée d'une loi Grand âge pour porter une stratégie nationale cohérente.

[Consulter le document](#) [[Lien vérifié le 2023/08/08](#)]

Dans le rétro. Handicap et grand âge : des politiques convergentes / Wanecq, Charles-Antoine – 2021/12, n°3235, p. 39 [ASH](#)



Résumé : Des politiques du handicap et de la vieillesse se sont construites de façon parallèle. Cette segmentation peut être vécue difficilement par les personnes de plus de 60 ans et handicapées

Vieillir chez soi : Apport des expériences étrangères et des comparaisons internationales / Laferrère, Anne, coor. – 2021/10, vol. 43 n°165, 326p. [Gérontologie et société](#)



Résumé : Vieillir chez soi, plutôt qu'en établissement, tel est l'idéal le plus souvent exprimé, qui rejoint celui des gouvernements. Mais les logements sont-ils adaptés aux handicaps susceptibles de survenir aux vieux jours et à la fourniture de l'aide et des soins nécessaires en cas de perte d'autonomie ? Et qui finance ces dépenses, comment ? Le projet de recherche ODESSA (Optimising care delivery models to support ageing-in-place : towards autonomy, affordability and financial sustainability) pluridisciplinaire et international a été l'occasion de réfléchir à ces questions, puis a donné l'idée de ce numéro spécial comportant 17 articles de chercheurs de trois continents, bien au-delà du projet de départ. Du co-housing intergénérationnel californien, au Village Alzheimer néerlandais en passant par des quartiers pauvres de Dakar, comment les logements peuvent-ils s'adapter aux vieux jours ? Comment optimiser les financements et réduire les inégalités ? Aménager en amont les logements comme en Allemagne ? Intégrer les soins localement comme au Japon ? Réformer les financements pour inciter à rester chez soi comme aux Pays-Bas ou au Luxembourg ? Faut-il rémunérer les aidants familiaux ? Ou au contraire les remplacer ? Faire appel aux bénévoles ? Est-ce finalement si rationnel que de vouloir rester chez soi ? Ne faut-il pas déménager pour adapter le chez soi ? Marie-Ève Joël, professeur émérite à l'université Paris-Dauphine devait participer à la coordination de ce numéro. Sa mort ne l'a pas permis, mais son esprit l'a animé. Elle aimait débats et travail de terrain. Souhaitons que ce numéro apporte sinon des leçons facilement transposables, du moins des idées qui aideront à vieillir en se sentant chez soi, partout, jusqu'au bout.

<https://www-cairn-info.ehesp.idm.oclc.org/revue-gerontologie-et-societe-2021-2.htm>

[Lien vérifié le 2023/08/08]

L'évolution des structures et du système de l'aide aux personnes âgées / Champvert, Pascal – 2021/06, vol. 46 n°6, pp.351-353 [Revue de gériatrie](#)



Résumé : Le système institutionnel et d'aide aux personnes âgées vient de témoigner de ses limites et apparaît aujourd'hui comme étant à bout de souffle. Il devient ainsi impératif que ce système intègre une véritable culture du domicile dépassant le modèle sanitario-centré suranné et permettant alors de garantir la poursuite d'une vie chez soi quel que soit la forme d'habitat. Tout en s'appuyant sur les réelles aspirations des aînés, la mise en place d'un système de compensation des vulnérabilités et d'un plan de sauvetage pérenne des métiers de l'aide à domicile semble aujourd'hui incontournable pour une revisite de qualité de la politique en faveur du Grand Âge..

Le risque de perte d'autonomie en question(s). Dossier/ Borgetto, Michel ,coor. ; Le Bihan, Blanche ; Martin, Claude ; Lafore, Robert ; et al. – 2021/01, n°1, pp.3-76 [Revue de droit sanitaire et social RDSS](#)



Résumé : La question de la création, en faveur des personnes âgées en perte d'autonomie, d'un dispositif global se pose depuis longtemps. La création en 2020 d'une branche autonomie marque une étape décisive sur la voie d'une telle prise en charge. Au sommaire du numéro : Le risque de perte d'autonomie en question (s) ; - Quatre décennies de rapports et de propositions pour dessiner le chemin vers une cinquième branche du système français de protection sociale ; - L'autonomie comme charge et comme risque : fusion ou confusion ? ; - La structure institutionnelle de la nouvelle branche « Autonomie » ; - Le risque de perte d'autonomie : les problèmes de financement ; - Le risque de perte d'autonomie : quelle place pour les aidants ? ; - Perspectives et enjeux de la dépendance : la spécificité du « risque de perte d'autonomie » Outre-mer ; - Le risque autonomie : de l'euphémisme à la stigmatisation.

Les enjeux de la perte d'autonomie chez les personnes âgées : Un défi pour les politiques publiques et les pouvoirs locaux / Ebeke-Ombiono, Francis-Olivier – 2020, hs été, pp.58-59 [Horizons publics](#)



Résumé : Le vieillissement se caractérise par l'apparition de plusieurs états de santé très complexes. Alors qu'à 70 ans, certaines personnes âgées jouissent encore d'une bonne santé physique, de solides capacités fonctionnelles et cognitives, d'autres au contraire, au même âge, sont fragiles, affrontent la précarité et sollicitent beaucoup d'aide. La recherche médicale, sanitaire et sociale cherche à favoriser la mise sur pieds de stratégies permettant d'innover dans la prise en charge des personnes âgées en perte d'autonomie qui peuvent d'ailleurs différer d'un territoire à un autre. Le terrain d'étude privilégié est celui de la communauté de communes du Civraisien en Poitou (Vienne).

La loi « grand âge » ressuscitée par le Covid-19 / Ricard, Maxime – 2020/05, n°3162, pp.8-11 [ASH - actualités sociales hebdomadaires](#)



Résumé : Annoncée en juin 2018 par Emmanuel Macron lui-même, la loi « grand âge et autonomie » a été maintes fois repoussée depuis. A tel point que les acteurs du secteur se désespéraient de la réelle conviction gouvernementale à la faire sortir de terre. Si la crise sanitaire en accentue l'importance, la loi ne doit pas se reposer sur les seules propositions d'avant pandémie car de nouvelles priorités sont apparues.

Rapport Vachey. Autonomie et grand âge : Périmètre, gouvernance et financement de la 5e branche de la sécurité sociale / Favret, Alexandre – 2020/12, n°601, pp.645-647 [Gestions hospitalières](#)



Résumé : La réforme de la prise en charge du grand âge et de l'autonomie, prévue pour 2021 par le gouvernement, poursuit sa mise en place. Après la décision de la création d'une cinquième branche de la sécurité sociale consacrée à l'autonomie en août 2020, le gouvernement a chargé Laurent Vachey, inspecteur général des finances, de formuler des recommandations « sur les principes et l'architecture générale de la branche autonomie et sa gouvernance », et d'identifier « des sources de financement pour couvrir la réforme du grand âge à compter de 2021 », sur la base d'une concertation nationale. Le rapport, remis le 14 septembre 2020, a été partiellement repris dans le PLFSS 2021 et contribuera aux débats du «Laroque de l'autonomie» et du projet de loi Grand Âge.

Grand âge. Vers un bouleversement de la société / Ricard, Maxime - 2020, n°3143, pp.6-9 [ASH - actualités sociales hebdomadaires](#)



Résumé : Pour les professionnels du secteur comme pour l'ensemble de la société, la loi « grand âge et autonomie » est un sujet brûlant. En matière d'accompagnement, les attentes sont aussi immenses que les urgences. Mais le secteur est-il prêt à absorber le choc démographique, la « vague grise » à venir ? Eléments de réponse avec les intervenants du 12e colloque national de la Fnadepa, qui a eu lieu le 16 janvier à Paris.

L'émergence des politiques publiques en faveur des personnes âgées / Ménard, Claire - 2020, n°128-129, pp. 12-14 [Réalités Familiales](#)



Résumé : Au début des années 1960, la pauvreté demeure. La situation des femmes qui ont peu ou pas travaillé est souvent dramatique. L'allongement de la durée de la vie lié notamment aux meilleures conditions d'hygiène, aux progrès médicaux et à la prise en charge des soins par la Sécurité sociale est constaté et programmé, comme le précise déjà Alfred Sauvy, alors directeur de l'Institut démographique. La question des conditions de vie du 4e âge, c'est-à-dire des personnes très âgées qui perdent leur autonomie et deviennent dépendantes, commence à se poser.

[Consulter le document](#) [[Lien vérifié le 2023/08/08](#)]

La fabrique prospective pour penser les effets du vieillissement/ Pilon, Catherine - 2020, n°14, pp.84-87. [Horizons publics](#)



Résumé : Face à la transition démographique, les territoires doivent anticiper pour s'adapter aux conséquences du vieillissement de la population. Quatre villes ont répondu à l'invitation du Commissariat général de l'égalité des territoires (CGET) pour s'engager dans un travail prospectif qui s'est déroulé sur une période de 18 mois.

La loi « grand âge » ressuscitée par le Covid-19 / Ricard, Maxime - 2020, n°3162, pp. 8-11 [ASH - actualités sociales hebdomadaires](#)



Résumé : Annoncée en juin 2018 par Emmanuel Macron lui-même, la loi « grand âge et autonomie » a été maintes fois repoussée depuis. A tel point que les acteurs du secteur se désespéraient de la réelle conviction gouvernementale à la faire sortir de terre. Si la crise sanitaire en accentue l'importance, la loi ne doit pas se reposer sur les seules propositions d'avant pandémie car de nouvelles priorités sont apparues.

La dépendance, un risque de protection sociale - 2019, n°175, pp.48-51 [Directions- \(Mensuel des directeurs du secteur sanitaire et social\)](#)



Résumé : Fruit d'une large concertation, le rapport de Dominique Libault, président du Haut Conseil du financement de la protection sociale, formule 175 propositions pour une réforme de la politique du grand âge. Il invite à engager de multiples transformations en matière d'offre, d'aide, de prévention ou d'investissement financier. Des ambitions qui exigent de faire de la valorisation des métiers une priorité. La rédaction de Direction(s) analyse ici les propositions et enjeux de ce rapport.

Ehpad "centre de ressources" : une clé pour la vie à domicile ? / Darmon, Laetitia - 2019, n°102, pp.8-9 [TSA - Travail social actualités](#)



Résumé : Depuis quelques années, des centres de ressources se développent, portés par des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad), avec une fonction de prévention et d'animation sociale de proximité. Le rapport Libault les imagine au cœur d'une réorganisation décloisonnée du secteur; les fédérations de l'aide à domicile y voient, eux, une incohérence avec la logique domiciliaire.

Le rapport Libault « Concertation grand âge et autonomie » : le temps de l'action / Bourdairé-Mignot, Camille ; Gründler, Tatiana - Bordeaux (FRA) : Les Etudes Hospitalières, 2019, n°71, pp.49-72 [Revue générale de droit médical](#)



Résumé : Le 28 mars dernier, un an après la mobilisation sans précédent des personnels et directeurs d'EHPAD, Dominique Libault a remis son rapport intitulé « Concertation grand âge et autonomie ». Sa mission a débuté par l'organisation d'une grande concertation citoyenne, à la demande d'Agnès Buzyn, qui a permis aux différents acteurs du grand âge de s'exprimer sur l'état de la situation et les évolutions souhaitées. Ce rapport, très consensuel, répond parfaitement à la commande en ce qu'il livre aux pouvoirs publics une feuille de route pour la réforme de la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées, laquelle serait financée par la création d'un 5e risque de la protection sociale. On peut néanmoins exprimer quelques regrets quant à la philosophie générale du rapport qui ne met pas toujours la personne âgée au premier plan.

Ehpad, grand âge, autonomie : les leçons du rapport Libault / Bonfillon, Romain - 2019, n° 778, pp.29-31 [Techniques hospitalières - La revue des technologies de la santé](#)



Résumé : Nommé en septembre dernier pour mener à bien une concertation avec l'ensemble des acteurs du grand âge et faire des propositions de loi, le conseiller d'Etat Dominique Libault a remis le 28 mars dernier le rapport issu de cette concertation « Grand âge et autonomie ». Cet article fait le point sur la philosophie et les principales propositions du « rapport Libault ».

HCAAM. Système de santé et personnes âgées fragiles ou en perte d'autonomie à l'horizon 2030 / Delas, Aurélien - Lyon (FRA) : Hospices Civils de Lyon, 2019, n° 591, pp.627-628 [Gestions hospitalières](#)

ARTICLE

Résumé : Le 22 novembre 2018, le Haut Conseil pour l'avenir de l'assurance maladie (HCAAM) a rendu à l'unanimité un avis qui insiste sur les réformes à entreprendre dans la période actuelle, vue comme dernière fenêtre d'opportunité temporelle pour réformer le système de prise en charge de la dépendance en France avant un choc démographique majeur qui sera l'âge moyen d'entrée en Ehpad des générations issues du baby-boom à partir de 2030.

Le manifeste des gériatres en 15 mesures pour relever le défi de la transition démographique et de la crise des urgences / Jeandel, Claude - 2019, n°10, pp.579-581 [Revue de gériatrie \(la\)](#)

ARTICLE

Résumé : Expression d'une réflexion collégiale et concertée issue des 8 composantes constitutives du Conseil National Professionnel (CNP) de Gériatrie, ce manifeste souhaite mettre plus particulièrement l'accent sur les 15 mesures phares que les représentants de la spécialité de gériatrie considèrent comme devant être prioritaires pour répondre aux enjeux de l'avancée en âge.

La politique du maintien à domicile, priorité du rapport Laroque, en 1962, est-elle un échec ? / Ennuyer, Bernard, décembre 2018, pp. 35-40 [Revue thématique du CREA PACA et Corse](#)

ARTICLE

Résumé : La politique publique française de la vieillesse favorise-t-elle l'entrée en institution des personnes de plus de 60 ans, ayant des incapacités importantes, au détriment du " maintien à domicile " ? Ce dernier est pourtant le souhait réitéré par la majorité des personnes dites " âgées " et c'est aussi le discours constamment répété par les différents gouvernements depuis plus de cinquante ans. La politique de maintien à domicile, priorité du rapport Laroque, intitulé " politique de la vieillesse " en 1962, n'a jamais été vraiment financée à hauteur de la promesse politique des différents gouvernements qui se sont succédé : c'est le constat, à plusieurs reprises, de la Cour des comptes.

"Une nouvelle branche pour la dépendance" / Colomb, Noémie, interv. ; Duthil, Gilles - 2018, n° 164, pp.18-20 [Directions- \(Mensuel des directeurs du secteur sanitaire et social\)](#)

ARTICLE

Résumé : Le 15 avril, Emmanuel Macron a annoncé vouloir construire un cinquième risque de Sécurité sociale. Pour faire face à la crise dans le champ des personnes âgées, la feuille de route d'Agnès Buzyn, attendue fin avril, répondra-t-elle aux enjeux ? Entretien avec Gilles Duthil, économiste spécialiste du vieillissement, pour qui c'est l'occasion de transformer le système de prise en charge en centralisant le financement de la dépendance.

Personnes âgées. Plan Buzyn : Ce n'est qu'un début... / Auphant, Nathalie - Paris (FRA) : Dunod, 2018, n° 3064, pp.6-10 **ASH - actualités sociales hebdomadaires**



Résumé : Le plan "Grand âge et autonomie", présenté le 30 mai 2018 par la ministre des solidarités et de la santé est-il à la hauteur des enjeux de la prise en charge des personnes dépendantes ? Les 360 millions d'euros mis sur la table pour l'hébergement, la prévention, la télémédecine ou encore le maintien à domicile sont-ils suffisants pour répondre aux besoins de ces prochaines années ? Pour répondre à ces questions, ASH a passé la "feuille de route" d'Agnès Buzyn sur le gril, interrogé les acteurs et observateurs du secteur et rencontré Monique Iborra, la députée LREM, spécialiste de ces questions, qui elle-même, souligne les limites de ce plan.

La France a-t-elle une préférence pour l'hébergement des « personnes âgées dépendantes » ? / Ennuyer, Bernard - Paris (FRA) : Dunod, 2018, n° 3066, pp.26-28 **ASH - actualités sociales hebdomadaires**



Résumé : La politique publique française de la vieillesse favorise-t-elle l'entrée en institution des personnes de plus de 60 ans, ayant des incapacités importantes, au détriment du « maintien à domicile » ? Ce dernier est pourtant le souhait réitéré par la majorité des personnes dites « âgées » et c'est aussi le discours constamment répété par les différents gouvernements depuis plus de 50 ans. La politique de maintien à domicile, priorité du rapport « Laroque », intitulé « politique de la vieillesse », en 1962, n'a jamais été vraiment financée à hauteur de la promesse politique des différents gouvernements qui se sont succédé : c'est le constat, à plusieurs reprises, de la Cour des comptes.

Les enjeux éthiques du vieillissement / Aubry, Régis, Fleury, Cynthia, Delfraissy, Jean-François - 2018, n° 4251, pp.43-54 **Etudes. Revue de culture contemporaine**



Résumé : Un avis récent du Comité consultatif national d'éthique (CCNE) [1] éclaire les soubassements éthiques de la politique d'accompagnement du vieillissement. Le champ de son questionnement est vaste. Aussi, nous avons fait le choix de nous focaliser sur un des aspects : la « concentration » des personnes âgées entre elles dans des établissements dits d'hébergement qui sont devenus, souvent à leur corps défendant, leurs résidences définitives et jusqu'à la fin de leur vie.

5e risque : Les Actualités sociales hebdomadaires ouvrent le débat / Peraldi, Olivier - Paris (FRA) : Dunod, 2018, n° 3067, pp.24-26 [ASH - actualités sociales hebdomadaires](#)

Résumé : Le Président de la République a annoncé jusqu'en 2019, une loi sur le financement de la dépendance serait votée et s'articulerait autour de la création d'un nouveau risque. Les axes de cette réforme résulteront d'un débat national que le gouvernement va prochainement lancer. La revue ASH ouvre le débat à travers plusieurs tribunes de libre expression. Faut-il créer ce fameux "5e risque"? Comment faut-il le financer? Comment l'organiser? Cette première tribune donne la parole à Olivier Peraldi, directeur général de la Fédération du service aux particuliers (Fesp).

5e risque : Le débat des Actualités sociales hebdomadaires (2ème partie) / Arnaiz-Maumé, Florence - Paris (FRA) : Dunod, 2018, n° 3068, pp.24-26 [ASH - actualités sociales hebdomadaires](#)

Résumé : Le Président de la République a annoncé jusqu'en 2019, une loi sur le financement de la dépendance serait votée et s'articulerait autour de la création d'un nouveau risque. Les axes de cette réforme résulteront d'un débat national que le gouvernement va prochainement lancer. La revue ASH ouvre le débat à travers plusieurs tribunes de libre expression. Faut-il créer ce fameux "5e risque"? Comment faut-il le financer? Comment l'organiser? Cette deuxième tribune donne la parole à Florence Arnaiz-Maumé, déléguée générale du Syndicat national des établissements et résidences privées pour personnes âgées (Synerpa).

5e risque : Le débat des Actualités sociales hebdomadaires (3ème partie) / Vidor, Hugues - Paris (FRA) : Dunod, 2018, n°3069, pp.34-36 [ASH - actualités sociales hebdomadaires](#)

Résumé : Le Président de la République a annoncé jusqu'en 2019, une loi sur le financement de la dépendance serait votée et s'articulerait autour de la création d'un nouveau risque. Les axes de cette réforme résulteront d'un débat national que le gouvernement va prochainement lancer. La revue ASH ouvre le débat à travers plusieurs tribunes de libre expression. Faut-il créer ce fameux "5e risque"? Comment faut-il le financer? Comment l'organiser? Cette troisième tribune donne la parole à Hugues Vidor, directeur général d'une des fédérations nationales d'aide à domicile, Adessadomicile.

5e risque : Le débat des Actualités sociales hebdomadaires (4ème partie) / Reza-Tofighi, Amir - Paris (FRA) : Dunod, 2018, n°3070, pp.28-30 [ASH - actualités sociales hebdomadaires](#)

Résumé : Le Président de la République a annoncé jusqu'en 2019, une loi sur le financement de la dépendance serait votée et s'articulerait autour de la création d'un nouveau risque. Les axes de cette réforme résulteront d'un débat national que le gouvernement va prochainement lancer. La revue ASH ouvre le débat à travers plusieurs tribunes de libre expression. Faut-il créer ce fameux "5e risque"? Comment faut-il le financer? Comment l'organiser? Cette tribune donne la parole à Amir Reza-Tofighi, président de la Fédération française des services à la personne et de proximité (Fédésap).

5e risque : Le débat des Actualités sociales hebdomadaires (5ème partie) / Daguin, Marie-Josée ; D'Aboville, Thierry - Paris (FRA) : Dunod, 2018, n°3071, pp.28-30 [ASH - actualités sociales hebdomadaires](#)

Résumé : Le Président de la République a annoncé jusqu'en 2019, une loi sur le financement de la dépendance serait votée et s'articulerait autour de la création d'un nouveau risque. Les axes de cette réforme résulteront d'un débat national que le gouvernement va prochainement lancer. La revue ASH ouvre le débat à travers plusieurs tribunes de libre expression. Faut-il créer ce fameux "5e risque"? Comment faut-il le financer? Comment l'organiser? Cette tribune donne la parole à Marie-Josée Daguin et Thierry d'Aboville, respectivement présidente et secrétaire général du réseau de l'Aide à domicile en milieu rural (ADMR) qui apportent leur contribution au débat.

Le vieillissement, un enjeu de santé publique : à quand une réelle convergence des droits sanitaire et médico-social ? / Apollis, Benoît ; Duthil, Gilles - Paris (FRA) : Dalloz, 2018, n°3, pp.538-549 [Revue de droit sanitaire et social RDSS](#)

ARTICLE

Résumé : Les implications économiques, sociales et politiques du vieillissement de la population incitent à se poser la question, à nouveaux frais, de la convergence des droits sanitaire et médico-social. Ce dernier, historiquement lié davantage à l'action sociale qu'à l'action sanitaire, paraît de plus en plus engagé dans un mouvement de rapprochement avec le droit sanitaire. Cette convergence des deux corps de règles incarnés par le code de l'action sociale et des familles et le code de la santé publique mériterait sans doute, dans le prolongement des annonces faites par le Gouvernement pour la transformation du système de santé et afin de répondre efficacement aux nécessités du temps présent, d'être parachevée.

"Une société inclusive nous engage tous" / Montchamp, Marie-Anne ; Gilliotte, Noémie, interv. - 2018, n°168, pp.24-26 [Directions- \(Mensuel des directeurs du secteur sanitaire et social\)](#)

ARTICLE

Résumé : Alors que le secteur social et médico-social est engagé dans de nombreux travaux de transformation de l'offre, Marie-Anne Montchamp, présidente de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) rappelle les principes fondateurs d'une société inclusive. À la veille du chantier sur le 5e risque, elle propose aussi des axes de réflexion pour relever le défi du vieillissement de la population.

Le défi du grand âge dans la société. Dossier / Thomas, Philippe, coord., Chandès, Gérard, Nys, Jean-François - 2018, n°134, pp.11-30 [Soins gérontologie](#)

ARTICLE

Résumé : Pour répondre au défi du vieillissement de la population française, la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement (ASV) a été promulguée le 28 décembre 2015. Cette loi donne la priorité à la prévention et à l'accompagnement à domicile des personnes âgées. Elle renforce leurs droits et libertés, et vise à leur apporter une meilleure protection. Après une perspective historique avec l'évocation de la vieillesse aux temps médiévaux, ce dossier propose un tour d'horizon sur la prise en charge des personnes âgées. Le premier article apporte un éclairage économique aux politiques mises en œuvre dans le cadre de la loi ASV en mettant l'accent sur la réforme de la tarification dans les EHPAD, le maintien à domicile et la silver-économie. Le second article, à partir d'un cas clinique, retourne la question de l'adaptation de la société au vieillissement et soulève celle des difficultés d'adaptation à la société des individus vieillissants, les choix de vie pouvant parfois se télescoper avec les normes attendues par la société. Enfin, le dernier article examine l'évolution du statut des aidants familiaux.

Grand âge et autonomie : L'avenir des seniors / Auphant, Nathalie - Paris (FRA) : Dunod, 2018, n°3089, pp.6-9 [ASH - actualités sociales hebdomadaires](#)



Résumé : Les Petits Frères des pauvres se sont fait le porte-voix des résidents des Ehpad. Des récits de vies qui sont venus étoffer la concertation citoyenne « grand âge et autonomie », qui a pris fin début décembre 2018. En parallèle, l'association a transmis des propositions pour améliorer la vie des personnes âgées en Ehpad. Retour sur ces témoignages de résidents qui sont touchants, parfois dérangeants mais restent bienveillants envers le personnel, pleinement conscients qu'il est lui aussi victime du manque de moyens dans les établissements. Des témoignages qui confortent l'avis de Bernard Ennuyer, sociologue et ancien directeur de service à domicile, qui souhaite voir disparaître ces Ehpad au profit de domiciles partagés.

Avis du CCNE. Les enjeux éthiques du vieillissement / Belna, Eric - Lyon (FRA) : Hospices Civils de Lyon, 2018, n°581, pp.652-655 [Gestions hospitalières](#)



Résumé : La production de l'avis n°128 du Comité consultatif national d'éthique (CCNE) portant sur les enjeux éthiques du vieillissement s'inscrit dans un contexte normatif spécifique marqué, d'une part, par la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement, dite loi ASV, d'autre part par la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé. Le CCNE reconnaît l'apport réel de cette législation mais insiste sur l'absence de réflexion, dans ces lois, sur le « sous-bassement éthique » de la question du grand âge, qui est l'objet de l'avis.

Loi d'adaptation de la société au vieillissement : Un pas pour la transition démographique / Delaunay, Michèle - 2017, n°54, pp.79-84 [Sève les tribunes de la santé](#)



Résumé : Michèle Delaunay, ancienne ministre déléguée chargée des personnes âgées et de l'Autonomie de 2012 à 2014, a porté la loi du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement. Elle revient ici sur les principales initiatives et mesures de cette loi de programmation et d'orientation. (introd.)

Le domicile, nouvel horizon du sanitaire et du médico-social / Delande, Guy - 2017, n°78, pp.594-597. [Revue Droit et santé. La revue juridique des entreprises de santé](#)



Résumé : Le vieillissement de la population française et les conditions économiques du pays contraignent les composantes sanitaire et médico-sociale de notre système de protection sociale à une novation dans les modalités de prise en charge dont le paradigme dominant sera le domicile, mais un domicile "augmenté" par des objets connectés et es technologies communicantes de la e-santé.

Autour de la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement. Dossier / Vioujas, Vincent ; Apollis, Benoît ; Trépreau, Maurice - Bordeaux (FRA) : Les Etudes Hospitalières, 2016, n°59, pp.131-212 [Revue générale de droit médical](#)

ARTICLE

Résumé : Que la question de la prise en charge des personnes âgées nécessite une adaptation profonde et globale de nos sociétés relève de l'évidence. Il a cependant fallu attendre l'article 1er de la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 pour que cette adaptation soit inscrite comme « un impératif national et une priorité de l'ensemble des politiques publiques de la Nation ». Le nombre de rapports remis sur le sujet depuis des années, la projection vertigineuse des chiffres comme les situations dramatiques qui marquent régulièrement l'opinion et investissent parfois les prétoires, tout conduisait à ce que le législateur intervienne en ce sens. Il l'a fait, comme souvent, de manière abondante en consacrant 101 articles à cette loi. Il l'a fait également avec méthode, ce dont témoignent le rapport éclairant annexé à la loi ainsi que l'absence de saisine du Conseil constitutionnel sur le fondement de l'article 61 de la Constitution. Il était donc logique que la RGDM consacre un dossier spécial à la loi du 28 décembre 2015. Celui-ci regroupe cinq articles portant sur un bon nombre d'aspects juridiques, institutionnels, financiers, relatifs aux personnes ou aux établissements et services.

Vieillesse. Des politiques toujours liées à l'âge, et peu de coordination / Henrard, Jean-Claude - Paris (FRA) : Haut Conseil de la Santé Publique (HCSP), 2017, n°100, pp.52-55 [ADSP Actualité et dossier en santé publique](#)

ARTICLE

Résumé : En 1997, Adsp publiait deux dossiers sur le vieillissement. Que s'est-il passé depuis ? De nombreux débats ont eu lieu, des réformes ont été adoptées, des dispositifs mis en oeuvre. Cet article propose un bilan des améliorations apportées et des problèmes qui demeurent : insuffisance de la coordination des dispositifs complexes mis en place, prise en charge déterminées selon l'âge alors que les besoins sont liés à la dépendance, et création d'un cinquième risque, qui assurerait le financement de la dépendance par la solidarité nationale.

Loi ASV : de nouveaux droits pour les usagers - 1ère partie / Sa, Sorithi - 2016, n°69, pp.34-39 [TSA - Travail social actualités](#)

Résumé : Très attendue, la loi du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement (ASV) comporte une kyrielle de dispositions impactant les établissements et services sociaux et médico-sociaux (ESSMS). De nouvelles obligations leur sont imposées en matière de respect des droits des usagers et d'autorisation de fonctionnement. Cette première partie se penche plus particulièrement sur le renforcement des droits et libertés des personnes âgées accueillies ou accompagnées : liberté d'aller et venir, droit à l'information, personne de confiance, contrat de séjour, protection des biens, lutte contre les mauvais traitements...

Loi ASV : Quels impacts sur les structures pour personnes âgées ? / Sa, Sorithi - 2016, n°71, pp.34-39 [TSA - Travail social actualités](#)

Résumé : Très attendue, la loi du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement (ASV) comporte une kyrielle de dispositions impactant les établissements et services sociaux et médico-sociaux (ESSMS). De nouvelles obligations leur sont imposées en matière de respect des droits des usagers et d'autorisation de fonctionnement. Cette première partie se penche plus particulièrement sur le renforcement des droits et libertés des personnes âgées accueillies ou accompagnées : liberté d'aller et venir, droit à l'information, personne de confiance, contrat de séjour, protection des biens, lutte contre les mauvais traitements...

La loi sur l'adaptation de la société au vieillissement. Dossier. 1ère partie / André, Sophie ; Tamerlo, Florence - Paris (FRA) : Dunod, 2016, n°2952, pp.49-67 [ASH - actualités sociales hebdomadaires](#)

Résumé : Au menu de ce texte, notamment : réforme de l'allocation personnalisée d'autonomie à domicile, création d'une conférence départementale des financeurs de la prévention de perte d'autonomie, renforcement des droits des personnes âgées résidant en établissement et soutien aux aidants. Des mesures qui vont entrer en vigueur progressivement en 2016

La loi sur l'adaptation de la société au vieillissement. Dossier. 2ème partie. / André, Sophie ; Tamerlo, Florence - Paris (FRA) : Dunod, 2016, n°2953, pp.45-57 [ASH - actualités sociales hebdomadaires](#)

Résumé : Suite du dossier sur la loi du 28 décembre 2015 avec la réforme de l'allocation personnalisée d'autonomie à domicile, la refondation de l'aide à domicile et les dispositions visant à soutenir les aidants familiaux.

La loi sur l'adaptation de la société au vieillissement. Dossier. 3ème partie / André, Sophie ; Tamerlo, Florence - Paris (FRA) : Dunod, 2016, n°2954, pp.45-57 [ASH - actualités sociales hebdomadaires](#)

Résumé : Troisième volet de ce dossier sur la loi du 28 décembre 2015 avec les mesures relatives à l'accueil familial, aux établissements pour personnes âgées et à l'amélioration de l'offre sociale et médico-sociale.

A noter un rectificatif du dossier à été publié dans le n° 2967 du 1er juillet 2016 (erreur dans le paragraphe concernant le renouvellement des autorisations d'établissements et services sociaux et médico-sociaux, p.43)

La loi sur l'adaptation de la société au vieillissement. Dossier. 4ème partie / André, Sophie ; Tamerlo, Florence - Paris (FRA) : Dunod, 2016, n°2955, pp.47-54 [ASH - actualités sociales hebdomadaires](#)

Résumé : Dernier volet du dossier consacré à la loi du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement dite loi "ASV". Celui-ci aborde plus particulièrement la gouvernance nationale et locale des politiques de l'autonomie : instauration d'un Haut conseil de la famille de l'enfance et de l'âge qui absorbe plusieurs organismes existants (Haut conseil de l'âge, Haut conseil de la famille...), renforcement du rôle de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie, création des conseils départementaux de la citoyenneté et de l'autonomie, renforcement du rôle pilote du département dans l'action sociale en faveur des personnes âgées, généralisation des maisons départementales de l'autonomie expérimentées jusqu'à présent dans 3 départements, modification du champ des MAIA...

Loi vieillissement : n° spécial / Baudet-Caille, Véronique ; Chassat-Philippe, Sybilline ; De La Touanne, Véronique - 2016, n°332, 38p. [Action sociale : Dictionnaire permanent Enet des éditions législatives](#)



Résumé : Fruit d'un parcours parlementaire pour le moins chaotique, marqué notamment par d'importantes dissensions concernant la gouvernance des politiques dédiées à la perte d'autonomie, la loi du 28 décembre 2015 "relative à l'adaptation de la société au vieillissement" (JO du 29 décembre) engage une série de réformes visant à améliorer la prise en charge des personnes dites "âgées", tant à leur domicile qu'en établissement. Parmi ses mesures, on retiendra notamment la mise en place de dispositifs en faveur des "aidants", la réforme de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) à domicile, la généralisation du régime de l'autorisation pour les services d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD), la valorisation des logements-foyers rebaptisés "résidences autonomie", la clarification du statut des résidences-services. Ce numéro spécial fait le point sur toutes les dispositions de la loi qu'elles soient d'ordre général ou dédiées à une meilleure prise en charge des personnes âgées ou handicapées.

La prise en charge de la dépendance : entre législation et consommation territoriale / Guennery, Sophie - 2016, n°69, pp.126-131 [Revue Droit et santé. La revue juridique des entreprises de santé](#)



Résumé : L'adaptation de la société française au vieillissement démographique est au coeur des réflexions de santé publique actuelles. Face à une demande en constante progression, les rapports autour de la dépendance fleurissent pour tenter d'ajuster l'offre à la demande. Conjointement, la législation évolue pour s'adapter à ces besoins. Cette dernière est-elle réaliste ? Fournit-elle les outils et les moyens appropriés pour parvenir à une concordance avec la consommation territoriale ? Permet-elle au législateur de connaître la réalité du terrain pour ensuite adapter l'offre à la demande effective ? Enfin, selon une approche plus large encore, la législation peut-elle nous apporter des informations essentielles à la prise en charge de la dépendance, telles que le volume de la masse salariale ?

L'impact de la loi sur le vieillissement sur les établissements médico-sociaux / Filippi, Isabelle - 2016, n°121, 8p. [Gazette de l'hôpital \(La\)](#)



Résumé : Dans ce dossier, analyse de l'impact de loi sur le vieillissement sur les établissements médico-sociaux, notamment les EHPAD : quelles sont les nouvelles contraintes? les prestations minimales d'hébergement? quels changements concernant l'aide à domicile ? quelles sont les nouvelles dispositions concernant les droits et la protection des personnes âgées en institution ?

La loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement / Rihal, Hervé - Paris (FRA) : Dalloz, 2016, n°15, pp.851-856 [AJDA - Actualité juridique, droit administratif](#)



Résumé : La loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 fait de l'adaptation de la société au vieillissement un impératif national et nécessitera que l'Etat alloue chaque année 640 millions d'euros à l'accompagnement de l'autonomie des personnes âgées. Cette étude se penche sur son apport aux institutions et au droit administratif. Trois points sont analysés : -Les modifications de la gouvernance concernant les personnes âgées et notamment le renforcement du rôle du département -La création de nouveaux droits au profit des usagers des établissements sociaux et médico-sociaux et la prise en compte des proches aidants -Les impacts sur le régime des établissements et de l'aide sociale.

La place des EHPAD dans la loi du 28 décembre 2015 sur l'adaptation de la société au vieillissement / Brami, Gérard - 2016, n°71, pp.348-353. [Revue Droit et santé. La revue juridique des entreprises de santé](#)



Résumé : La loi du 28 décembre 2015 concerne d'abord et avant tout la politique générale d'adaptation de la société au vieillissement. A l'intérieur de cette loi, un certain nombre d'articles concerne les EHPAD. Des modifications et des évolutions y sont inscrites, parmi lesquelles l'instauration d'une nouvelle contractualisation entre les autorités de tarification et l'établissement, et des précisions essentielles sur le contrat de séjour

Les défis du vieillissement : Construction d'une politique sociale [Fascicule] / de Montalembert, Marc, coor. ; Laroque, Michel, coor. ; Attias-Donfut, Claudine - 2016, n°15, 214p. [Vie sociale](#)



Résumé : Du rapport Laroque (1962) à la loi sur l'adaptation de la société au vieillissement (2015), ce numéro interroge la construction des politiques sociales du vieillissement et analyse le bienfondé des textes législatifs et des dispositifs mis en place au cours du demi-siècle qui vient de s'écouler. Il met en évidence les défis que représentent le vieillissement de la France du point de vue démographique, économique, sanitaire et de l'adaptation des politiques sociales aux évolutions prévues, notamment au regard de la dépendance, terme que les professionnels ont abandonné pour le remplacer par celui de "perte d'autonomie". La première partie du numéro est consacrée à une approche historique et sociétale. Elle revient ainsi sur cinquante-cinq ans de politique vieillesse en France et examine la représentation du vieillissement dans la société et les liens intergénérationnels. La deuxième partie est consacrée à une approche en termes de politiques sociales et étudie l'adaptation des politiques publiques (assurance vieillesse, action sociale, logement, travail...) aux enjeux du vieillissement. La troisième partie, dans une approche en termes économiques, s'intéresse aux aidants, à la comparaison de la prise en charge de la dépendance en Allemagne et en France et aux établissements et services médico-sociaux pour personnes âgées.

Quand la "fragilité" des personnes âgées devient un motif d'action publique / Bertillot, Hugo - Paris : Ministère de la Santé, 2016, n°4, pp.107-128 [Revue française des affaires sociales](#)



Résumé : Loin d'être univoques, les significations des mots "handicap", "perte d'autonomie" ou "dépendance" font débat (Ennuyer, 2002). Loin d'être figés, les usages de ces notions sont en constante évolution. Il est dès lors crucial de s'interroger sur les contenus de ces catégories de pensée, sur les modalités de leur diffusion et sur leurs implications pour les univers d'action publique et professionnels dans lesquels elles s'inscrivent. Dans cet article, nous voudrions contribuer à cette réflexion à partir de l'analyse sociologique de l'une des catégories qui fait l'objet d'usages croissants dans les politiques de l'autonomie : la notion de "fragilité des personnes âgées".

Autour de la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement. Dossier / Vioujas, Vincent ; Apollis, Benoît ; Trépreau, Maurice - Bordeaux (FRA) : Les Etudes Hospitalières, 2016, n°59, pp.131-212 [Revue générale de droit médical](#)



Résumé : Que la question de la prise en charge des personnes âgées nécessite une adaptation profonde et globale de nos sociétés relève de l'évidence. Il a cependant fallu attendre l'article 1er de la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 pour que cette adaptation soit inscrite comme « un impératif national et une priorité de l'ensemble des politiques publiques de la Nation ». Le nombre de rapports remis sur le sujet depuis des années, la projection vertigineuse des chiffres comme les situations dramatiques qui marquent régulièrement l'opinion et investissent parfois les prétoires, tout conduisait à ce que le législateur intervienne en ce sens. Il l'a fait, comme souvent, de manière abondante en consacrant 101 articles à cette loi. Il l'a fait également avec méthode, ce dont témoignent le rapport éclairant annexé à la loi ainsi que l'absence de saisine du Conseil constitutionnel sur le fondement de l'article 61 de la Constitution. Il était donc logique que la RGDM consacre un dossier spécial à la loi du 28 décembre 2015. Celui-ci regroupe cinq articles portant sur un bon nombre d'aspects juridiques, institutionnels, financiers, relatifs aux personnes ou aux établissements et services¹. En outre, plusieurs des contributions publiées ci-après comportent, par nécessité, des références à d'autres textes importants promulgués à la même période – seule manière de pouvoir traiter correctement les thèmes abordés. Il faut donc remercier d'autant plus les auteurs, qui ont accepté avec enthousiasme et talent de répondre à notre sollicitation.

Dossier. Loi vieillissement : une ambition contrainte / Guignot, Caroline ; Piraud-Rouet, Catherine - 2015, n°117, pp. 19-26 [Gazette santé social \(La\)](#)



Résumé : Au sommaire du dossier : -Une remise à niveau plus rétroactive que prospective -A Limonest, les aînés ont la parole...et l'action -Le pays de Redon crée une unité mobile de soutien aux aidants -La loi vieillissement contribuera-t-elle à une meilleure prise en charge de la dépendance ? -Un modèle en voie d'essoufflement ?

Dossier. Silver économie : quel impact sur les Ehpad ? / Martin, Laure ; Ratel, Nathalie - 2015, n°33, pp. 9-16 [Ehpad magazine](#)



Résumé : Officiellement lancée en avril 2013, la filière de la silver économie a pour ambition de promouvoir et de diffuser les technologies au sein des Ehpad afin d'optimiser les services qu'ils proposent et donc la prise en charge des résidents. Un essor dont l'impact sur l'ensemble de l'économie n'est pas négligeable. Des objectifs louables mais encore lointains.

La loi "vieillissement" définitivement adoptée - Paris (FRA) : Dunod, 2015, n°2938, pp.42-45. [ASH - actualités sociales hebdomadaires](#)



Résumé : Réforme de l'APA, refondation de l'aide à domicile (création d'un régime unique d'autorisation...), expérimentation de Spasad "intégrés", mesures de soutien aux aidants... Telles sont quelques-unes des mesures phares de ce texte dont la gestation a duré plusieurs années.

Faire du "bien vieillir" un projet de société. [Dossier] / Moulias, Robert - 2015, n°174, pp. 1-35 [Gérontologie](#)



Résumé : En 2045, 31% de la population française aura plus de 60 ans. Afin d'élaborer des propositions à destination des pouvoirs publics mais également des acteurs privés qui vont être appelés à mettre en oeuvre et à financer ce changement social et économique majeur, l'Institut Montaigne a mis en place un groupe de travail pluridisciplinaire. Le rapport "Faire du bien vieillir un projet de société", publié en juillet 2015 formule des propositions afin de répondre à cet objectif.

Anticiper, adapter, accompagner / Delaunay, Michèle ; Guédé, Emilie ; Pinaud, Florence - 2014, n°1039, pp.4-6. [Espace social européen](#)



Résumé : Michèle Delaunay, ministre déléguée des personnes âgées, lance officiellement le chantier du projet de loi sur l'adaptation de la société au vieillissement. Dans cet entretien, elle précise la finalité et la méthode de la réforme. Et évoque au passage la représentation de l'âge dans la société et la concrétisation de la Silver Economy.

L'avant-projet de loi pour l'adaptation de la société vieillissante / Tamerlo, Florence - Paris (FRA) : Dunod, 2014, n°2848, pp.39-44. [ASH - actualités sociales hebdomadaires](#)



Résumé : La concertation terminée, le gouvernement a présenté les principales dispositions de son projet de loi, qui devrait être soumis au conseil des ministres le 9 avril. Le parcours législatif de ce texte, axé sur le maintien à domicile, devrait débiter au printemps, pour une adoption d'ici à la fin de l'année.

La loi Autonomie caricature le vieillissement : Entretien avec Bernard Ennuyer / Ennuyer, Bernard ; Léotoing, Marion 2014, n°56, pp.6-7. [TSA - Travail social actualités](#)



Résumé : Alors que le projet de loi sur l'adaptation de la société au vieillissement vient d'être adopté en première lecture par l'Assemblée nationale, Bernard Ennuyer, ex-professionnel du secteur et expert des politiques vieillesse, livre dans cet entretien un regard fort critique sur ce texte qu'il juge, au-delà de l'insuffisance des moyens engagés, stigmatisant à l'égard des personnes âgées.

Le projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement / André, Sophie ; Mahrani, Karima ; Tamerlo, Florence - Paris (FRA) : Dunod, 2014, n°2866, pp.53-74. [ASH - actualités sociales hebdomadaires](#)



Résumé : Ce texte, qui a enfin passé le cap du conseil des ministres, prévoit notamment une réforme de l'APA à domicile, la création d'une conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie, le renforcement des droits des personnes âgées résidant en établissement et des mesures de soutien pour les proches aidants.

Vous avez dit dépendance ? État actuel d'un débat [Fascicule] / Piou, O., éd., 2013, n°145, 219p. [Gérontologie et Société](#)



Résumé : Le débat autour de la prise en charge de la dépendance est ouvert depuis plus de 20 ans et a donné lieu à une abondante littérature. A l'orée d'une loi prévue pour la fin de l'année 2013, ce numéro de Gérontologie et Société tente de remettre en perspective les éléments du débat. Après un cadrage sur la politique en matière de dépendance en France et en Europe, les enjeux politiques et sociaux liés aux mutations d'une société vieillissante sont interrogés. Les enjeux économiques sont aussi au cœur de ce numéro. Enfin, le dernier volet évoque l'expérience vécue autour du corps quand survient la dépendance.

La politique en matière de dépendance en France et en Europe : des enjeux multiples / Le Bihan, B. - Paris : FNG, 2013, n°145, pp. 13-24 [Gérontologie et société](#)



Résumé : Dans cet article, l'auteur analyse la politique menée en France en matière de dépendance, ceci afin de déterminer les différents enjeux à l'œuvre et afin d'interroger le rôle joué par les différents acteurs - pouvoirs publics, famille et marché. L'article montre ainsi le rôle clé qui revient aux familles, quelle que soit l'importance des dispositifs publics qui se sont développés depuis les années 1990. Il propose différentes façons d'appréhender cet investissement familial.

Des politiques vieillesse ségrégatives à une prestation universelle d'aide à l'autonomie / Henrard, J.C. - Paris : FNG, 2013, n°145, pp. 179-189 [Gérontologie et société](#)



Résumé : La création d'un nouveau droit social universel de compensation de la perte d'autonomie avec un système de prestations médico-sociales au long cours est aujourd'hui nécessaire pour corriger 50 ans de politique vieillesse d'action sociale qui ont abouti à un enfermement des personnes âgées de 60 ans et plus ayant perdu leur autonomie dans un dispositif ségrégatif peu efficace et injuste par rapport aux personnes handicapées âgées de moins de 60 ans.

Des politiques vieillesse ségrégatives à une prestation universelle d'aide à l'autonomie / Marec, Y., 2013, Tome XLVII - n° 4, pp. 553-564 [Histoire des sciences médicales](#)



[Consulter le document](#) [Lien vérifié le 2023/08/08]

Réforme de l'assurance vieillesse et des politiques de vieillissement actif : la loi du 9 novembre 2010, entre solidarité et égalité. / Willmann, Christophe - Paris (FRA) : Dalloz, 2011, n°2, pp. 340-356 [Revue de droit sanitaire et social RDSS](#)



Résumé : L'auteur analyse la loi 2010-1330 du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites, d'abord sur ces aspects individuels, qui englobent les mesures dites d'égalité et d'équité; ensuite sur ses aspects collectifs avec les mesures de solidarité, et notamment celles de la solidarité intergénérationnelle. Par ces différentes mesures, la loi marque un glissement dans les assises du régime de l'assurance vieillesse, de la solidarité vers l'égalité.

Des politiques vieillesse injustes. / Henrard, Jean-Claude - 2012, n°48, pp. 12-16 [Documents Cleirppa](#)



Résumé : Le rapport Laroque marque en 1962 le début de la mise en œuvre de la politique vieillesse. Pourquoi constate-t-on aujourd'hui un décalage entre les intentions proclamées depuis 1962 de façon répétée (priorité au soutien à domicile, politique globale et coordonnée concernant les logements, les établissements et services, solidarité vis-à-vis des aînés) et la réalité ? L'auteur décrit l'évolution et les conséquences des politiques vieillesse menées depuis les cinquante dernières années.

Prévention et vieillissement : modèles, expérimentations et mise en oeuvre. La prévention : un nouveau référentiel pour une politique du vieillissement ? / Argoud, D. - Paris : FNG, 2012, n°1, Hors-série, pp. 93-100 [Gérontologie et société](#)



Résumé : En l'espace de peu de temps, prévention et vieillissement sont deux termes de plus en plus associés. Cette orientation de l'action publique trouve son origine dans le renouvellement de la politique du troisième âge autour du "bien vieillir" et dans la volonté de limiter les coûts liés à la dépendance. Mais elle ne semble toutefois pas à la hauteur des enjeux posés par le vieillissement compte tenu de la difficulté à promouvoir une approche intersectorielle de la société.

Prévention et vieillissement : modèles, expérimentations et mise en oeuvre. Vieillissement et politiques publiques. / Aquino, J.P. - Paris : FNG, 2012, n°1, Hors-série, pp. 273-279 [Gérontologie et société](#)



Résumé : Depuis plusieurs années, les sociétés industrialisées vivent une double transition. La transition démographique résulte du vieillissement de la population. En 2010, l'espérance de vie à la naissance est de 78,2 ans pour un homme et de 85,3 pour une femme. A l'âge de 60 ans, l'espérance de vie est de 22,2 ans pour un homme et de 27 pour une femme. Mais on note aussi une transition épidémiologique caractérisée par le changement de visage des maladies, avec la transformation de maladies mortelles en maladies chroniques, l'émergence de maladies invalidantes et le vieillissement des personnes handicapées. Face à cette situation, il est nécessaire d'adapter les politiques publiques.

Les politiques familiales et vieillesse doivent-elles se rejoindre ? / Steck, P. ; Puillandre, M.W., collab. - 2012, n°48, pp. 9-11 [Documents Cleirppa](#)



Résumé : L'auteur retrace les liens tissés entre les deux branches, famille et vieillesse, depuis la création de la Sécurité sociale. Il fait également part de ses réflexions concernant l'importance des choix de politiques familiales pour répondre aux enjeux du vieillissement de la population.

Les aînés : quels enjeux pour les décideurs publics? Contribution au débat national. Dossier. / Vacher (Jean-Claude) / éd. ; Blanpain, Nathalie ; De Singly, François - 2011, n°229, pp. 11-150 [Administration](#)



Résumé : Ce dossier consacré aux aînés se décline en quatre grandes thématiques : les présentations socio-économiques, les enjeux de cohésion sociale, les architectures institutionnelles, l'autonomie : un principe d'action des politiques publiques. Il dresse un état des lieux de la situation des aînés en France aujourd'hui : démographie, revenus et fiscalité, patrimoine, emploi, retraite, solidarité intergénérationnelle, sécurité des personnes âgées, rôle des institutions, vieillissement et habitat...

Personnes âgées. Vivre ensemble plus longtemps. Enjeux et opportunité pour l'action publique du vieillissement de la population française. / Riondet, Jean - Lyon (FRA) : Hospices Civils de Lyon, 2011, n°505, pp. 215-218 [Gestions hospitalières](#)



Résumé : En France, le groupe de 60 ans ou plus représentait un habitant sur cinq en 2005 ; il en représentera un sur trois en 2035. Ce vieillissement, souvent présenté comme un risque social pour les organismes de prévoyance, impactera la structure des consommations, voire l'industrie confrontée à des problèmes de raréfaction de la main-d'œuvre, de son vieillissement, de moindre compétitivité économique... Cette vision pessimiste, sans nier les effets négatifs à court terme de ce rapide vieillissement, est réductrice d'une réalité où vivre plus longtemps en bonne santé est une attente largement partagée. Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, vivre longtemps en conservant très longtemps ses capacités physiques et cognitives est un rêve à portée de main pour de nombreuses personnes. Le défi à relever serait plutôt de se demander : comment organiser une société dans laquelle les individus vivront et seront actifs plus longtemps ? Et le plus grand risque serait de se poser la question trop tardivement.

Quelle solidarité pour l'aide à l'autonomie ? / Moreau, Bernadette - 2011, n°414, pp. 619-630 [Etudes. Revue de culture contemporaine](#)



Résumé : Depuis février 2011, le débat national sur la dépendance des personnes âgées est engagé dans un contexte financier très contraint, assombri par un diagnostic alarmiste des perspectives démographiques française. Faut-il considérer que la perte d'autonomie est une affaire de responsabilité individuelle et familiale ou bien un risque à couvrir par la solidarité nationale ?

Fragiles ou dépendants ? La catégorisation des "politiques vieillesse" selon des publics "cibles" / Alvarez, S. - 2011, n°158, pp. 39-47 [Gérontologie](#)

ARTICLE

Résumé : En France, l'allocation personnalisée à l'autonomie (APA) concerne les personnes âgées catégorisées comme "dépendantes" à la suite d'une évaluation de leurs incapacités. La mise en place de cette politique basée sur un paradigme médical a eu pour effet de redéfinir le champ d'action de la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse. La CNAV met aujourd'hui en oeuvre une politique d'action de prévention envers les plus "fragiles" des personnes âgées. Sur la base d'un travail de terrain réalisé auprès de bénéficiaires de l'APA, cet article remet en cause la pertinence d'un découpage par les politiques de la vieillesse en population "dépendante" et "fragile".

Le vieillissement : quels scénarios pour la France ? / Lorenzi, Jean-Hervé, introd. ; Albouy, François-Xavier ; Chevallier, Christine - Paris (France) : Risque, 2011, n°87, pp. 60-105 [Risques](#)

ARTICLE

Résumé : Un constat : les transferts intergénérationnels dans notre pays sont massifs, que la source en soit publique, familiale ou professionnelle. Ils se caractérisent par des flux majoritairement tournés vers les inactifs. Un seul exemple, les plus de 60 ans reçoivent globalement près de 19% du PIB, alors qu'ils ne représentent que 20% de la population ; tandis que les 25-60 ans, c'est-à-dire 50% de la population française perçoivent moins de 10% du PIB. La situation est encore plus flagrante pour les moins de 25 ans. On peut donc imaginer sans peine que l'accélération du vieillissement dans notre pays incitera les politiques économiques à actionner de nouveaux leviers, comme le développement de secteurs d'activité tournés vers les seniors et surtout une modification profonde de flux financiers entre générations. Au sommaire du dossier les articles suivants : Les effets rajeunissants de la hausse du seuil de la vieillesse - La vieillesse apprivoisée - Des générations à vifs - Une vieillesse heureuse : vers une géronto-économie - La nouvelle vague - Les seniors, au travail !

Vieillesse et dépendance. / Bachelot-Narquin, Roselyne ; Lustman, Florence - Paris (FRA) : Berger-Levrault, 2011, n°281, pp. 5-21 [Cahiers hospitaliers \(les\)](#)

ARTICLE

Résumé : Ce dossier rassemble plusieurs contributions autour du thème de la dépendance des personnes âgées, de l'organisation de sa prise en charge à la question de son financement en passant par la gouvernance du secteur. Sont ainsi abordés : *les principaux enseignements du débat national sur la dépendance organisé courant 2011 par le Ministère des solidarités et de la cohésion sociale *les enjeux financiers de la dépendance *la place et le rôle des aidants *les avancées concrètes du plan Alzheimer 2008-2012 *l'évolution des EHPAD *l'évaluation de la perte d'autonomie de la grille AGGIR à l'outil GEVA-A *l'hôpital face à la dépendance *la gouvernance de la dépendance au niveau local et national *la rénovation de l'aide à domicile.

La prise en charge des personnes âgées dépendantes en France. / Le Bihan Youinou, Blanche - Paris (FRA) : Caisse nationale des allocations familiales - CNAF, 2010, n°157, pp. 124-1330 [Informations sociales](#)

ARTICLE

Résumé : La dépendance est définie, en France, comme la difficulté à accomplir seul les actes de la vie courante. S'il existe une diversité de dispositifs, qui, d'une manière ou d'une autre, contribuent au soutien des personnes âgées dites dépendantes, la principale mesure consiste dans le paiement d'une prestation financière, créée en 1997 sous le nom de "prestation spécifique dépendance" et rebaptisée "allocation personnalisée d'autonomie" en 2002. L'article vise à retracer l'histoire de la politique ainsi élaborée en s'interrogeant sur les étapes de sa mise en oeuvre et sur ses orientations successives. L'annonce par le gouvernement de la création d'un Ve risque - le risque dépendance - relance aujourd'hui la question de la possibilité de créer un modèle de prestation assurantiel.

Dossier. La dépendance des personnes âgées : quelle réforme ? / Le Bouler, Stéphane, Ennuyer, Bernard, Ferrand, Olivier - Paris (FRA) : La Documentation Française, 2010, n°366, pp. 8-73 [Regards sur l'actualité](#)



Résumé : Sommaire du dossier : Quelle réforme pour le "cinquième risque" ? - Quelles voies de réforme pour la dépendance des personnes âgées ? - Pour une gestion publique, solidaire et clarifiée du risque dépendance - Prise en charge des personnes âgées dépendantes : quels enjeux économiques ? - Quelle politique pour la dépendance en Europe ?

Dépenses et dépendance. / Diss, Marie-Capucine - 2009, n°246, pp. 5-9 [Infirmière magazine \(L'\)](#)



Résumé : Malgré la création de l'APA, la réforme de la politique vieillesse en France se fait attendre. Cet article fait le point.

Le Plan National "Bien Vieillir". / Aquino, J.P. - Paris : FNG, 2008, n°125, pp. 39-52 [Gérontologie et société](#)



Résumé : La France s'est dotée d'un plan de prévention en gérontologie, le plan national "Bien Vieillir". Il répond à des besoins évidents que les données démographiques ne font qu'accentuer. Son objectif est de créer une dynamique préventive destinée aux seniors. Ce plan spécifique n'est pas isolé. En effet, il s'articule avec d'autres plans de santé publique, récemment publiés. Trois thématiques essentielles, la nutrition, l'activité physique et le lien social, sont retenues et développées dans les trente-deux mesures proposées. Il en résulte une approche globale du vieillissement dont dépend la pertinence des actions engagées sur le terrain. L'évaluation des stratégies mises en place demeure une préoccupation essentielle, selon une règle bien établie en santé publique.

1962-2007 : regards sur les politiques du "maintien à domicile" et sur la notion de "libre choix" de son mode de vie. / Ennuyer, Bernard - Paris : FNG, 2008, n°123, pp. 153-167 [Gérontologie et société](#)



Résumé : Faut-il permettre aux personnes qui vieillissent et qui, de plus, ont des difficultés importantes pour effectuer seules les actes élémentaires de la vie quotidienne de rester chez elles comme elles le désirent dans leur immense majorité ou faut-il les inciter à recourir à une institution d'hébergement ? Cette question, bien antérieure aux années 1960, est toujours d'actualité et le sera, sans doute, encore pendant longtemps.

La décentralisation de la politique vieillesse. Vers une accentuation des inégalités ? / Argoud, D. - Paris : FNG, 2008, n°123, pp. 201-212 [Gérontologie et société](#)



Résumé : La décentralisation de la politique vieillesse a mis en évidence l'existence d'inégalités territoriales. Il existe en effet de grandes disparités selon les départements dans l'accès aux prestations, aux établissements et aux services gérontologiques. Pourtant, contrairement aux idées reçues, il est possible d'affirmer que la décentralisation n'a pas accentué ces disparités qui étaient, en grande partie, préexistantes.

Cinquième risque : le rapport d'étape de la mission d'information du Sénat. / Vasselle, Alain - Paris (FRA) : éditions Francis Lefebvre, 2008, n°11, pp. 605-608 [Bulletin social Francis Lefebvre](#)



Résumé : La dépense publique liée à la prise en charge de la perte d'autonomie va s'accroître fortement dans les années à venir en raison du vieillissement de la population. Pour faire face à ces nouveaux enjeux, l'idée d'un nouveau champ de la protection sociale a fait son apparition : le cinquième risque, également nommé le "risque dépendance" ou le "risque perte d'autonomie". Cette branche émergente s'ajoutera à celles qui couvrent la maladie, la famille, les accidents du travail et les retraites. Dans le cadre d'une réflexion autour de cette nouvelle branche, le Sénat a créé une mission d'information destinée à analyser les problèmes soulevés par la question de la dépendance et à y proposer des solutions. Un rapport d'étape, publié en juillet 2008, présente les travaux de la commission. Cet article en reproduit l'avant-propos et la synthèse.

Les réformes en matière de handicap et de dépendance : peut-on parler de "cinquième risque" ? / Elbaum, M. - 2008, n°11, pp. 1091-1102 [Droit social](#)



Résumé : Les réformes engagées en matière de handicap et de dépendance font référence à l'idée d'instaurer un cinquième risque au sein de la protection sociale, qui serait consacré à l'ensemble des limitations d'autonomie. Ce cinquième risque aurait pour vocation à constituer un nouveau champ de la protection sociale, en ouvrant à tous ceux qui ont besoin un droit universel à la compensation pour autonomie, c'est-à-dire au financement d'un plan d'aide personnalisé établi en fonction de leurs besoins. Cet article fait le point sur le modèle français existant et présente les réformes en cours. Il analyse aussi quelques modèles expérimentés à l'étranger.

Les politiques de la vieillesse face aux questions éthiques. / Fiat, Eric - Lyon (France) : Editions Mallet Conseil, 2008, n°94, pp. 56-61 [Recherche en soins infirmiers](#)



Résumé : Nous nous demanderons dans un premier temps quelles furent ces deux derniers siècles les différentes conceptions que les hommes se firent de la dignité des personnes très âgées, avant que de déterminer quelles politiques de la vieillesse ces différentes conceptions entraînent.

L'allocation de solidarité aux personnes âgées. (ASPA) - Paris (FRA) : Union nationale des associations de parents et amis de personnes handicapées mentales - UNAPEI, 2008, n°161, pp. 19-24 [UNAPEI - Juris - Handicaps](#)

Ehesp - Service documentation (SDA), Charron Marie-Laure, août 2023

ARTICLE

Résumé : L'allocation de solidarité aux personnes âgées, dite ASPA, est une nouvelle allocation unique qui remplace (rétroactivement depuis le 1er janvier 2006) les différentes prestations (allocation spéciale vieillesse, allocation aux vieux travailleurs salariés, allocation supplémentaire du fonds de solidarité vieillesse) qui composaient jusqu'ici le minimum vieillesse. C'est l'ordonnance n° 2004-605 du 24 juin 2004 simplifiant le minimum vieillesse qui a institué l'ASPA, à compter du 1er janvier 2006. Cette allocation unique est différentielle, c'est-à-dire qu'elle complète les ressources de ses bénéficiaires pour les porter un niveau minimum : le montant du minimum vieillesse.

Quelles actions de prévention et quelles organisations pour un vieillissement réussi ? / Bréchat, Pierre-Henri ; Vogel, Thomas ; Bérard, Alain, et al. , 2008, vol. 20 n°5, pp. 475-487 [Santé publique](#)

ARTICLE

Résumé : Nos sociétés occidentales connaissent un vieillissement qui va encore s'accroître dans les années à venir. Développer des actions de prévention pour les personnes âgées afin d'augmenter leurs capacités fonctionnelles et leur permettre de retarder, voire de diminuer, les conséquences des maladies chroniques, tout en assurant les hospitalisations, est devenu un défi qui doit être relevé. Les personnes âgées demandent aux pouvoirs publics de tout mettre en œuvre pour bénéficier d'un « bien-vieillir » ou « vieillissement réussi ». Notre système de santé est en train d'évoluer pour prendre en charge les pathologies chroniques et aiguës des personnes âgées tout en développant des actions de prévention. La pratique régulière des activités physiques et sportives, la prévention contre l'alcoolisme, le tabagisme, l'obésité sont associées à une diminution de la mortalité des patients dont ceux atteints de pathologies chroniques. Comment peut-on définir « la personne âgée » ? Qu'est-ce que le « vieillissement réussi » ou le « bien-vieillir » ? Quelles données factuelles permettent de prouver l'utilité des actions de prévention pour ce « vieillissement réussi » ? Quel bilan à 10 ans peut être fait de ces actions et des avancées organisationnelles ? Pour apporter des éléments de réponse à ces questions, nous proposons dans un premier temps une revue de la littérature professionnelle et scientifique et, dans un second temps, de développer l'exemple d'une réalisation à potentialité organisationnelle future. (Intr.)

<https://www-cairn-info.ehesp.idm.oclc.org/revue-sante-publique-2008-5-page-475.htm>

[Lien vérifié le 2023/08/08]

Dossier. Nouveau risque. Pour une prestation unique d'aide à l'autonomie. / Cordier, Alain ; Barbier, Jean-Marie ; Boudet, Bernard - Paris (FRA) : Union nationale interfédérale des œuvres privées sanitaires et sociales - UNIOPSS, 2007, n°212, pp. 20-28 [Union sociale](#)

ARTICLE

Résumé : Au cours du 1er semestre 2008, le gouvernement va présenter un projet de loi en vue de remédier à un nouveau risque social, le manque ou la perte d'autonomie. Les acteurs concernés (Etat, départements, organisations des secteurs handicap et personnes âgées...) sont d'accord sur certains points (la gouvernance, la compensation...), mais des clivages perdurent sur d'autres : le contenu du "panier de services", le financement. Revue des principaux enjeux. Interview de Jean-Marie Barbier, président de l'APF.

1962-2007 : regards sur les politiques du « maintien à domicile » Et sur la notion de « libre choix » de son mode de vie / Ennuyer, Bernard., éd., 2007, n°123, pp. 153-167 [Gérontologie et société](#)



Résumé : Faut-il permettre aux personnes qui vieillissent et qui, de plus, ont des difficultés importantes pour effectuer seules les actes élémentaires de la vie quotidienne de rester chez elles comme elles le désirent dans leur immense majorité ou faut-il les inciter à recourir à une institution d'hébergement ? Cette question, bien antérieure aux années 1960, est toujours d'actualité et le sera, sans doute, encore pendant longtemps.

<https://www.cairn.info/revue-gerontologie-et-societe1-2007-4.htm>

<https://www.cairn.info/revue-gerontologie-et-societe1-2007-4-page-153.htm>

[Liens vérifiés le 2023/08/08]

L'allocation de solidarité aux personnes âgées. / Euillet, Alexandra - 2007, n°1115, pp. 13-19 TSA - Travail social actualités



Résumé : Depuis le début de l'année, l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA) remplace les différentes prestations constitutives du minimum vieillesse. Cette nouvelle allocation, unique et différentielle, doit toujours assurer un revenu minimum aux personnes âgées ayant des ressources modestes. Après la parution des décrets d'application au début de l'année, la réforme du minimum vieillesse, constitué d'une dizaine de prestations différentes, est enfin entrée en vigueur. Cette réforme prévue par une ordonnance du 24 juin 2004, a pour objet de simplifier les règles d'attribution d'un revenu minimum à toutes les personnes âgées d'au moins 65 ans, ou 60 ans en cas d'inaptitude au travail dont les ressources sont inférieures à certains seuils. Prestation unique et différentielle, l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA) s'est substituée aux diverses prestations du minimum vieillesse.

Le grand âge, quelles solidarités ? / Becquart, P. - Loos (France) : GRPS, 2006, n°219, pp. 8-28 Contact santé



Résumé : L'espérance de vie a presque doublé en un siècle. Celle-ci est aujourd'hui d'environ 75,9 ans pour les hommes et 83,5 ans pour les femmes en France (chiffre OMS 2003) et s'accroît d'un trimestre chaque année. Ce bond spectaculaire n'est pas sans conséquences physiques, psychologiques et sociales. Ce dossier se penche sur la façon dont les structures régionales prennent en charge et respectent le grand âge.

Dossier. Accueillir les personnes âgées. Les solutions face à la dépendance. / Lazarova, Roula, réal., et al. - 2005, n°41, pp. 22-29 Gazette des communes, des départements, des régions (La)

ARTICLE

Résumé : En 2005, le pays comptera probablement près d'un million de personnes âgées dépendantes de plus de 75 ans. Dans les années 20, après le traumatisme de la Première Guerre mondiale, un premier "baby-boom" s'était produit. Les enfants d'alors ont aujourd'hui plus de 80 ans. "La Gazette" consacre son dossier à l'accueil de ces personnes. Vous y trouverez le cri d'alarme de David Causse, délégué général adjoint de la Fédération hospitalière de France : "Dans certains territoires, trouver une place dans un établissement sera un enfer." Certes la tendance actuelle consiste à favoriser le maintien à domicile mais parfois ; la dépendance implique d'autres choix. Afin de faire face aux nouveaux besoins, les collectivités se mobilisent. Certains conseils généraux subventionnent des constructions, les communes mettent des terrains à disposition. Tout ceci est utile mais lourdeurs administratives et soucis d'économies de l'assurance maladie se conjuguent pour ralentir ou bloquer nombre de projets.

Dépendance. - 2005, n°1042, pp. 19-20 [TSA - Travail social actualités](#)

ARTICLE

Résumé : La Cour des comptes plaide en faveur d'une refonte de la politique de prise en charge des personnes âgées dépendantes. Les professionnels restent toutefois prudents pour l'avenir.

La participation des personnes âgées à l'élaboration des politiques qui les concernent. / Landanger, M. - Paris : FNG, 2005, n°115, pp. 75-88 [Gérontologie et société](#)

ARTICLE

Résumé : Depuis 2002, les textes législatifs ont mis en avant la nécessaire participation des usagers afin de déterminer, à partir de leur projet de vie, les aides matérielles ou humaines dont ils ont besoin et leur permettre de contribuer à l'élaboration des politiques qui les concernent. La participation des personnes est fortement engagée à deux niveaux : un niveau individuel à travers la mise en place d'un projet personnalisé et un niveau plus collectif via les associations de retraités qui se présentent comme représentatives des usagers dans l'instance départementale de consultation que constitue le CODERPA. Depuis la seconde étape de décentralisation de 2004, le département devenu responsable de la politique sociale et médico-sociale est chargé de l'élaboration d'un schéma départemental en faveur des personnes âgées. Nous interrogeons la prise en compte de la diversité des vieillesses dans les instances dites de représentation des personnes âgées et la réalité de leur participation aux politiques qui les concernent. (R.A.).

"Vieillesse, dépendance, lieux de vie". / Casman, Marie-Thérèse ; Sprimont, Bernadette - Liège : L'Observatoire, 2005, n°44, pp. 17-104 [Observatoire - Revue d'action sociale et médico-social](#)

ARTICLE

Résumé : Le dossier "Vieillesse, dépendance et lieux de vie" propose un état des lieux sur la question de la dépendance des personnes âgées et une invitation à revoir nos conceptions. Pour aller au-delà des clichés et des angoisses, passer du concept de dépendance à celui d'autonomie, de la personne âgée objet à la personne âgée sujet, de l'aide à la prise en charge concertée et à l'accompagnement des aidants naturels, du placement au choix d'un lieu de vie plus adapté parmi un éventail plus large de possibilités.

Les droits des usagers : un nouveau référentiel des politiques publiques appliqué aux personnes âgées. / Landanger, Martine - 2005, n°244, pp. 6-11 [Bulletin d'informations - CREA Bourgogne](#)



Résumé : Les politiques sociales actuelles en direction des personnes âgées sont le fruit d'un cheminement de société qui définit la place et le rôle des générations dans la vie sociale. Il paraît essentiel de situer les étapes charnières de ces politiques vieillesse afin de mesurer les changements opérés en fonction du regard posé sur les plus âgés. Les contextes économique-politiques et sociaux induisent des représentations sociales plus ou moins disqualifiantes vis à vis des plus âgés. Quelles sont les images véhiculées sur les destinataires des politiques sociales actuelles alors que l'évolution des politiques sociales concourt à la participation des usagers ?

Prise en charge de la perte d'autonomie : les propositions de la mission Briet-Jamet. / Chiche, Patrick - 2004, n°74, pp. 17-18 [Bulletin juridique de la santé publique](#)



Résumé : En même temps qu'il annonçait, au quatrième trimestre 2003, l'élaboration d' "un plan de solidarité pour les personnes âgées dépendantes", les pouvoirs publics chargeaient Messieurs Raoul Briet et Pierre Jamet, hauts fonctionnaires, d'une mission de "préfiguration de la future Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA)". En avril 2004, elle a finalisé un premier rapport d'étape qui trace les grandes lignes de l'évolution future envisagée pour le secteur médico-social.

La Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie ou le Cinquième risque de sécurité sociale. - 2004, n°599-600, pp. 14-16 [Questions de sécurité sociale](#)



Résumé : L'ampleur du drame sanitaire de l'été 2003 a conduit le Premier ministre à présenter, en novembre 2003, un programme quadriennal en faveur des personnes dépendantes. Celui-ci prévoit notamment la mise en place d'un plan "dépendance et solidarité" et la création d'une Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) chargée de centraliser les fonds nécessaires au financement du plan. Le programme d'action pour les personnes âgées propose cinq lignes d'action : 1- favoriser le maintien à domicile en développant l'offre de services 2- pérenniser l'APA 3- moderniser les établissements d'hébergement pour personnes âgées 4- développer la vie sociale des personnes âgées et les liens intergénérationnels 5- mettre en place un plan d'alerte, le plan vermeil, reposant sur une coopération avec les autorités sanitaires. Le programme d'action pour les personnes handicapées inclut la réforme de la loi de 1975 et énonce des priorités : compenser le handicap par l'évaluation du besoin de compensation, renforcer l'intégration dans la cité tant sous l'angle de l'insertion professionnelle et de l'intégration scolaire que sous l'angle de l'environnement.

Histoire de la politique vieillesse en France. / Laroque, P. - 2004, n°132, 5-13. [Gérontologie](#)



Résumé : Cet article, daté de 1991, retrace l'histoire de la politique vieillesse de 1945 jusqu'au début des années 1990.

Personnes âgées : où en sont les réformes ? / Ravaudet, Chantal ; Bourquin, Marc ; Hardy, Jean-Pierre - 2004, n°45, pp. 49-78 [IASS la revue](#)



Résumé : Ce numéro spécial évoque les réformes adoptées ou en cours relatives à la prise à charge des personnes âgées et avance des propositions et des pistes de réflexion pour l'amélioration de cette prise en charge. Les thèmes suivants sont traités : modification du champ d'intervention de la Caisse Nationale Solidarité à l'Autonomie (CNSA), nouvelles modalités de calcul de la Dotation Minimum de Convergence (DOMINIC), développement des Centres Locaux d'Information Gérontologique (CLIC), application de la nouvelle tarification des Etablissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD), questions du passage des SSIAD en dotation globale de financement, du libre choix du médecin pour un résident d'un EHPAD, ou bien encore, du basculement des unités de soins de longue durée dans le champ médico-social, propositions de pistes d'intégration pour les migrants vieillissants...

La politique d'aide aux personnes âgées à l'épreuve du vieillissement démographique. / Grand, Alain ; Andrieu, Sandrine - Paris (FRA) : La Documentation Française, 2003, n°296, pp. 63-75 [Regards sur l'actualité](#)



Résumé : La crise sanitaire liée aux effets de la canicule a remis sur le devant de la scène un phénomène, pourtant bien connu et bien documenté, qui touche l'ensemble des pays industrialisés : le vieillissement démographique. Cette crise a permis de révéler un certain nombre de besoins liés aux caractéristiques propres à la population âgée. La réflexion concernant ces besoins n'est pas nouvelle. Elle a été inaugurée par le rapport Laroque en 1962, rapport qui a marqué le démarrage de la politique gérontologique en France.

Dossier : Plan dépendance. - 2003, n° 947, pp. 15-20. [TSA - Travail social actualités](#)



Résumé : Le Premier ministre a présenté, le 6 novembre 2003, une "réforme de solidarité pour les personnes dépendantes".

Les politiques de la vieillesse / Guillemard, Anne-Marie, 1983, n° 37, pp. 105-123 [Communications](#)



[Consulter le document](#) [Lien vérifié le 2023/08/08]

Vieillir demain Survol du rapport du groupe « Prospective personnes âgées », Commissariat général du Plan / Lion, Robert, 1980, n° 14, pp. 11-17 [Gérontologie et société](#)



https://www.cairn.info/load_pdf.php?ID_ARTICLE=GS_014_0011&download=1
[Lien vérifié le 2023/08/09]

4 - Ressources en ligne

4a - Sites internet ou rubriques dédiées

Organismes	Sites ou rubriques
▶ Ministère des Solidarités et des Familles	<u>Rubrique Grand âge et autonomie</u>
▶ Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES)	<u>Grand âge & autonomie</u>
▶ Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge	<u>Conseil de l'âge</u>
▶ Société Française de Gériatrie et Gérontologie	<u>SFGG</u>
▶ Santé publique France	<u>Rubrique Bien vieillir</u>
▶ Santé publique France et Caisses de retraite	<u>Site pour bien vieillir</u>
▶ Institut de la longévité, des vieillesse et du vieillissement	<u>Groupement d'intérêt scientifique ILVV</u>
▶ Fondation Médéric Alzheimer	<u>Fondation</u>

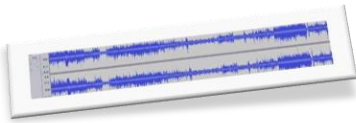
Organismes	Sites ou rubriques
▶ Association des Directeurs au service des Personnes Âgées	AD-PA
▶ Association de Moyens Retraite Complémentaire	Site pour les aidants - Essentiel Autonomie
▶ Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie Créée par la loi du 30 juin 2004, mise en place en mai 2005, la CNSA est, depuis le 1 ^{er} janvier 2006, chargée de financer les aides en faveur des personnes âgées en perte d'autonomie et des personnes handicapées, de garantir l'égalité de traitement sur tout le territoire ...	Site d'information institutionnelle et professionnelle de l'aide à l'autonomie Portail national d'information pour les personnes âgées et leurs proches Les mesures de la loi d'adaptation de la société au vieillissement (Mis à jour le 13/07/2022) Les politiques du grand âge
▶ Observatoire du grand âge Créé au printemps 2022, lancement du 1er groupe de travail le 08/09/2022	Site de l'association OGRA Rapports institutionnels
▶ Service de l'allocation de solidarité aux personnes âgées (SASPA)	Gestion assurée par la MSA à compter du 1er janvier 2020
▶ Observatoire des seniors	Site d'informations du Groupe Darmatex

Organismes	Sites ou rubriques
▶ CIF-SP - Agir contre l'âgisme	Site collaboratif de recherche et de lutte contre les discriminations liées à l'âge
▶ Observatoire de l'âgisme	Collectif
▶ Conseil d'orientation des retraites (COR)	Site du COR
▶ Caisse Nationale d'Assurance vieillesse (CNAV)	Site de la CNAV / Législation CNAV
▶ Union Nationale de l'Aide, des Soins et des Services aux Domiciles	Site de l'UNA
▶ Vieillir vivant !	Laboratoire de recherche et de création sur le vieillissement
▶ Oldyssey	La vieillesse dans le monde
▶ Réseau Francophone des Villes Amies des Aînés	Association RFVAA

Organismes	Sites ou rubriques
▶ Organisation mondiale de la santé	Rubrique Décennie pour le vieillissement en bonne santé
▶ INSPQ - Institut national de santé publique du Québec	Vieillesse en santé
▶ Centre d'excellence sur le vieillissement de Québec	CEVQ
▶ Institut universitaire de gériatrie de Montréal (IUGM)	Bibliothèque de gériatrie et de gérontologie Guide thématique
▶ Ordre des psychologues du Québec	Plateforme Au fil du temps Québec
▶ AGE Platform Europe	European network of non-profit organisations of and for people aged 50+
▶ Healthy Ageing Challenge (UK)	Community of practice
▶ National Institute on Aging (US)	One of the 27 Institutes and Centers of the National Institutes of Health (NIH)

Organismes	Sites ou rubriques
▶ Old school	Clearinghouse of free and carefully vetted resources to educate people about ageism
▶ McMaster	Portail sur le vieillissement optimal
▶ Decade of healthy ageing	The platform of the UN Decade of Healthy Ageing
▶ Ageing and Long-term Care	OCDE
▶ Ouicare	Petite histoire de politique vieillesse
▶ Living Lab EclairAGE	Projet de recherche
▶ Pro Senectute Suisse	Organisation spécialisée de prestations au service des personnes âgées en Suisse
▶ Annuaire des EHPAD	CNSA
▶ CNFPT	Wiki territorial Les politiques en faveur des personnes âgées (Mis à jour le 16/05/2023)

4b - Documents audio



- ▶ Vieillir à l'hospice au XIXe siècle, 2023/06, 58 minutes

<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/concordance-des-temps/vieillir-a-l-hospice-au-xixe-siecle-4028080>

[Lien vérifié le 2023/08/09]

- ▶ Au secours de nos vieux, 2022/11, 58 minutes

<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/concordance-des-temps/vieillir-a-l-hospice-au-xixe-siecle-4028080>

[Lien vérifié le 2023/08/09]

- ▶ Comment bien vieillir ensemble ?, 2022/04, 56 minutes

<https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/grand-bien-vous-fasse/grand-bien-vous-fasse-du-mardi-19-avril-2022-5994823>

[Lien vérifié le 2023/08/09]

- ▶ La gestion du grand âge, 2022, 33 minutes

<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/l-esprit-public/les-droits-de-succession-1453147>

[Lien vérifié le 2023/08/09]

- ▶ Vieillesse et dépendance, la vie sous contrainte, 2020, 4 épisodes

<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/serie-vieillesse-et-dependance-la-vie-sous-contrainte>

[Lien vérifié le 2023/08/09]

- ▶ Vieillir, mais comment ? Une histoire sociale de la vieillesse, 2019-2020, 8 épisodes

<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/serie-vieillir-mais-comment-une-histoire-sociale-de-la-vieillesse>

[Lien vérifié le 2023/08/09]

- ▶ La protection sociale. Que faire de nos vieux ? 2018, 28 minutes

<https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/la-marche-de-l-histoire/la-protection-sociale-que-faire-de-nos-vieux-6433208>

[Lien vérifié le 2023/08/09]

4c – Evènements



[Semaine nationale des retraités et personnes âgées](#)

[Lien vérifié le 2023/08/08]



Colloques signalés par la FNADEPA

<https://www.fnadepa.com/evenements?text=&month=all&category=all>

[Lien vérifié le 2023/08/08]



 [Recherche](#)

dans le catalogue de la bibliothèque de l'EHESP

(mot-clé Politique vieillesse)

 [Recherche multi-bases](#)

avec Ebsco Discovery service / EHESP



The screenshot shows a search interface with the following elements:

- Buttons for "Recherche simple" and "Recherche avancée".
- A dropdown menu labeled "Sélectionnez un nouveau critère".
- A "Mots-clés" section with a dropdown menu set to "Contient".
- A search input field containing "Politique vieillesse" with a clear button (X).
- A "Thésaurus" section with a dropdown menu set to "Tous" and a label "Opérateur entre autorités : Ou Et".
- An "Aide" button in the top right.
- A "Rechercher" button in the bottom right.

Abonnez-vous aux [alertes thématiques](#)

Vous pouvez retrouver ce [dossier documentaire](#)
sur le portail du service documentation (SDA) de l'EHESP
[rubrique Vieillessement – Personnes âgées]

